

UNIVERSITÉ DE PARIS - FACULTÉ DE DROIT

L'ORGANISATION DE L'INQUISITION EN FRANCE

DE 1233 A LA FIN DU XV^e SIÈCLE

THÈSE POUR LE DOCTORAT

PRÉSENTÉE ET SOUTENUE LE MARDI 17 MARS 1908
A 1 HEURE

PAR

Roger GANDRILLE

Président : M. ÉMILE CHÉNON, Professeur

Suffragants : { MM. ESMEIN } Professeurs
{ LARNAUDE }

IMPRIMERIE AUGUSTE GOUT ET C^{ie}

ORLÉANS
PASSAGE DU LOIRET

PARIS
32, RUE SAINT-LAZARE

1908

THÈSE DE DOCTORAT

UNIVERSITÉ DE PARIS - FACULTÉ DE DROIT

L'ORGANISATION DE L'INQUISITION EN FRANCE

DE 1233 A LA FIN DU XV^e SIÈCLE

THÈSE POUR LE DOCTORAT

PRÉSENTÉE ET SOUTENUE LE MARDI 17 MARS 1908
A 1 HEURE

PAR

Roger GANDRILLE

Président : M. ÉMILE CHENON, Professeur

Suffragants :

{	MM. ESMEIN	{	<i>Professeurs</i>
	LARNAUDE		

IMPRIMERIE AUGUSTE GOUT ET C^{ie}

ORLÉANS
PASSAGE DU LOIRET

PARIS
32, RUE SAINT-LAZARE

1908



La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses ; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

ORGANISATION

DE

L'INQUISITION EN FRANCE

DE 1233 A LA FIN DU XV^e SIÈCLE

INTRODUCTION

Le 13 avril 1233, Grégoire IX, constatant le développement inquiétant de l'hérésie, adressait aux évêques de France une bulle, où il leur annonçait sa décision de charger les frères prêcheurs de lutter contre elle, et les priait d'accorder à ces derniers aide et protection (1).

(1) Nos considerantes quod vos diversis occupationum turbinibus agitati, vix valetis inter inundantium sollicitudinum angustias respirare, ac per hoc dignum ducentes ut onera vestra cum aliis dividantur... dictos fratres Prædicatores contra hæreticos in regno Franciæ et circumjacentes provincias duximus destinandos... mandantes quatenus ipsos... benigne recipientes et honeste tractantes, in hiis et aliis consilium, auxilium et favorem taliter impendatis quod ipsi commissum sibi officium exequi valeant. — Tanon, *Histoire des Tribunaux de l'inquisition en France*, in-8°. Paris, Larose et Forcel, 1893, donne référence, collection Doat XXXI, p. 25.

Le 19 du même mois, il confiait formellement à Robert le Bougre la poursuite des hérétiques en Bourgogne (1).

Le 20 avril, dans une bulle adressée aux prieurs et aux frères de l'Ordre des prêcheurs, inquisiteurs, il donnait à ceux-ci mission de déposer tous les clercs qui, malgré les avertissements reçus, défendraient l'hérésie, et de procéder souverainement contre eux et contre tous autres, en invoquant au besoin l'appui du bras séculier (2).

Enfin, le 22 avril, il envoyait, au provincial de la province de Toulouse, l'ordre de choisir quelques-uns de ses frères, instruits et aptes à cette tâche, pour leur confier le soin de la répression, lui fixant en outre quelques points de procédure (3).

A partir du mois d'avril 1233, on peut donc considérer les ordres mendiants, dominicains et franciscains, comme chargés de la poursuite des hérétiques, sans cependant

(1) Ne igitur super his mora periculum ad se trahat, dictum negotium tuæ prudentiæ duximus committendum. Grégoire IX, 19 avril 1233, *Gaudemus*. Ripoll, *Bullarium ordinis FF prædicatorum*, in-f°. Rome 1729, B. Nat. inventaire H 1671.

(2) Hinc est quod sinceritati vestræ per apostolica scripta præcipiendo mandamus quatenus defensores hujusmodi, nisi ad monitionem vestram a talium defensione omnino destiterint, vos, ita quod quilibet vestrum in locis, in quibus vos prædicare contigerit, clericos beneficiis in perpetuum omnino privantes, tam contra ipsos, quam alios, tanquam contra defensores hæreticorum, advocato ad hoc, si necesse fuerit, brachio seculari, auctoritate nostra sublato cujuslibet appellationis obstaculo, procedatis. — Grégoire IX, 20 avril 1233, *Licet ad capiendas*. Ripoll, I, 47.

(3) Mandantes, quatenus aliquos de fratribus tuis tibi commissis, in lege Domini eruditos, quos ad hoc idoneos esse noveris, ad partes tibi secundum tuum ordinem limitatas transmittas, qui clero et populo convocatis, generalem prædicationem faciant. — Grégoire IX, 22 avril 1233, *Ille humani*. Ripoll, I, 47.

que les évêques aient perdu toute compétence sur ce point, ainsi que nous le montrerons.

Nous n'étudierons pas les motifs qui poussèrent Grégoire IX à établir ce que l'on a appelé l'inquisition monastique ; nous n'exposerons pas le rôle de l'Université et des docteurs de la Faculté de Théologie, qui revendiquèrent le droit de donner leur avis sur les questions relatives à la foi et furent de fait souvent consultés par les inquisiteurs ; nous ne décrirons pas non plus les phases de la lutte qui s'engagea au ^{xiv}^e siècle entre le Parlement de Paris et l'Eglise, celui-ci s'étant dès le 13 mai 1331 reconnu un droit de contrôle sur les inquisiteurs, concurremment avec le pape ; chacune de ces questions exigerait un volume (1).

Nous nous bornerons à montrer l'organisation et le fonctionnement de l'inquisition monastique depuis l'époque où nous la trouvons définitivement organisée, jusqu'à la fin du ^{xv}^e et au commencement du ^{xvi}^e siècle, où le Parlement de Paris ayant pris la direction de la poursuite contre les protestants, et le pape ne s'y étant pas opposé, le tribunal de l'inquisition, n'ayant plus d'ailleurs à agir contre les hérésies cathare et vaudoise, peut être considéré comme tombé en désuétude.

Nous diviserons notre étude en trois parties :

Dans la première, nous exposerons la composition et

(1) Cf. Lea, *Histoire de l'inquisition au moyen âge*, (traduction Salomon Reinach), 3 vol. in-12. Paris. Société nouvelle de librairie et d'édition, 1903. — Adde Tanon, *op. cit.*, p. 548 à 554.

Sur les origines historiques de l'inquisition monastique, Cf. M^{re} Douais, *L'inquisition, ses origines, sa procédure*, in-8°, Paris, Plon-Nourrit, 1906.

la compétence du tribunal d'inquisition avec les pouvoirs de l'inquisiteur.

La seconde partie sera consacrée à la procédure elle-même, c'est à-dire à l'instruction des affaires.

La sentence fera l'objet de la troisième partie avec un chapitre sur les pénalités de l'inquisition et l'abandon au bras séculier.

PREMIÈRE PARTIE

ORGANISATION ET COMPÉTENCE DU TRIBUNAL.

CHAPITRE PREMIER

LE TRIBUNAL D'INQUISITION

Le pape ayant créé des juges extraordinaires pour la répression de l'hérésie, une question se présente naturellement à l'esprit. Quelle va être l'organisation de ce nouveau tribunal? Pour y répondre, nous aurons à étudier quatre paragraphes :

Qui est le chef, la cheville ouvrière en quelque sorte de cette institution?

Quels sont les pouvoirs de l'inquisiteur

Quels sont les auxiliaires sur lesquels il peut compter pour se faire aider dans le lourd travail qui lui incombe?

Quels sont les agents qui exécuteront ses décisions?

§ I^{er}*L'Inquisiteur*

Lorsque, le 22 avril 1233, Grégoire IX écrivit au provincial de la province de Toulouse, il le chargeait de choisir dans son ordre quelques frères pour procéder contre les hérétiques (1). Le pape, qui jusque-là avait toujours nommé personnellement ses légats, comprenant qu'un chef de communauté serait plus à même de choisir ces nouveaux adversaires de l'erreur, déléguait ainsi aux prieurs et provinciaux le pouvoir de les nommer. Mais il n'en était pas moins vrai que, si les inquisiteurs paraissaient ainsi tenir leur pouvoir des supérieurs de leurs ordres, en droit ils le tenaient directement du pape : « Ce n'est pas, dit Alexandre IV aux inquisiteurs, parce que les prieurs sont censés plus aptes à apprécier la valeur des frères de leurs ordres, qu'il faut en conclure que quelque pouvoir ou droit de juridiction vous soit donné par eux sur ces affaires d'inquisition à vous confiées directement par le Saint-Siège (2) ». Ils devaient d'ailleurs, comme preuve de leur dépendance directe, prêter

(1) Grégoire IX, *Ille humani*, 22 avril 1233. Ripoll, I, 47.

(2) Non tamen per hoc, quia de fratrum suorum ordinum idoneitate pleniorē habere notitiam præsumentur, aliqua eis super hujusmodi inquisitionis negotio vobis immediate a prædicta sede commissio et committendo, facultas vel jurisdictio attribuitur seu potestas. — Alexandre IV, 11 décembre 1260, *Catholicæ fidei negotium*. — Ripoll, I, 402.

serment dans la forme féodale entre les mains du pape, et ne pouvaient, aux termes de la bulle de 1233, être déplacés que par lui. Grégoire IX, en effet, n'ayant pas délégué expressément aux prieurs son droit de les déposer, on pouvait en conclure qu'il avait voulu que ce fût là une prérogative appartenant au pape seul.

Plus tard cependant, la même idée, qui avait fait déléguer le droit de nomination, fit transporter aux prieurs celui de révocation. Innocent IV, dans sa bulle *Licet ex omnibus* du 29 mars 1254 (1), autorisa les provinciaux, après toutefois avoir pris l'avis de frères « discrets », à remplacer les inquisiteurs appartenant à leur ordre, même quand ceux-ci avaient reçu leur mandat du pape. Alexandre IV, en 1257, rapporta, il est vrai, cette décision sur les instances des inquisiteurs qui se trouvaient ainsi trop surveillés; mais, le 9 décembre de la même année, il remit en vigueur la règle édictée par son prédécesseur, dans la bulle *Quod super nonnullis* promulguée dans la suite plusieurs autres fois.

Les provinciaux d'ailleurs devaient, dans le double pouvoir qui leur était ainsi conféré, subir deux restrictions. Nous avons vu qu'ils ne pouvaient remplacer un inquisiteur que de l'avis d'hommes discrets pris dans leur ordre. Ils allaient être pour le choix du nouveau titulaire limités par une autre règle relative à l'âge.

(1) Si vero quemquam eorumdem inquisitorum ex causa videris aliquando amovendum, alium illo remoto substituas, pari potestate functurum quotiens id faciendum, deliberatione cum discretis fratribus præhabita, visum fuerit expedire. — Innocent IV, *Licet ex omnibus*, 29 mars 1254. Ripoll, I, 246.

Au début, l'inquisiteur n'avait pas besoin pour être nommé d'avoir atteint un certain âge. Le provincial pouvait choisir qui il voulait parmi les membres de son ordre. Mais il est probable que cet arbitraire eut des inconvénients, et que des frères trop jeunes durent être promus à cette fonction difficile, car le pape Clément V, lorsqu'il réforma le Saint-Office, décida que l'âge minimum serait de quarante ans : « Ne voulant pas que l'éclat des affaires de foi soit terni par les actes confus et téméraires des inquisiteurs, nous décidons que dorénavant la recherche de l'hérésie ne pourra être confiée qu'à des hommes ayant atteint quarante ans » (1). Bernard Gui protesta, en disant que des hommes plus jeunes pourraient avoir une valeur personnelle et une expérience telles qu'il n'y aurait que des avantages à leur confier des fonctions aussi délicates. Mais la règle n'en subsista pas moins et s'il y eut quelques exceptions, ce fut parce qu'à la suite d'enquêtes minutieuses le frère nommé en fut jugé digne par le pape lui-même.

Le pape, en effet, en déléguant aux provinciaux le pouvoir de nommer comme de révoquer les inquisiteurs, ne s'était pas interdit pour cela d'user de son droit souverain. Il n'avait voulu que se faire aider et recourir aux lumières de gens éclairés ; il

¶ (1) *Nolentes splendorem solitum negotii fidei per actus indiscretos et improbos quorumvis inquisitorum hæreticæ pravitatis, quasi tenebroso fumi caligine obfuscari ; hoc sacro concilio approbante, statuimus nullis ex tunc, nisi qui quadragesimum ætatis annum attigerint, officium inquisitionis prædictæ committi inquisitoribus. — Clementinarum lib. V, tit. 3, cap. 1-2.*

ne pouvait être lié par une loi qu'il avait faite, qu'il pouvait abroger et dont il était la source.

C'est d'ailleurs aussi à propos de cette idée que les pouvoirs de l'inquisiteur émanaient du pape seul, que l'on s'était demandé s'il ne fallait pas voir dans la nomination de celui-là une espèce de mandat régi par les règles du droit commun, en d'autres termes si les fonctions de l'inquisiteur ne devaient pas cesser à la mort du pape qui l'avait nommé directement ou indirectement. A l'origine, les règles du mandat romain s'appliquèrent, et la mort du mandant mit fin aux pouvoirs du mandataire. Nous voyons ainsi, en 1255, le pape Alexandre IV renouveler la commission de Rainerio Saccone (1). Mais on comprit vite qu'il y avait là un inconvénient grave. Aussi, à partir de 1267 et surtout de la bulle *Ne aliqui* rendue en 1290 par Nicolas IV, il fut décidé que le mandat conféré par le pape ne cesserait pas à la mort de celui-ci, mais se continuerait sous ses successeurs. Cette règle demeura en vigueur, car Eymeric ne la discute même pas, il se borne à la constater (2).

Ainsi, nommé la plupart du temps par ses supérieurs propres à juger de sa capacité, étant d'un âge assez avancé pour être pondéré, restant

(1) Ripoll, I, 275.

(2) An defuncto Romano pontifice expiret inquisitoris potestas... respondemus quod non. — Eymeric, *Directorium inquisitorum* F. Nicolai Emerici, ordinis Prædicatorum, cum commentariis Francisci Pegnæ, theologiæ ac juris utriusque doctoris, in-f°, Rome, 1578. Bibl. Nat. inventaire, E. 400. Cf. III, 7 et 8, p. 350.

d'ailleurs soumis pendant la durée de ses pouvoirs au contrôle de son provincial, l'inquisiteur avait toutes raisons pour être et rester à la hauteur de sa mission que la longueur de son mandat lui permettait encore de diriger d'une façon plus utile.

§ II

Pouvoirs de l'Inquisiteur

Pour mener à bien la tâche qui lui était confiée, l'inquisiteur avait besoin de pouvoirs spéciaux ; c'est pourquoi le pape lui avait reconnu le droit de recourir, pour en obtenir aide, à la force publique, de repousser les lois séculières capables de contrarier ses plans, de créer pour les particuliers une obligation spéciale de favoriser le Saint-Office et d'user de l'excommunication contre ceux qui lui feraient obstacle ; il lui avait interdit de recevoir des ordres d'autre part que du Saint-Siège, mais avait créé contre les abus dont il pourrait se rendre coupable une excommunication majeure devant l'atteindre *ipso facto*.

L'inquisiteur en France recevait du roi ou des suzerains des lettres par lesquelles il était autorisé à réclamer des officiers publics protection, escortes et tous autres secours dont il pouvait avoir besoin. Ainsi muni, il disposait du concours des baillis et de tous les officiers tant royaux que seigneuriaux. Aussi devait-il, dès le reçu de sa commission, la

présenter au roi ou aux seigneurs pour leur demander la délivrance de ces lettres (1), ceux-ci d'ailleurs ne pouvant les lui refuser sans tomber aussitôt sous les coups de l'inquisition comme s'opposant au Saint-Office. Il les montrait ensuite à tous les officiers publics, en exigeant d'eux le serment de lui prêter main-forte en cas de besoin. Si les magistrats, de ce requis, refusaient de prêter ce serment d'obéissance, ils étaient de ce fait frappés d'excommunication ; et si, plus tard, ils revenaient sur leurs décisions, l'excommunication pouvait être levée, mais dans une cérémonie publique et au prix d'une pénitence humiliante, qui leur était alors imposée. L'excommunication prononcée contre un officier récalcitrant n'était d'ailleurs pas un vain mot ; elle lui enlevait tous ses pouvoirs et déliait ses inférieurs de l'obligation à l'obéissance : si c'était un seigneur, ses vassaux étaient par là même libérés du serment de fidélité. Il ne pouvait plus alors user de son droit de commandement que lorsqu'il en recevait l'ordre d'un inquisiteur qui en réclamait aide, sans que pour cela il pût se croire compétent de procéder à quelque autre acte de ses fonctions. Toutes ces prescriptions avaient été édictées dès 1184 par Lucius III au concile de Vérone. « Nous décidons que les comtes, barons, recteurs et

(1) Eymeric, III, p. 267, *Inquisitori de novo instituto quid agendum*. — In primis debet se presentare regi vel domino temporali et facere sibi de sua commissione plenam fidem... et post eidem supplicare et exhortari, quod habeat eum, quoad suum officium commendatum, prestando sibi consilium, auxilium et favorem.

consuls des cités et autres lieux doivent, lorsqu'ils en sont requis par les évêques, prêter serment d'aider ceux-ci de tout leur pouvoir, lorsque leur appui leur sera demandé contre les hérétiques et leurs complices. S'ils refusent, ils seront privés de leur droit de commander... et excommuniés, et leurs terres seront mises en interdit.» Ce texte ne parle expressément que des évêques, mais son insertion, plus tard, dans les décrétales de Grégoire IX prouve qu'il dut être aussi étendu aux inquisiteurs, dont la mission avait encore plus besoin de se reposer sur le bras séculier que celle des évêques (1). Ce serment, d'ailleurs, n'était pas une simple formalité; s'il y eut des inquisiteurs qui négligèrent de le déférer, nous en voyons d'autres qui n'y manquèrent jamais. Bernard Gui avait même l'habitude, lors de ses autos da fe, de l'administrer publiquement à tous les officiers royaux et seigneuriaux (2).

Nous savons, par une ordonnance de 1329, en quoi consistait l'aide à fournir par les magistrats civils. Philippe VI, en effet, sur la demande qui lui

(1) *Decretales*, V, VII, 9, *ad abolendam*. Vérone, 1184. Statuimus insuper ut comites, barones, rectores et consules civitatum et aliorum locorum, juxta commitionem episcoporum, præstito corporaliter juramento, promittant quod fideliter et efficaciter, cum ab eis fuerint requisiti, ecclesiam contra hæreticos et eorum complices adjuvabunt, bona fide, juxta officium et posse suum. Si vero id observare noluerint, honore quem obtinent spolientur... eis nihilominus excommunicatione ligandis et terris ipsorum interdicto ecclesiæ supponendis.

(2) B. Gui, *Practica inquisitionis hæreticæ pravitatis*, éd. Douais, in-4°, Paris, Picard, 1886. III, p. 84.

en fut faite par Henri de Chamay, inquisiteur de Carcassonne, publia un édit où il déclarait que tous les ducs, comtes, barons, sénéchaux, baillis étaient tenus d'obéir aux inquisiteurs ou à leurs commissaires, en capturant, retenant et conduisant en prison les hérétiques et les suspects, en exécutant les ordres des inquisiteurs et en leur fournissant sauf-conduit et protection, ainsi qu'à leurs commissaires et messagers (1).

Mais, si les inquisiteurs pouvaient ainsi demander aux magistrats séculiers d'exécuter les lois de leurs pays, ils avaient reçu du pape un autre pouvoir exceptionnel, celui d'exiger des autorités locales la modification ou même l'abrogation des lois pouvant faire obstacle au Saint-Office. Cette règle, qui datait de la bulle *Ad extirpanda* promulguée par Innocent IV, fut reprise en 1275 par Urbain IV et introduite dans le droit canon comme expression des droits incontestés de l'Eglise (2). Des

(1) Quod omnes et singuli duces, comites, barones etiam senescalli, ballivi... inquisitoribus hæreticæ pravitatis et eorum commissariis habeant obedire, in capiendis, tenendis et ad carceres adducendis quibuscunque hæreticis, aut de hæresi suspectis, et ipsorum inquisitorum sententias exsequi diligenter, necnon eis et eorum commissariis et nunciis præstare conductum securum. — *Ord. des rois de France*, II, 40. Novembre 1329, article 5.

(2) Statutum civitatis, castri, villæ vel alterius loci per quod negotium inquisitoris hæreticæ pravitatis directe vel indirecte ne in eo libere procedi valeat contigerit impediri vel quomodolibet retardari, nullius existere firmitatis;... et si tale inventum fuerit, revocandum omnino, vel salte eatenus moderandum... — *Sexte*, V, II, 9.

magistrats locaux ne pouvaient d'ailleurs pas résister aux ordres reçus sans être passibles d'excommunication et poursuivables comme s'opposant à l'exercice de l'inquisition.

Ce n'était pas seulement le pouvoir civil, mais aussi tous les individus qui avaient le devoir de concourir à la police inquisitoriale. Dès 1229, le concile de Toulouse, présidé par le légat Romain de Saint-Ange, avait ordonné que, dans chaque paroisse, tous les hommes depuis quatorze ans et les femmes depuis la douzième année jurassent de renoncer à toute hérésie et de dénoncer les hérétiques (1), et renouvelassent ce serment tous les deux ans. Chaque particulier avait ainsi le devoir de rechercher les hérétiques et pouvait même les arrêter, en cas d'urgence, pour les livrer au Saint-Office. Si c'était un hérétique qui procurait ainsi l'arrestation d'un de ses frères, la liberté entière ou la remise des peines les plus graves payaient sa trahison (2). Si c'était un fidèle, il bénéficiait du

(1) Universi, tam mares quam feminae, masculi a quarto decimo anno et supra, feminae a duodecimo, abjurent omnem hæresim... Jurent etiam quod fidem catholicam servabunt, et hæreticos pro viribus persequentur et eos bona fide manifestabunt. — *Conc. de Toulouse*, 1229, c. XII. Harduin, VII, 178.

(2) Hæc autem perpetui carceris pœna nulli ab initio de præfatis culpabilibus remittatur, aut in aliam commutatur; nisi vel hæreticos redderet, vel propter aliam causam quæ multum justa et rationabilis videretur. — *Conc. Béziers*, 1246, c. XXIV. Harduin. *Conciliorum collectio Regia maxima edita a Joanne Harduino*, 41 vol. in-f°, Paris, Typographie Royale, 1715, VII, p. 449.

droit de choisir dans les biens du coupable ce qui lui convenait et de se l'approprier (1). Plus tard, le concile d'Albi décida que l'auteur de l'arrestation toucherait simplement une prime d'un marc, qui lui serait payée dans les huit jours par le maître du lieu sur les biens du coupable (2). Comme pour les autorités civiles d'ailleurs, le refus d'aider l'inquisiteur faisait naître le crime d'obstacle à l'inquisition, rendant par là même suspect d'hérésie et pouvant entraîner contre le coupable les peines prononcées contre les fauteurs.

Le concile de Béziers avait aussi organisé une sorte de police locale ; les inquisiteurs étaient autorisés à désigner dans chaque paroisse un prêtre ou quelques laïques de bonne réputation, dont le nombre avait été laissé à leur discrétion, qui devaient prêter serment et être révocables à leur gré, et qui auraient pour mission de rechercher les hérétiques, de visiter les maisons et lieux de retraite, de surveiller l'exécution des pénitences

(1) *Quicumque ipsum vel ipsam invenerit, libere capiat et capere possit impune, et omnes res ipsius vel ipsorum eis licenter auferre, quæ sint auferentium pleno jure.* — Innocent IV, 15 mai 1252, *Ad extirpanda*. Ripoll, I, 209. — Clément IV, qui réédita cette bulle en 1265, restreignit le droit d'appropriation aux choses mobilières.

(2) *Et quoniam qui ad opus eligitur, extraneus non debet fieri a mercede : præcipimus ut, pro quolibet hæretico, quem sacerdos et laicus memorati, aut quilibet alius, captum reddiderint, unam marcham argenti... loci dominus .. capientibus infra octo dies; de bonis ipsius hæretici, solvere teneatur.* — *Conc. Albi*, 1254, can. II. Harduin, VII, 458.

et de dénoncer ceux qui refuseraient de les accomplir (1).

Ainsi l'inquisiteur disposait d'une force colossale; il avait à son service non seulement les pouvoirs publics, non seulement les ecclésiastiques, mais encore tous les fidèles, et l'observation de ses sentences était assurée par un contrôle efficace. Contre les récalcitrants, contre les magistrats qui refusaient de lui prêter aide, contre les individus qui, malgré le serment prêté, ne recherchaient pas les hérétiques, ou, les connaissant, ne les dénonçaient pas, contre tous ceux en un mot qui ne paraissaient pas, par leurs actes, approuver l'inquisition ou qui y faisaient obstacle, il avait une arme puissante : l'excommunication. Celle-ci, qui avait contre les pouvoirs établis l'effet de leur faire refuser toute autorité, avait contre les particuliers celui de les isoler moralement. Avec un excommunié comme avec un hérétique, pas de relations possibles : il était marqué d'une tache que seul le repentir, sincère pouvait effacer, mais qui, si elle persistait un certain temps, pouvait faire regarder

(1) In singulis etiam parochiis, tam in civitatibus quam extra, sacerdos unus, vel duo, vel tres bonæ opinionis laici, vel plures si opus fuerit, juramenti vinculo astringantur, amovendi vel mutandi, quando vobis visum fuerit; qui diligenter, fideliter et frequenter investigent hæreticos in villis et extra domos singulorum, et cameras subterraneas, cabannas et clausella, et alia latibula perquirendo, quæ omnia obturari, vel destrui faciatis. Præfatis etiam... committatis curam observationis penitentiarum, quæ singulis de sua parochia injungentur; ita ut... contemptores, si qui fuerint vobis denuntient sine mora... — *Conc. Béziers*, 1246, c. 34. Harduin, VII, 422.

et condamner comme hérétique celui qu'elle atteignait. Aussi, bien rares étaient ceux qui osaient braver cette flétrissure, car ils en connaissaient les conséquences désastreuses et savaient que d'autres peines en étaient la suite nécessaire.

Dans l'exercice de ses pouvoirs, l'inquisiteur agissait sans aucune surveillance. Il les tenait directement du pape, ainsi que nous l'avons vu plus haut, et par suite ne relevait que de lui. Certes, il pouvait bien être déplacé ou remplacé par les prieurs de son ordre, mais c'était simplement en sa qualité de frère qu'il était placé sous leur juridiction et non pour ses fonctions d'inquisiteur. Pour les fautes qui contrevenaient à la règle de son ordre, il dépendait de ses supérieurs, et, si ces fautes le rendaient indigne de son mandat, celui-ci pouvait lui être retiré. Pour les délits qu'il commettait en sa qualité d'inquisiteur, il n'avait à en rendre compte qu'au pape. Nous savons, par Eymeric, qu'il pouvait aller à la curie romaine et y rester quelque temps, sans l'autorisation de ses supérieurs (1). Cela pouvait avoir une utilité pour exposer au pape les motifs qui militaient contre un appel interjeté par un accusé, ou pour se faire relever de certaines irrégularités qu'il pouvait avoir encourues dans la procédure ; c'est afin d'éviter les dérangements et retards résultant de cette dernière cause que le

(1) .. confertur inquisitoribus libera potestas, ad curiam romanam eundi ac morandi et socium assumendi, absque licentia sui ordinis. — Eymeric, III, quest. 20, page 357.

pape Alexandre IV avait décidé que, pour se faire absoudre des irrégularités ou des sentences d'excommunications, l'inquisiteur pourrait s'adresser à ses auxiliaires et n'aurait plus besoin de remonter au pape (1). Mais il n'avait pas entendu pour cela abandonner son droit souverain de contrôle, car par la même bulle il défendait aux inquisiteurs de recevoir des ordres de leurs prieurs quant à l'exercice de leurs mandats, et, trois ans plus tard, il rappelait qu'aucun délégué du Saint-Siège ne pourrait les frapper d'excommunication ou de suspension, tant qu'ils seraient en fonction, et que ce privilège s'étendrait aux notaires et autres scribes pouvant dépendre d'eux (2).

Le droit de punir les inquisiteurs, en effet, n'appartenait qu'au pape seul, mais le Saint-Siège avait par avance édicté certains cas, où la faute amènerait *ipso facto* la peine, sans même que celle-ci eût besoin d'être prononcée. Il est faux, en effet, de dire que les pouvoirs de l'inquisiteur n'avaient pas de borne; ils devaient s'arrêter là où commençait une attaque à la morale chrétienne. On

(1) *Indulgemus ut si vos excommunicationis sententiam et irregularitatem incurrere aliquibus casibus ex humana fragilitate contingat vel recolatis etiam incurrisse, quia propter vobis injunctum officium ad priores vestros super hoc recurrere non potestis, mutuo vobis super hiis absolvere... concessum est.* — Alexandre IV, 7 juillet 1256, *Ut negotium*. Ripoll, I, 369.

(2) *Indulgemus ut nullus sedis apostolicæ legatus... in vos et quatuor notarios, sive scriptores vestros, super his vobis fideliter obsequentes, quamdiu in prosecutione hujusmodi negotii vos et ipsi fueritis, possit excommunicationis vel suspensionis aut interdicti sententiam promulgare.* — Alexandre IV, 18 avril 1259, *Ne inquisitionis negotium*. Ripoll, I, 372.

a souvent reproché au système inquisitorial d'avoir pu donner lieu à des poursuites ou à des refus de poursuivre basés sur la faveur, l'inimitié personnelle ou l'avidité ; on a même accusé les inquisiteurs d'avoir usé de leurs pouvoirs pour se livrer à des extorsions d'argent, ou pour dépouiller une église de ses biens en punition des fautes d'un de ses clercs. Que le système judiciaire ait pu favoriser les appétits de certains sujets malhonnêtes, on n'en saurait rendre l'Eglise responsable. Il y a eu et il y aura sous tous les régimes, même les meilleurs, des abus de pouvoirs et des magistrats incapables ou indignes. Mais l'Eglise, loin de les favoriser, fit au contraire son possible pour en restreindre le nombre. Clément V (1), en effet, prononça l'excommunication *ipso facto* contre tous ceux qui se rendraient coupables de ces crimes et décida qu'elle ne pourrait être levée que par le pape seul. Si donc l'Eglise organisa des inquisiteurs avec des pouvoirs très étendus, elle ne leur laissa pas cependant pleine liberté d'agir à leur guise, en violant les règles du droit et de la morale.

§ III

Auxiliaires de l'inquisiteur.

L'étendue des circonscriptions inquisitoriales et la diffusion très grande de l'hérésie ne permettaient

(1) Quod si secus in his vel eorum altero fecerint excommunicationis sententiæ eos subjacere decernimus ipso facto. — *Clementines*, V, tit. 3, ch. 2, 2.

pas à un inquisiteur de lutter seul avec succès contre les erreurs qu'il avait à combattre. C'est pourquoi on lui reconnut assez vite le droit de déléguer une partie de ses pouvoirs.

Il y avait là cependant une difficulté. Si, en effet, de droit commun le juge nommé par le pape ou par le prince pouvait s'adjoindre des aides, il semblait impossible de reconnaître le même droit aux inquisiteurs, juges exceptionnels, armés de pouvoirs exorbitants. Aussi, ne virent-ils que peu à peu leur droit de délégation augmenter, sans d'ailleurs avoir jamais pu conférer à leurs délégués les mêmes pouvoirs qu'ils avaient reçus eux-mêmes.

Dès 1246, le concile de Béziers reconnut le principe que les inquisiteurs auraient le droit de délégation. Mais Alexandre IV précisa, en 1257, ce que serait celle-ci : « Pour que tu puisses plus facilement mener à bien l'affaire qui t'est confiée, nous n'autorisons à commettre les citations, les auditions de témoins et la dénonciation des sentences que tu pourras rendre en cette matière. » (1) Ce ne fut donc d'abord qu'une délégation spéciale, le commissaire ne pouvant agir que dans une affaire déterminée et, seuls, certains pouvoirs limitativement énumérés devant lui être confiés. Puis Urbain IV, en 1262, et plus tard Boniface VIII admirèrent une délégation générale. Alors le commissaire était à la

(1) Ut autem commissum tibi officium liberius exequaris, committendi citationes, testium examinationes et sententiarum denuntiationes, quas in quoslibet hac de causa tuleris, tibi concedimus facultatem. — Alexandre IV, 46 janvier 1257, *Licet ex omnibus*, Ripoll, I, 328.

place de l'inquisiteur, il pouvait le remplacer en cas d'empêchement et, au cas d'éloignement, il pouvait lui-même citer, arrêter, interroger les témoins et les suspects. Il pouvait même infliger la torture et condamner à la prison (1). Sur deux points cependant les pouvoirs du commissaire différaient de ceux de l'inquisiteur ; il ne pouvait lui-même déléguer à un autre la mission qui lui était confiée, et l'inquisiteur conservait un droit personnel, celui de porter des sentences capitales. Eymeric ajoute même que rarement l'inquisiteur devait déléguer le droit de prononcer des sentences définitives sans être consulté (2).

L'inquisiteur choisissait lui-même ses commissaires (3), et Eymeric en donne comme raison que les prieurs, n'ayant aucun pouvoir, ne pouvaient faire une délégation. Dans le choix de l'inquisiteur, ils se bornaient à l'indiquer au pape, qui lui conférait les droits attachés à sa charge. Celui-ci, ayant alors un pouvoir personnel, pouvait à sa guise en transférer tout ou partie. Il choisissait ses aides parmi les membres du clergé séculier,

(1) *Potest igitur inquisitor commissarium instituere, et eidem committere ut possit delatos vel suspectos citare, testes examinare, reos condemnare, et generaliter eidem committere plenarie vices suas.* — Eymeric, III, quest. 15, page 354.

(2) *Et ideo non committitur eis regulariter condemnatio relapsorum, nec impenitentium ; immo etiam raro quod possint sententias definitivas ferre.* — Eymeric, III, qu. 15, page 354.

(3) *An vicarii inquisitoris ab ipso solo institui possint ? Solus potest inquisitor et non dictorum ordinum præsidentes ; quia præsidentibus nulla attribuitur potestas.* — Eymeric, III, qu. 14, page 353.

d'un autre ordre ou de son ordre. Mais, dans ce dernier cas, il lui fallait, en plus, l'autorisation de ses supérieurs, qui, d'ailleurs, ne pouvaient lui refuser les frères qu'il demandait. Ceci résulte de la bulle *Ne catholicæ fidei* rendue par Urbain IV, le 26 octobre 1262, par laquelle ce pape ordonnait aux provinciaux de procurer des *socii* aux inquisiteurs et d'avoir soin, toutes les fois que ceux-ci leur en demanderaient et que ce serait opportun, de choisir vite ceux qui seraient nommés (1).

Les commissaires, ainsi institués par l'inquisiteur, ne pouvaient être déplacés ou dépouillés de leurs pouvoirs que par lui. Ce n'était qu'une application du principe que celui-là seul peut défaire qui a le droit de faire : « *ejus est destituere cujus est instituere* », nous dit Eymeric (2).

A côté de ces commissaires, qui sont *loco inquisitoris*, plutôt destinés à alléger la tâche de l'inquisiteur qu'à l'aider dans son travail, nous trouvons d'autres auxiliaires dont le rôle plus effacé, mais aussi réel, était d'éclairer l'inquisiteur et de lui écarter les difficultés. Ce ne sont plus des détenteurs d'une partie du pouvoir judiciaire, ce sont de simples conseillers ayant bien plus, à ce qu'il

(1) Mandamus quatenus tu, fili prior provincialis, singulis ex prædictis fratribus, singulos socios assignare procures, et nihilominus quoties ab eisdem fratribus fueritis requisiti, et dicto negotio fuerit opportunum, illos qui eis in socios deputati fuerint, cum omni promptitudine providere curetis. — Urbain IV, 26 octobre 1262, *Ne catholicæ fidei*. Ripoll, I, 433.

(2) Eymeric, III, questio 17, p. 355.

semble, voix consultative que délibérative. La qualification qui leur est donnée de licenciés en droit civil et canon montre bien dans quelle idée ils étaient adjoints à l'inquisiteur. Leur fonction était de le diriger ainsi que ses commissaires, de résoudre les difficultés de procédure, de confondre les accusés récalcitrants, qui cherchaient dans les méandres sinueux d'une discussion juridique une défense destinée à dérouter leur juge, souvent ignorant du droit. Eymeric (1) conseille aux inquisiteurs, ses collègues, d'avoir de ces conseillers à côté d'eux pour éviter les erreurs de droit et ne pas provoquer l'ingérence du pape, qui pourrait leur ôter leur place.

Un inquisiteur ou un commissaire le remplaçant, assisté l'un ou l'autre d'hommes de bon conseil ; c'est là la composition du tribunal en lui-même. Nous verrons, cependant, dans le cours des développements qui seront consacrés à la procédure d'inquisition, paraître d'autres personnages. Nous rencontrerons, lors de l'interrogatoire, des témoins devant lesquels, pour plus de garantie, l'inquisiteur devra examiner les accusés. La délibération avant la sentence nous mettra en présence d'experts, sortes de jurés chargés de rendre une décision sur laquelle l'inquisiteur devra régler la sienne. Mais témoins ou experts ne seront que des adjonctions passagères au tribunal ; c'est pourquoi nous trouvons préférable d'en renvoyer l'étude à la partie de la procédure qui fut leur raison d'être, ayant voulu

(1) Eymeric, II, p. 157.

cependant les mentionner ici, afin de grouper tous les personnages qui eurent quelque rôle dans la justice inquisitoriale.

A ce tribunal il fallait un greffier. Toutes les questions, toutes les réponses, tous les incidents de l'enquête étaient consignés par écrit et chaque témoin, chaque accusé devait, à la fin de l'interrogatoire et après qu'on lui avait donné lecture de ses déclarations ou dépositions, les certifier conformes. Si l'on juge de l'importance que devaient avoir la sincérité de ces procès-verbaux dans des affaires où l'examen des jurés portait uniquement sur eux, la discrétion dans une procédure où le nom des témoins était le plus souvent caché pour éviter des représailles qui n'auraient pas manqué de se produire, on comprendra facilement pourquoi cette fonction de greffier fut confiée à des hommes spécialement choisis, qui prirent le nom de notaires de l'inquisition. Leur travail, d'ailleurs, pouvait être plus compliqué que la simple rédaction de procès-verbaux. Ceux-ci, en effet, devaient tous être transcrits pour être mis aux archives. D'autre part, non seulement le notaire avait à s'occuper des procès qui se déroulaient devant le tribunal auquel il était attaché, mais les inquisitions se communiquaient continuellement des copies de leurs dossiers, ce qui nécessitait un travail considérable. Aussi, avaient-ils le droit de se faire aider par d'autres scribes, ceux-ci devant travailler gratuitement, par suite du droit de réquisition sans borne qui appartenait aux inquisiteurs.

Les notaires furent, dès les premiers temps, choisis parmi les hommes de lois habitués à rédiger les conventions de parties ou déjà attachés à des tribunaux séculiers. Quand il ne s'en trouvait pas dans la région, on prenait deux personnes discrètes pour en tenir lieu. Afin de donner une plus grande garantie aux accusés, il avait été décidé que l'inquisiteur ne pourrait choisir son notaire. Il devait proposer trois ou quatre noms au pape, qui faisait alors la nomination. Cependant, Eymeric préférait qu'il se contentât des notaires des évêques ou de ceux des magistrats séculiers, car le système de désignation par le pape mécontentait les autorités locales (1). Mais les notaires, d'où qu'ils vinssent, étaient astreints à prêter, devant l'inquisiteur ou l'évêque du lieu, le serment d'aider de bonne foi le Saint-Office (2) et jouissaient de tous les privilèges attachés aux membres de l'inquisition.

Nous avons défini plus haut le rôle du greffier inquisitorial : dresser les procès-verbaux des interrogatoires et dépositions, les copier pour les archives et communiquer certaines pièces aux autres

(1) *Utrum possit inquisitor sibi notarium creare ? Respondemus quod non... Vel petat a domino nostro papa creari sibi tres vel quatuor, quos sibi nominaverit, in notarios... Dummodo hoc tolerant dicti domini temporales, quod male libenter communiter faciunt ; quare tutius est, cum notariis episcoporum, locorum, vel dominorum temporalium illarum terrarum vel regnorum, quod processus fidei conscribantur. — Eymeric, III, quest. 18, page 356.*

(2) *Notarii quoque inquisitionis coram episcopo et inquisitore vel substitutis ab eis jurabunt suum officium fideliter exercere. — Clementines V, III, 1-3.*

tribunaux, c'était là le travail normal de tous les notaires de l'inquisition. Mais dans certains tribunaux ils eurent à remplir d'autres fonctions : d'après Molinier, les notaires pouvaient, au début de l'instruction, suppléer les inquisiteurs en titre, et il en donne pour preuve que, dans une déposition reçue le 5 octobre 1325 à Carcassonne par M^e Menec ou Monet de Robertcour, celui-ci est ainsi appelé : « notaire public en vertu de l'autorisation apostolique et inquisitoriale, ayant pouvoir d'entendre et d'écrire, en l'absence de l'inquisiteur et de ses lieutenants, et par manière d'information provisoire, les dépositions ainsi que les aveux concernant la foi et l'inquisition » (1). Ce rôle d'enquêteur ne leur était pas reconnu partout ; il y avait, en effet, inconvénient à concentrer dans une même main les fonctions de juge instructeur et de rédacteur des interrogatoires. A Pamiers, Jacques Fournier, évêque de cette ville, qui dirigea les poursuites inquisitoriales pendant un certain temps, ne reconnaissait pas aux notaires le droit d'interroger accusés ou témoins. Nous savons en effet (2) que, « devenu car-

(1) Molinier, *L'Inquisition dans le Midi de la France* au XIII^e et au XIV^e s., in-8°, Paris, Sandoz, 1880, page 283. — *Publicis auctoritate apostolica et officii inquisitionis notarius, habens potestatem recipiendi et scribendi depositiones et confessiones in facto fidei et officii, per modum informationis et aliis ab inquisitore, in absentia inquisitoris et suorum vicariorum.* — Donne référence : *Mémoire de la Société archéologique de Montpellier*, t. IV, p. 336, c. I.

(2) Vidal, *Le Tribunal d'inquisition de Pamiers.* — Notice sur le registre de l'évêque Jacques Fournier. Dans *Annales de Saint-Louis des Français*, publication trimestrielle, in-8°, Rome, IX^e année, 1^{er} fasc., octobre 1904, page 38.

dinal, il reçut un jour les doléances des consuls d'Albi à propos de graves injustices commises dans cette ville par quelques officiers subalternes de l'inquisition. On se plaignait, entre autres choses, de ce que de simples notaires fussent autorisés à instruire les procès en l'absence de l'inquisiteur. Le cardinal Fournier réprouva cette pratique et déclara qu'au temps où il s'occupait lui-même d'inquisition, il n'eût jamais permis à un notaire de recevoir la moindre déposition, hors de sa présence. Plus tard, Benoît XII eut l'occasion de donner raison, et cette fois solennellement, aux plaignants albigeois contre un de ces notaires vindicatifs. »

Jacques Fournier, qui refusait ainsi aux notaires un pouvoir qu'il se réservait en propre, leur confiait, en plus de leurs fonctions de greffiers, le soin de donner copie aux accusés des témoignages à charge (1), des principaux points de la poursuite et de leur signifier le jour et l'heure où ils devraient comparaître pour assister au prononcé de la sentence, extension de pouvoirs qui, d'ailleurs, leur était généralement accordée.

§ IV

Les agents d'exécution

Par qui les décisions du tribunal vont-elles être mises à exécution ? Telle est la question que nous

(1) *Ibid.*, p. 40.

nous proposons d'étudier en quelques mots pour compléter ici l'énumération de ceux qui eurent un rôle, même secondaire et effacé, dans le Saint-Office.

Nous n'étudierons pas ici l'aide portée à l'inquisition par le bras séculier. Nous avons vu comment, en règle générale, le juge inquisitorial pouvait lui imposer ses volontés, et nous verrons plus loin comment, lorsqu'il reçut le coupable à punir, il exécuta non pas les décisions de l'inquisition, mais les siennes propres.

Nous ne parlerons que des agents subalternes dépendant directement de l'inquisiteur : ce furent en premier lieu les sergents appelés *servientes, nuntii*, et qui étaient chargés des citations, arrestations (1), publications de sentences, en un mot de l'exécution des ordres émanant de l'inquisiteur ou de ses commissaires.

Ils avaient le droit de requérir main-forte de tous sur la simple présentation de leurs lettres de commission. Pouvant parfois rencontrer dans les régions où ils opéraient des oppositions dangereuses, ils pouvaient être armés par l'inquisiteur et faisaient ainsi autour de lui une sorte de garde du corps. Clément V conseillait cependant aux inqui-

(1) Tenore presentium notum fiat talem... servientem esse fidelem nostrum pariter et juratum ; quo circa in persecundis et capiendis hereticis manifestis generaliter... volumus et mandamus ab omnibus Christi fidelibus, quos ipse requisierit et quibus indigerit, eidem imponi promptum auxilium et consilium opportunum. — B. Gui, III, formule 38, page 62

siteurs de ne pas abuser de ces aides et du droit de leur concéder le port d'armes (1).

Pour les condamnés qui restaient en liberté, l'exécution des sentences était assurée par cette sorte de police locale que nous avons vu organiser par le concile de Béziers ; quant aux condamnations entraînant emprisonnement, le soin de les faire exécuter était laissé au geôlier. Celui-ci avait sous ses ordres quelques gardiens, en général au nombre de deux, et, bien qu'il relevât directement de l'inquisiteur, il avait cependant de grandes facilités pour aggraver ou adoucir le sort des prisonniers. Quelques-uns même n'échappèrent pas au reproche de s'être laissés guider par des appétits malhonnêtes. C'est pourquoi Clément V décida que deux geôliers seraient désormais nommés, l'un par l'évêque, l'autre par l'inquisiteur, et auraient chacun une clef de chaque cellule, afin de pouvoir ainsi se surveiller mutuellement (2).

Le seul rôle des geôliers n'était pas d'ailleurs la garde des prisonniers, ils pouvaient assister comme

(1) Porro inquisitoribus ipsis districtius inhibemus ut nec abutantur quomodolibet concessione portationis armorum, nec officiales, nisi sibi necessarios, habeant. — *Clementines* V, III, c. 2. *Nolentes*.

(2) Multas fraudes dudum intelleximus perpetratas... Statuimus ut quilibet talis carcer vel murus, quem de cætero episcopo et inquisitori prædictis volumus fore communem, duos custodes habeat principales.... In quolibet etiam conclavi ejusdem carceris sive muri, erunt duæ claves diversæ, quarum unam unus, aliam alius tenebit prædictorum custodum. — *Clementines* V, III, 1 *Multorum*, § 2, *Sane*.

témoins à tous les actes judiciaires qui se passaient dans la prison et parfois même aux interrogatoires.

On s'est demandé parfois si ces auxiliaires de l'inquisiteur, sergents ou geôliers, bénéficièrent, ainsi que leur maître et les notaires, de ce que l'on peut appeler les privilèges du Saint-Office : indulgence et dispense d'excommunication.

En ce qui concerne les indulgences, Urbain IV leur accorda, et à tous ceux qui participaient à quelque acte de l'inquisition, une indulgence de trois ans, qui pouvait se transformer en indulgence plénière s'ils mouraient pendant leur coopération (1).

Quant à la dispense d'excommunication ou d'interdiction qu'Alexandre IV avait accordée aux inquisiteurs et aux notaires, aucun texte n'en parle pour les agents subalternes, mais nous pouvons admettre à la suite de Pegna que, bien que les raisons aient été les mêmes, il s'agit ici d'un privilège trop exceptionnel pour pouvoir être étendu sans texte formel à tous les agents de l'office.

(1) *Sociis vestro vestri ordinis et notariis vestris, qui una vobiscum... laborabunt, et omnibus qui... vobis ex animo presterint consilium, auxilium, vel favorem, tres annos de injunctis sibi pœnitentiis relaxamus. — Et si qui ex his in prosecutione hujusmodi negotii forte decesserunt, eis peccatorum omnium, de quibus contriti et ore confessi fuerint, plenam veniam indulgemus. — Urbain IV, 20 mars 1262, Licet ex omnibus. Ripoll, I, 448.*

CHAPITRE II

LA COMPÉTENCE DU SAINT-OFFICE

Le tribunal d'inquisition est un tribunal d'exception ; certaines affaires sont enlevées à la juridiction ordinaire des officialités pour lui être confiées. On ne peut donc lui reconnaître compétence que pour les délits dont la poursuite lui a été expressément remise.

Les inquisiteurs étaient des juges délégués ; leurs lettres de commission, délivrées par le pape ou en son nom, fixaient l'étendue de leur juridiction qui pouvait ainsi varier avec chacun, mais en fait certaines règles de compétence se dégagèrent, résultat des bulles portées par les papes ou des canons promulgués par les conciles ; ce sont ces règles que nous allons étudier en examinant successivement :

La compétence *ratione materiæ*

La compétence *ratione loci*.

La compétence *ratione personæ*.

§. I

Compétence ratione materiæ

I

Les inquisiteurs étaient chargés : « d'informer au sujet des hérétiques, des croyants, de leurs fau-

teurs, recéleurs et défenseurs et même des suspects (1). » Il importe donc de définir quelle était exactement la portée de leur mission et qui tombait sous leur juridiction. « Saint Raymond donne au mot hérétique un quadruple sens, pour n'en retenir qu'un seul au point de vue canonique : l'hérétique est celui qui s'écarte de la foi de l'Eglise. Saint Thomas d'Aquin s'exprime avec plus de rigueur ; à ses yeux, n'est vraiment hérétique que celui qui s'obstine dans son erreur, après qu'elle lui a été signalée par l'autorité ecclésiastique. » (2).

La première condition pour être hérétique est de s'écarter de la foi de l'Eglise : il faut donc d'abord appartenir à l'Eglise ; ce qui exclut les païens et les juifs, en tant que païens et juifs ; ceux-ci n'ont pas répudié la foi, puisqu'ils ne l'ont jamais eue : on pourra s'efforcer de les faire rentrer dans la foi catholique, mais par la persuasion et non par la crainte. L'Eglise s'est toujours reconnu la juridiction, en ce qui concerne la règle religieuse, sur tous ceux qui sont entrés dans son sein par le baptême, mais non sur ceux qui n'en ont jamais fait partie. L'inquisition n'a pas été un

(1) Ad inquirendum de hereticis, credentibus, fautoribus, receptatoribus et defensoribus eorum et etiam infamatis. — *Processus inquisitionis* découvert par François Balme, publié en 1883 par M. Tardif dans la *Nouvelle revue historique de droit français et étranger*, réédité par M. l'abbé Vacandard dans : *Inquisition*, in-12, Paris, Bloud et Co, 3^e édition, 1907, p. 314.

(2) Vacandard, *op. cit.*, 191, donne référence « Hæreticus, 1^o qui errat a fide... » St. Raymundi, Summa I. cap de hæreticis, sec 1 ed. Rome, 1603, p. 38. — « Hæresis, consistit circa ea quæ fidei sunt... dissentiendo cum pertinacia ab illis » Thomas d'Aquin, Summa II, 2, qu. 11.

moyen pour l'Eglise d'imposer ses dogmes au monde ; elle n'a fait que poursuivre ceux qui, ayant accepté ces dogmes, les reniaient ensuite.

Mais, si l'on prenait dans son sens strict la phrase de saint Raymond, on traiterait comme hérétiques ceux qui, ayant été baptisés, mais n'ayant jamais été instruits de la religion catholique, tomberaient dans l'erreur sur la foi. Aussi saint Thomas ajoute-t-il un second caractère à l'hérésie : il faut que l'erreur soit consciente. Celui qui, involontairement, n'admet pas quelque point de la doctrine n'est pas hérétique par cela même, « mais celui qui professe une telle erreur et refuse de l'abandonner lorsqu'elle lui est révélée est en état d'hérésie... » (1) « L'Eglise, écrit M. Philipps, peut tolérer les païens, parce qu'ils errent par ignorance, les juifs, parce qu'ils rendent témoignage à la vérité ; mais elle ne peut pas tolérer l'hérésie, parce qu'elle ébranle directement le fondement de la foi (2). »

L'hérésie, d'ailleurs, en droit, n'a pas besoin de se manifester par des actes extérieurs ; c'est un crime intellectuel, c'est une attaque à la majesté divine, puisque c'est un mépris de la loi établie par elle ; c'est le plus grand crime aux yeux d'une société religieuse, quelque intérieur qu'il soit. C'est sur cette idée que se base la distinction que fait l'Eglise entre les hérétiques et les croyants, distinction purement platonique et sans importance

(1) Tanon, *op. cit.*, 218-219.

(2) Philipps, *Droit ecclésiastique* (traduction Crouzet), t. II, p. 318, cité par Tanon, p. 220.

au point de vue judiciaire, mais qu'il est bon cependant de préciser, car nous la retrouverons dans l'exposé des doctrines Cathare ou Vaudoise. Les hérétiques sont ceux qui, admettant une doctrine différente de l'orthodoxie, mènent le genre de vie qu'elle impose et s'efforcent de faire des prosélytes; ce sont les ministres de la secte et ceux qui, complètement initiés, mais sans titre, se plient au même genre de vie que les premiers. Les croyants sont ceux qui adhèrent seulement d'esprit à la doctrine défendue. Mais, cette adhésion consciente à une foi contraire de celle de l'Eglise étant la caractéristique de l'hérésie, il en résulte que ces derniers sont en droit condamnés comme les autres (1).

Il est juste cependant d'ajouter que, en fait, les croyants ne tombent pas comme tels sous les coups de l'inquisiteur. Celui-ci ne pourra les poursuivre que du jour où une manifestation extérieure de leur opinion, par exemple la présence à une réunion de la secte ou à une prédication, les aura signalés à son attention. Mais alors ils ne seront plus poursuivis comme *credentes*, mais comme *suspecti*; on entend par ce mot ceux qui, par leurs rapports avec les hérétiques, se rendent eux-mêmes

(1) Sciendum est itaque quod hæreticorum quidam dicuntur hæretici perfecti, quidam vero imperfecti; dicuntur autem perfecti hæretici, illi qui fidem et vitam hæreticorum professi sunt, secundum ritum suum, eamque tenent seu servant et aliis dogmatizant; imperfecti autem hæretici dicuntur, illi qui fidem hæreticorum quidem habent, sed vitam ipsorum quantum ad ritus et observantias eorundem non servant; et isti proprie credentes hæreticorum erroribus appellantur, et sic hæretici judicantur. — B. Gui, *Practica* IV, p. 218.

suspects d'hérésie, le degré de suspicion pouvant, d'ailleurs, varier et entraînant alors des conséquences différentes.

II

Nous n'exposerons pas ici toutes les hérésies que l'inquisition eut à poursuivre. Les Spirituels, les Béguins, les Faux Apôtres ne furent pas des sectes assez étendues pour avoir mérité un déploiement spécial de juridictions. Nous ne traiterons, et encore le plus brièvement possible, que des hérésies Cathare et Vaudoise, la première ayant eu comme centres principaux Toulouse et Carcassonne, la seconde s'étant plus spécialement développée dans le Lyonnais, le Dauphiné, la Franche-Comté et la Bourgogne.

La doctrine Cathare (1) est, bien plutôt qu'une doctrine, une négation : l'Eglise Romaine n'est pas celle de Jésus-Christ ; les papes ne sont pas les successeurs de saint Pierre ; les sacrements ne répondent à rien, ce sont de pures chimères ; le baptême est une cérémonie sans effet et d'ailleurs sans fondement, car les enfants qui le reçoivent ne peuvent recevoir l'Esprit-Saint, étant eux-mêmes sans raison. L'Eucharistie n'a pu être l'œuvre de Jésus-Christ, car la transsubstantiation, s'opérant avec la matière comme base, c'est-à-dire avec ce qui est par principe l'œuvre du Mauvais, est une

(1) Les détails sur la doctrine Cathare sont empruntés au livre sur l'inquisition de M. l'abbé Vacandard, p. 85.

véritable abomination; de plus, le Christ ne peut descendre dans l'estomac et le ventre de l'homme, il ne peut s'exposer à être mangé par les rats et les souris. La croix, qui est vénérée des catholiques, est bien plutôt digne de mépris, étant l'instrument de supplice d'un Dieu : on ne peut non plus admettre la messe, car Dieu réprouve tous les sacrifices, y préférant la miséricorde.

Le serment est un crime, un fidèle doit se borner à affirmer simplement ses engagements.

L'Etat n'a pas droit à l'obéissance, il ne peut percevoir d'impôts, car le Christ ayant dit : « Simon, que t'en semble-t-il ? de qui les rois de la terre reçoivent-ils le tribut et le cens, de leurs fils ou des étrangers ? » et Simon lui ayant répondu « des étrangers », Jésus répondit : « Donc les fils sont libres » (de toute obligation). L'Etat, d'ailleurs, n'a pas non plus le droit d'infliger la mort, il n'a même pas celui de rendre la justice. La société n'a pas le droit de punir.

Négations contre les doctrines de l'Eglise, négation du serment, base de la société féodale, négations contre les droits de l'Etat, ainsi peut se résumer en partie la doctrine Cathare. Mais par quoi remplace-t-elle ce qu'elle a la prétention de détruire ?

A la base du Catharisme, nous retrouvons la doctrine dualiste. Le monde leur apparaît comme le théâtre d'un conflit perpétuel entre la lumière et les ténèbres, le divin et l'antidivin, l'esprit et la

matière. Ces derniers étant considérés comme inconciliables, la chair devient le siège du péché, et les âmes humaines, esprits tombés des cieux par suite d'une faute dans une existence antérieure, subissent ici-bas dans les corps une épreuve à laquelle le Saint-Esprit doit mettre un terme. Créées bonnes, en effet, les âmes ne sauraient périr, elles sont destinées par leur nature même à revenir à leur origine. Elles supporteront cette épreuve en passant dans différents corps, tant que leur libération n'aura pas eu lieu.

La matière étant l'œuvre du Mauvais, tout ce qui tend à la reproduire est un acte blâmable, d'où interdiction absolue du mariage et vœu de chasteté absolue que doivent faire les Cathares. La libération de l'âme pouvant n'être faite qu'après son passage dans différents corps, et même dans des corps d'animaux, le fait de tuer un animal est aussi grave que celui de verser le sang d'un homme; d'où interdiction absolue de manger de la viande, quelle qu'elle soit. Si l'on ajoute à toutes ces mortifications les autres observances que s'imposaient les Cathares, telles que faire trois carêmes par an et observer un jeûne rigoureux trois jours par semaine, on comprendra facilement que, pour protéger leur vertu et ne pas faillir, ils aient cherché dans la mort volontaire, l'*endura*, un refuge assuré, mort tantôt brusque par l'asphyxie, tantôt plus lente, mais plus méritoire, par la privation de nourriture.

Il ne faudrait pas croire cependant que tous les Cathares subissaient toutes ces rigueurs; seuls s'y

soumettaient les *Parfaits*, c'est-à-dire ceux qui avaient reçu le *consolamentum*, sorte de libération de la servitude à la matière, qui était faite par un autre parfait au moyen de l'imposition des mains, après un renoncement solennel ou *abrenuntiatio* à la religion romaine et à ses doctrines. Les simples *Croyants* en étaient dispensés ; on appelait ainsi ceux qui s'étaient engagés par un pacte formel, la *convenenza*, à recevoir au plus tard sur leur lit de mort la pleine initiation Cathare ou consolamentum. La *convenenza* laissait, d'ailleurs, une différence énorme entre les parfaits et les simples croyants : seuls les parfaits récitaient l'oraison dominicale, seuls ils avaient le pouvoir de bénir le « pain de la fraction » qui leur servait d'Eucharistie, seuls aussi ils devaient renoncer à tout commerce conjugal ; les croyants devaient les adorer, quand ils se trouvaient en leur présence, c'est-à-dire fléchir le genou devant eux trois fois de suite, et se relever chaque fois en demandant aux parfaits leur bénédiction, que ceux-ci leur donnaient aussitôt. La *convenenza* avait cependant un avantage pour le simple croyant, elle le disposait à recevoir le consolamentum et, par suite, il n'avait plus à redouter l'avenir.

A côté de pratiques sans dangers et d'ascétismes rigoureux, la doctrine Cathare, on le voit, « portait en elle-même, aux yeux d'hommes un peu éclairés, des germes de mort par ses conséquences antisociales ; car elle conduisait, par la manière dont elle envisageait la matière, à l'anéantissement de

toute civilisation et même, par sa condamnation du mariage, à l'extinction de la race » (1). M. Tanon ajoute « qu'elle se serait modifiée, si elle avait définitivement triomphé, et que ses conséquences extrêmes auraient été assez atténuées pour qu'elle pût s'adapter aux conditions nécessaires de la vie sociale ». Peut-être, mais il n'en est pas moins vrai que le plus sûr était de la combattre énergiquement et que l'on doit savoir gré à l'Eglise d'avoir vu le danger et de l'avoir conjuré.

III

La doctrine Vaudoise (2) est avant tout antipapale. Les hérétiques de cette secte reconnaissent bien que le pape est le chef de l'Eglise, mais leur ministre général, majoralis, échappe à sa juridiction. Celui-ci tient ses pouvoirs directement de Dieu et ne doit obéissance au pape que lorsque ses ordres coïncident avec ceux de Dieu.

Mais cette doctrine contient, outre celle-là, bien d'autres négations. Le purgatoire n'existe pas et l'on ignore le sort des âmes, qui meurent avant d'avoir totalement expié leurs fautes. Il est toujours défendu de tuer et de mutiler son prochain, fût-il un malfaiteur dangereux ; les magistrats n'ont même pas ce droit ; le cas de légitime défense n'est pas admis et la guerre est condamnée. Jurer est un

(1) Tanon, *op cit.*, page 10.

(2) Vidal, *Le tribunal d'inquisition de Pamier*, dans *Annales de Saint-Louis des Français*, tome IX, Paris, Picard, page 77.

péché mortel ; de même obliger quelqu'un à prêter serment. L'Eglise Romaine, qui enseigne la légitimité du serment et de l'homicide dans certains cas, ne saurait donc être la véritable Eglise, et il est douteux que les sacrements donnés par elle soient valables.

Ici encore nous retrouvons la division entre hérétiques et croyants. Hors des trois ordres sacrés, diacre, prêtre, évêque, il n'y a pas d'état de perfection ; les croyants ou simples fidèles ne peuvent que s'en approcher. L'évêque est le ministre général, il ordonne les prêtres et les diacres ; il administre, en plus de l'ordre, la pénitence et l'Eucharistie. Le prêtre a comme seul rôle d'entendre les confessions, mais, tandis que l'évêque peut avec les péchés remettre la peine qui leur est due, il ne peut faire remise que des péchés. Le diacre n'a pas de fonctions précises, il doit aider ses supérieurs. Tous ces ministres sont choisis au suffrage. Leur ordination se fait très simplement par une imposition des mains, précédée d'un aveu général des péchés du récipiendaire.

Les réunions du culte se font en plein air ou dans la maison des fidèles. Il est d'ailleurs très simple, se bornant à la récitation du psautier romain et du Pater ; celui-ci est la principale prière de la secte ; les fidèles doivent le réciter cinquante fois à genoux, avant de prendre leur nourriture et en se levant de table. Comme pour les Cathares, il y a jeûnes, vigiles, carême, quatre-temps. Leur seule manière de célébrer les grandes fêtes est de s'abstenir de tout péché.

On voit, par ce rapide exposé, que la doctrine Vaudoise contenait aussi quelques théories subversives. Le refus de l'obéissance au pape, du droit de punir aux magistrats, du droit de se défendre à un peuple, l'attaque dirigée contre le serment, base de la société féodale, étaient des points assez importants de cette hérésie pour justifier les poursuites de l'Eglise contre elle.

IV

A coté des hérétiques proprement dits et des croyants, l'inquisiteur avait encore compétence sur ceux que l'on appelait les fauteurs d'hérésie. C'étaient ceux qui, sans adhérer à l'hérésie, car alors ils auraient été des croyants, la favorisaient.

Le concile de Narbonne, en 1235 (1), décidait qu'il fallait considérer comme fauteurs ceux qui empêchaient la suppression ou la conversion des hérétiques et des croyants et ceux qui ne dirigeaient pas tous leurs efforts vers ce but. On était donc fauteur par omission ou par commission. L'étaient par omission : les princes ou magistrats civils, qui refusaient de prêter main-forte à l'inquisition, pour opérer les arrestations ou exécuter les divers ordres émanant de l'inquisiteur ; les particuliers qui, malgré le serment prêté de rechercher et de dénoncer

(1) *Concile Narbonne, 1235, c. 14.* — Plane inter fautores accipimus tam eos qui hæreticorum seu credentium extirpationem seu correctionem impediunt, quam eos qui non dant operam ad id, quam non possunt sine culpa omittere manifesta. — Harduin, VII, 254

les hérétiques, ne s'en occupaient pas et pouvaient, dans ce cas, être poursuivis comme *celatores*. (1)

Les actes de commission englobaient tout ce qui tendait à rendre service à un hérétique ou à avoir confiance en lui, par exemple l'héberger, le soigner, faire quelques opérations commerciales avec lui (2); l'appréciation du délit étant d'ailleurs laissée à l'arbitraire de l'inquisiteur. Les actes mis à la charge des fauteurs, célateurs ou recéleurs ne les faisaient pas condamner *ipso facto*, mais ils les rendaient suspects d'hérésie et les mettaient sous le coup d'une excommunication, dont ils devaient se purger dans le délai d'un an, sous peine d'être condamnés comme hérétiques.

Les auteurs des traités inquisitoriaux, en effet, « décidaient que l'homme excommunié pour une cause quelconque, qui ne se faisait pas absoudre dans l'année, se trouvait atteint par cette seule rébellion d'un léger soupçon d'hérésie, qu'il pouvait alors être cité devant le juge d'Eglise, pour répondre non plus seulement sur le fait qui avait motivé son excommunication, mais sur le fait même de la foi. S'il ne comparaissait pas sur cette seconde citation, il rentrait dans la catégorie ordinaire des excommuniés pour cause d'hérésie, et il pouvait être condamné comme un véritable hérétique s'il soute-

(1) *Celatores credimus eos qui viderunt insabbatos in platea vel domo, vel alio loco, et recognoverunt eos insabbatos et non revelarunt eos.* — *Directoire de saint Raymond de Pénafort*, dans Douais, *Inquisition*, page 277.

(2) *Ibid.* — *Receptatores qui scienter bis vel ultra receperunt hereticos vel insabbatos in sua domo vel in alio loco suo.*

nait, pendant un an, cette nouvelle excommunication. Le soupçon léger qui l'avait atteint d'abord, par suite de sa première excommunication, se trouvait transformé par la seconde en un soupçon véhément, puis en soupçon violent qui faisait contre lui, avec sa nouvelle contumace, pleine preuve d'hérésie (1) ».

Ajoutons ici, pour n'y plus revenir, que l'inquisition chargée de la recherche de l'hérésie et de ses auteurs, devait la combattre sous quelque forme qu'elle se présentât. Elle avait donc pour mission de supprimer les livres contenant quelques propositions contraires à la foi ; c'était là d'ailleurs, en même temps, pour elle un moyen de poursuivre les hérétiques, la simple possession d'un de ces ouvrages constituant une forte présomption d'hérésie, ou tout au moins de sympathie pour elle. Lorsque de mauvais livres étaient découverts, et l'on entendait par là non-seulement les livres franchement hérétiques, mais encore ceux qu'il était défendu d'avoir, tels que les Livres Saints traduits en langue vulgaire, ils étaient aussitôt brûlés.

V

Les Juifs, nous l'avons dit plus haut, n'étaient pas comme tels justiciables de l'inquisition. Mais

(1) Tanon, *op. cit.*, pages 235-236. Ce passage est la traduction expliquée d'Eymeric, *Directorium inquisitorum*, II^a pars, quest. 47, page 251.

ils finirent par tomber sous sa juridiction par suite de l'usuré qu'ils pratiquaient.

Tout d'abord, l'usure ne releva que des tribunaux séculiers ; ce n'est que tard qu'elle devint du domaine de l'inquisition. Le concile de Vienne, en 1311, prescrivit de poursuivre ceux d'après lesquels l'usure n'était pas un péché. Mais ses canons ne furent publiés que plus tard. C'est ce qui explique pourquoi Eymeric déconseille aux inquisiteurs de se détourner de leur but essentiel, en s'occupant des affaires de ce genre (1). Ce ne fut que le pape Martin V qui, dans une bulle datée du 6 novembre 1419, prescrivit aux inquisiteurs de s'en occuper : « Enfin, certains chrétiens et certains juifs ne craignent pas d'affirmer que l'usuré n'est pas un péché, que ce n'est pas mal de recevoir dix en plus de cent donné en prêt, ou quelque chose de plus que le capital. Ils vont trop loin dans ce cas et dans d'autres semblables, ainsi que dans certaines autres questions spirituelles et sérieuses. Nous nous en remettons donc à ta discrétion pour veiller au déracinement de toutes ces dépravations et autres erreurs (2) ».

(1) De quæstionibus præterea usurarum motis... intromittere se non possunt ; ne per causas hujusmodi offendiculum negotio fidei preparetur. — Eymeric, II, page 64, col. 1.

(2) Demum etiam quidam christiani et judæi non verentur asserere quod usura non sit peccatum, aut recipere decein pro centum mutuo datis seu quicquam ultra sortem ; in his et similibus atque in nonnullis aliis spiritualibus et gravibus præceptis multipliciter excedunt. Nos igitur discretioni tuæ committimus quatenus ad extirpationem omnium hujuscemodi pravitatum et errorum vigilanter insistas. — Bulle *Inter cetera*, Martin V, 6 novembre 1419. Ripoll, II, 566.

Ainsi, ce que l'inquisiteur avait à punir, ce n'était pas le fait d'être un usurier, en cela il n'était pas compétent, mais bien la manifestation extérieure de cette idée que l'usure n'était pas un crime, car, en soutenant cela, on était en opposition avec la doctrine de l'Eglise et, par suite, suspect d'hérésie.

Les Juifs, d'ailleurs, pouvaient encore relever des tribunaux de l'inquisition pour tous les crimes qui offensaient la religion chrétienne ; fauteurs d'hérétiques, blasphémateurs, magiciens, ils n'avaient pas le droit de l'être plus que les chrétiens, et ne devaient pas non plus s'opposer à l'exécution des ordres de l'inquisition. Mais alors ce n'était pas en tant que juifs qu'ils étaient poursuivis, c'était en tant qu'ennemis de la religion et de l'ordre établi. On ne saurait trop le répéter, l'Eglise n'a jamais, dans l'inquisition, connu des opinions intimes ; ce qu'elle poursuivait, c'était la manifestation extérieure d'une erreur contraire à ses dogmes ou au bon fonctionnement du mécanisme social.

VI

La sorcellerie se développa plus tard que l'hérésie, mais elle n'en fut pas moins un des objets de recherche assidue de l'Eglise.

Ses pratiques se présentaient sous des formes très diverses pouvant se ramener à deux types principaux : la divination et le commerce avec le démon.

La divination, quoique prohibée, était considérée comme pouvant être pure d'hérésie. Le principal cas était la chiromancie (1). Mais, quand elle s'accompagnait d'invocation des démons ou de profanation de choses sacrées, elle était assimilée à l'hérésie et punie comme telle.

Le commerce avec les démons (2), en effet, était toujours mélangé d'hérésie. Car demander à un démon, même sans l'adorer, ce qui dépend de la volonté de Dieu ou de l'homme, c'était la preuve d'opinions hérétiques concernant le pouvoir des démons. De ce genre était l'alchimie, ou recherche de la pierre philosophale pour la transmutation des métaux, la sorcellerie proprement dite avec les pratiques du sabbat.

Pour l'astrologie, il fallait distinguer : si elle avait comme simple but de prédire les phénomènes naturels, tels que la pluie et la sécheresse, saint Thomas d'Aquin la déclarait licite. Mais, si elle était appliquée à la divination d'un avenir dépendant de la seule et libre volonté humaine, elle nécessitait l'intervention des démons et devenait illicite. « Le

(1) Eymeric, II, quest. 42, page 234. — Quidam sunt sortilegii et divinatores meri, sicut sunt qui agunt mere ex arte chiromantiae, qui ex manus lineamentis divinant et indicant de effectibus naturalibus et conditionibus hominis... de istis non se habet intromittere inquisitor.

(2) Eymeric, *ibidem*. — Quidam autem alii sunt sortilegii et divinatores non meri, sed ad hæreses contracti, ut sunt demonibus honorem latriæ... impendentes, puerum rebaptizantes, vel similia facientes... quæ quidem sapiunt hæresim manifeste... et tales sortilegii et divinatores inquisitoris iudicium non evadunt, sed hæreticorum legibus puniuntur.

principe même de cette prétendue science était l'influence qu'exerçait sur le sort et le caractère des hommes la position des signes zodiacaux et des astres à l'heure de leur naissance ; or, il n'était pas de dialectique assez ingénieuse pour prouver que ce ne fût pas là, en pratique, refuser à Dieu l'omnipotence et à l'homme la responsabilité (1) », c'était tomber dans le fatalisme et par suite dans l'hérésie.

Ainsi, la sorcellerie et la magie furent assimilées à l'hérésie, mais, comme nous l'avons dit plus haut, elles n'en devinrent que tard du ressort de l'inquisition. L'Eglise s'en occupa d'abord très peu. Nous voyons le concile de Valence, en 1248 (2), ordonner aux inquisiteurs de livrer les magiciens à la juridiction épiscopale. Mais, quand l'inquisition eut atteint son apogée, le pape Alexandre IV, à qui le Saint-Office demanda, en 1257, s'il ne convenait pas qu'il prît connaissance des crimes de divination et de magie, répondit le 10 janvier 1260 par la bulle *Quod super nonnullis*, où il est dit que, « les affaires de foi étant leur principal but, rien ne doit en distraire les inquisiteurs ; ils ne doivent donc pas s'occuper de sorcellerie, à moins que l'affaire n'ait une saveur d'hérésie (3) ». C'était étendre singulière-

(1) Lea, III, 439.

(2) *Concile Valence*, 1248, c. 42. — Item de sacrilegiis et sortiariis, quocumque nomine censeantur, et specialiter de his qui magistri sunt vel doctores in opere tam damnozo statuimus quod, si inventi fuerint, reddantur suo episcopo. — Harduin, VII, 427.

(3) Alexandre IV, 10 janvier 1260, *Quod super nonnullis*. Ad aliud autem quod quæritur, utrum ad inquisitores hæresis pertineat de divinationibus et sortilegiis cognoscere... Breviter

ment les pouvoirs des inquisiteurs. Restaient cependant hors de leur compétence tous les cas où il ne s'agissait que de sorcellerie pure. Cette restriction resta longtemps dans la législation canonique et fut une des causes des conflits de juridiction qui s'élevèrent parfois entre les justices inquisitoriale et épiscopale. L'inquisition fit tout ce qu'il était en son pouvoir pour la supprimer.

En 1334, le roi Philippe VI déclara que les matières d'idolâtrie, magie et hérésie relevaient de la couronne royale, et il ordonna à ses sénéchaux de veiller à ce que personne ne gênât l'action de l'inquisition. Les inquisiteurs, dès ce moment, se crurent autorisés à passer outre à la restriction mise à leur pouvoir ; celui de Paris poursuit tous les sorciers sans même que l'on discute sa compétence ; le pape Grégoire XI, consulté, l'autorise à continuer. Cependant, la bulle *Quod super nonnullis* étant toujours en vigueur, l'inquisition ne gardait en droit compétence que sur les délits ayant une saveur d'hérésie ; mais comme, d'une part, c'était là une question d'appréciation personnelle, et que, d'autre part, certains inquisiteurs hésitaient encore à excéder leurs pouvoirs, la saveur hérétique n'étant pas toujours très discernable, il arrivait que tel ou tel sortilège restait souvent impuni. Nicolas V mit fin à ces hésitations : dans la bulle *Omnia et singula* du 1^{er} août 1451, il augmenta les

respondetur, quod, cum negotium fidei quod summe privilegiatum existit, per occupationes alias non debeat impediri, inquisitores ipsi de iis, nisi manifeste saperent hæresim, se nullatenus intromittant. — Ripoll, I, 388.

pouvoirs de l'inquisiteur Hugues le Noir, en lui accordant la connaissance des crimes de divination avec ou sans saveur d'hérésie (1). A partir de ce jour, l'inquisition va fonctionner utilement contre toute pratique de sorcellerie, tout en observant la règle des Clémentines que nous retrouverons plus loin et qui exigeait l'assentiment de l'évêque pour l'application de la torture, l'emprisonnement afflictif et la sentence finale. Comme, d'autre part, à cette époque, l'hérésie a presque complètement disparu, la poursuite de la sorcellerie va devenir la branche principale de la juridiction inquisitoriale.

Ainsi celle-ci, créée spécialement pour la recherche et la destruction de l'hérésie, vit sa compétence étendue à un délit de droit commun, l'usure, et finit, survivant à sa cause, par s'appliquer à cette dangereuse superstition populaire, la sorcellerie, sous toutes ses diverses manifestations.

§ I

Compétence ratione loci.

La compétence territoriale de l'inquisiteur, fixée par le concile de Narbonne en 1235, suivit les règles du droit commun. Mais, avant de déterminer

(1) Nicolas V, 1^{er} août 1451, *Omnia et singula*. — *Attribuimus jurisdictionem contra omnes... necnon sacrilegos, et divinatores, etiamsi heresim non sapiant manifeste*. — Ripoll, III, 301.

quelles furent ces règles, il est bon, croyons-nous, de préciser l'organisation des districts inquisitoriaux en France.

Le pouvoir de l'inquisiteur était, sur ce point comme sur celui de la compétence *ratione materiae*, le résultat d'une délégation fixée par les termes mêmes de ses lettres de commission. Mais, si le principe était que l'inquisiteur avait le droit absolu de se transporter là où le besoin se faisait sentir, on n'en vit pas moins, dans la pratique, se créer de grandes circonscriptions territoriales avec pour le tribunal des sièges fixes. On divisait la France en trois parties : le Languedoc, le Dauphiné et la Provence, c'est-à-dire tout le pays situé sur la rive gauche du Rhône, et le reste de la France.

Le Languedoc était le district le plus important, par suite du développement qu'y avait pris l'hérésie Cathare. Il était réparti entre deux sièges principaux : Carcassonne et Toulouse, celui-ci étant plus tard resté seul et ayant étendu sa juridiction sur tout le pays ; à côté de ces deux centres, on en vit parfois se créer d'autres, lorsqu'un foyer important d'hérésie l'exigeait ou lorsqu'un auxiliaire dévoué, un évêque par exemple, était disposé à prêter un actif concours à l'inquisiteur. Pamiers et Albi durent à ces causes d'avoir été regardées comme des sièges, secondaires il est vrai, du Saint-Office.

La poursuite de l'hérésie dans le Languedoc, comme d'ailleurs dans la Provence et le Dauphiné,

était en général confiée à deux inquisiteurs (1). Quant au reste de la France (2), il y avait en général pour lui quatre ou six inquisiteurs sans domaine précis, et ayant compétence indistinctement sur toute cette vaste circonscription, bien que parfois dans cette région certains inquisiteurs aient vu leur pouvoir restreint par leurs lettres de commission. Dans cette partie ainsi attribuée à ceux que l'on appelait les inquisiteurs de France, il fallait cependant mettre à part la Bourgogne qui possédait ses inquisiteurs spéciaux.

Les règles de la compétence *ratione loci* étaient, nous l'avons dit plus haut, celles du droit commun prescrites en 1235 par le concile de Narbonne : est compétent le juge du lieu où le délit a été commis, du domicile du délinquant, ou de l'endroit où celui-ci a été arrêté (3). En cas de conflits de juri-

(1) Clément IV, 26 février 1266, *Præ cunctis*. — Mandamus quatenus de consilio aliquorum discretorum fratrum ipsius ordinis, eligas duos de fratribus, ejusdem ordinis tuæ administrationis idoneos... — Ripoll, I, 472.

(2) Alexandre IV, 13 avril 1258, *Meminimus olim*, adressée au prêtre des frères prêcheurs de Paris. — Quia... tu dictique duo fratres sufficere non valeatis, nos, volentes, ut predictum negotium plenum, auctore Domino, sortiatur effectum, discretioni tuæ, assumendi adhuc pro ipso negotio quatuor alios fratres ejusdem ordinis... liberam concedimus facultatem. — Ripoll, I, 362.

(3) Concile Narbonne, 1235, c. 20. — Ad inquisitionem quippe vestram eos intelligimus pertinere, qui vel infra ejusdem inquisitionis limites deliquerunt, vel domicilium ibi habent seu habebant quando inquisitio cœpta fuit, vel cum ibi morarentur occasione officii cujuscunque publici vel privati, vel certum domicilium non habentes, ibidem inventi citati fuerunt a vobis. — Harduin, VII, col. 255.

diction, le premier juge saisi retient seul l'affaire (1). L'accusé en fuite relève du juge qui a entamé la poursuite. Le condamné qui s'évade de prison ou refuse d'exécuter les peines prononcées doit être poursuivi par celui qui a prononcé la condamnation. En d'autres termes, le tribunal qui instruit le premier contre un accusé reste toujours compétent pour l'instruction, la poursuite et l'exécution de la sentence.

L'inquisiteur, en tant que délégué du pape, l'emporte sur l'évêque agissant en vertu de son simple titre épiscopal, comme juge ordinaire de l'hérésie. C'est pourquoi, même si l'ordinaire est déjà saisi, il doit remettre la poursuite commencée aux mains de l'inquisiteur. Nous verrons d'ailleurs que Clément V atténua la portée de cette règle, en exigeant la présence de l'évêque aux actes les plus importants de la procédure inquisitoriale.

§ III

Compétence ratione personæ

L'étude des règles qui régissaient la compétence des inquisiteurs quant aux personnes ne demande pas de longs développements. A la différence de celle de l'évêque, à laquelle étaient soustraits certains membres du clergé régulier, en vertu de privilèges spéciaux donnés par le Saint-Siège, la com-

(1) *Ibidem.* — Si quidem contra tales præsentis vel absentes potestis procedere, nisi forte alii procedere cœperint.

pétence des inquisiteurs *ratione personæ* était universelle (1). Ils avaient donc juridiction sur les laïques, sur les sujets comme sur les souverains, et sur les ecclésiastiques, qu'ils fussent réguliers ou séculiers.

Plusieurs restrictions étaient cependant apportées à ce principe. L'une était une restriction de pratique. Eymeric, en effet, déconseille les poursuites contre les souverains ou personnes royales comme manquant d'efficacité (2), tout en reconnaissant, cependant, par là même, que les inquisiteurs restent en droit compétents. Les autres avaient été édictées par des textes spéciaux. Les évêques et chefs d'ordre, à raison de leur dignité, ne relevaient que du pape (3); il en était de même des officiers et nonces du pape, qui, recevant directement pouvoir de lui, ne pouvaient être jugés que par lui. Mais l'inquisiteur, qui les savait hérétiques ou simplement suspects d'hérésie, était

(1) *Sexte V*, II, 11 *Ut officium, & Compescendi*. — Denique volumus ut ea omnia viriliter exequamini... non obstantibus aliquibus privilegiis vel indulgentiis, quibuscumque personis cujusvis conditionis, dignitatis vel gradus, religionis vel ordinis, communitatibus, vel universitatibus civitatum et locorum concessis.

(2) *Consulerem tamen, ut contra reges et regales personas publice non procederent inquisitores; sed ut cautius et tutius negotium fidei possit agi, informaretur primitus dominus noster papa*. — Eymeric, III, quest. 31, page 361, col. 2.

(3) *Sexte V*, II, c. 16. — *Inquisitores... inquirere contra episcopos nequeunt, nisi in litteris commissionis apostolicæ, quod hoc possint, contineatur expresse. Si tamen inquisitores ipsi episcopos vel alios superiores prælatos sciverint vel invenerint circa crimen hæreseos commississe, aut eos de hoc diffamatos existere vel suspectos, id tenebuntur sedi apostolicæ nuntiare.*

tenu d'en informer le pape. Par suite, aussi, les inquisiteurs ne relevaient ni de leurs collègues, ni des évêques, mais seulement du Saint-Siège. Clément IV avait aussi interdit aux franciscains et aux dominicains de procéder les uns contre les membres de l'autre ordre, craignant que les querelles existant entre ces deux ordres ne fussent une cause d'injustes poursuites, et espérant par ce moyen, en évitant tout rapport, ramener la paix entre eux.

DEUXIÈME PARTIE

L'INSTRUCTION

Trois procédures se présentaient au juge inquisitorial : par accusation, par dénonciation, par inquisition. En quoi consistait chacune d'elles, et pourquoi la dernière fut-elle la plus employée ?

L'accusation remontait au vieux droit romain. L'accusateur, après s'être fait inscrire comme tel, était obligé de faire la preuve de ce qu'il avançait (1). S'il ne la faisait pas, il s'exposait aux mêmes pénalités que celles qui auraient été prononcées contre l'accusé. Il était, durant le procès, dans la même situation que celui-ci, et, s'il y avait lieu pour ce dernier à incarcération pendant l'instruction, il devait aussi être emprisonné. D'autre part, s'il faisait la preuve, il recueillait de cette poursuite un bénéfice personnel.

Cette procédure avait de graves inconvénients. Tout d'abord, la loi n'imposait jamais à un citoyen

(1) *Per modum accusationis et est quando aliquis accusat aliquem de crimine hæresis vel fautoriæ, et hoc coram inquisitore offerendo illud se probaturum... Ubi autem accusator instet et requirat, inquisitor adquiescat et dicat accusanti, quod accusationem porrigat in scriptis. — Eymeric, III, page 283.*

l'obligation d'intenter une accusation, et par suite la répression des délits se trouvait abandonnée à l'initiative des particuliers. De plus, les peines qui menaçaient l'accusateur qui succombait étaient peu faites pour l'engager à poursuivre. Enfin, c'était un moyen de chicane devant donner lieu à des procès sans fins, et, la fin directe étant un bénéfice pour l'accusateur, il en résultait qu'il y avait lieu de craindre des poursuites sans fondement, de la part de gens pour lesquels l'éventualité d'un gain suffisait à compenser la possibilité de peines, que d'ailleurs ils ne redoutaient pas. Aussi cette procédure était-elle en décadence au XIII^e siècle, bien qu'aucun texte ne l'eût abrogée.

Déjà, à Rome, on s'était aperçu de ses défauts, puisque l'on avait chargé les magistrats supérieurs d'agir, quand ils apprenaient par les agents chargés de veiller sur le repos public que celui-ci était compromis, et l'on avait ainsi organisé la procédure de dénonciation. Dans celle-ci, l'accusateur n'était pas obligé de faire la preuve. Il n'était pas partie au procès, mais après sa déposition il se retirait et laissait le juge saisi et obligé de poursuivre (1). Tandis que la procédure *per accusationem* avait quelques analogies avec notre poursuite criminelle

(1) Quando aliquis denuntiat aliquem de hæresi, vel fautoria, vel aliis ad fidem pertinentibus ipsi inquisitori, sine hoc quod offerat se probaturum, nec vult facere partem... Et tunc inquisitor mandet sibi, quod det in scriptis, vel saltem dicat in præsentia testium et notarii, et in tali casu procedat inquisitor ex officio et non ad instantiam partis. — Eymeric, III, 283.

actuelle, accompagnée de constitution de partie civile, la procédure *per denuntiationem* répondait à notre poursuite ayant comme point de départ une plainte émanant d'un particulier, qui n'intervient pas au procès.

Elle avait, d'ailleurs, plusieurs défauts. Tout d'abord, le dénonciateur, bien que non partie au procès, subissait, comme l'accusateur, une peine, par suite du défaut de preuve ; il était condamné comme calomniateur, s'il avait agi méchamment et pour nuire à son prochain. De plus, c'était plutôt un mode d'instruction capable de conduire le suspect à affirmer sous serment son innocence, ce qui pouvait être le résultat de l'accusation, ou de donner lieu à une poursuite inquisitoriale proprement dite, dont elle différait d'ailleurs très peu. Ce n'était pas une procédure se suffisant à elle-même.

Dans l'inquisition, il n'y a pas de dénonciateur ni d'accusateur (1). Le juge est saisi, tantôt par la rumeur publique qu'un tel est coupable, tantôt par la connaissance d'un crime. Dans ce cas, il recherche l'existence d'une rumeur ou d'indices qui le mettent sur la piste du coupable, puis il poursuit. Dans cette procédure, le juge dirige la recherche de la

(1) Quando non est aliquis accusator, nec denuntiator, sed fama laborat in aliqua civitate vel loco, quod aliquis dixit vel fecit aliqua contra fidem, et clamor ad aures inquisitoris pervenit pluries publica fama deferente et clamosa insinuatione producente ; et tunc inquisitor inquirat non ad instantiam partis, sed ex officio, et hic est etiam communis et usitatus modus procedendi. — Eymeric, III, 284.

vérité, il peut susciter des témoignages, arrêter un suspect, ordonner une expertise. C'est notre procédure actuelle où, en dehors même d'une plainte, le juge, apprenant un crime ou un délit, se trouve saisi de plein droit et doit ouvrir une instruction. Ce mode, qui fut introduit par Innocent III comme type de la procédure canonique, était le plus usité dans les tribunaux d'inquisition, auxquels, d'ailleurs, il donna son nom.

Peu à peu l'accusation fut abandonnée. Une bulle d'Urbain IV dit que les inquisiteurs peuvent procéder « *simpliciter et de plano, absque advocatorum et judiciorum strepitu et figura* » (1), et Eymeric recommande à ses confrères de ne pas admettre trop facilement ce mode de procédure, d'abord « parce qu'il n'est pas usité dans les affaires de foi, puis parce qu'il est très dangereux pour l'accusateur, enfin, parce qu'il prête davantage à la chicane » (2). Mais ce que voulaient surtout les inquisiteurs, c'était être maîtres de leurs moyens d'action ; c'est pour cette raison, principalement, qu'ils admirèrent et utilisèrent surtout la procédure *per inquisitionem*.

(1) Urbain IV, *Præ cunctis*, 28 juillet 1262. Ripoll, I, 427.

(2) Inquisitor istum modum non libenter admittat, tum quia non est in causa fidei usitatus, tum quia est accusanti multum periculosus, tum quia est multum litigiosus. — Eymeric, III, 283.

CHAPITRE PREMIER

PRÉLIMINAIRES DU PROCÈS

L'inquisition étant une sorte de recherche systématique des infractions à la loi, les inquisiteurs ne devaient pas se borner à attendre, pour poursuivre, qu'ils connussent quelque foyer d'hérésie. Leur rôle était d'aller de l'avant, de s'efforcer de découvrir les délinquants, sous quelque voile qu'ils se pussent cacher. A une époque où les relations n'étaient pas, comme aujourd'hui, assurées entre le siège de leur tribunal et tout le district qu'ils avaient à surveiller, ils ne pouvaient agir que dans de vastes tournées dans toutes les localités, en ouvrant dans chacune d'elles une enquête spéciale.

Quand l'inquisiteur voulait ainsi rechercher l'hérésie dans un lieu déterminé, il envoyait à l'autorité ecclésiastique l'ordre de convoquer le peuple à un jour donné pour assister à un *sermon général* ; il choisissait, de préférence, un centre un peu important d'où il pût rayonner facilement dans tout un pays. Le jour venu, il lisait les lettres du pape et celles du prieur de la province ayant trait à sa mission et à ses pouvoirs, en donnait un commentaire, et faisait un sermon général sur la pureté de la foi (1). Puis il somrait verbalement les assistants,

(1) Locum eligimus, qui ad hoc commodior esse videtur, de quo vel in quo de locis aliis inquisitionem faciamus, ubi, clero et po-

par écrit les absents, de se présenter dans un délai de six ou de dix-huit jours devant lui, de lui révéler le nom des hérétiques (1) et de lui rendre compte de tout ce qui avait été dit ou fait contre la foi, des réunions secrètes qui se tenaient, etc.

En même temps, il proclamait un *temps de grâce*, c'est-à-dire que tous les hommes depuis quatorze ans et les femmes depuis douze ans qui se sentaient coupables d'hérésie étaient sommés de comparaître devant lui, dans un délai variant de quinze à trente jours. S'ils confessaient spontanément et avec repentir leurs erreurs, les abjuraient et disaient tant sur eux-mêmes que sur leurs coreligionnaires la vérité, ils obtenaient une impunité totale ou partielle (2). Ceux qui se présentaient, et qui n'avaient jamais manifesté au dehors leurs sentiments hérétiques, ne recevaient que des pénitences légères et secrètes. Ceux, au contraire, dont le délit avait été public évitaient la peine de mort,

pulo convocatis, faciamus generalem predicationem, litteris tam Domini Pape quam Prioris provincialis de inquisitionis forma et commissione publice legimus, et sicut convenit explanamus. — *Processus inquisitionis*, Vacandard, page 314.

(1) Et exinde generaliter citamus vel verbo presentes, vel absentes per litteras in hunc modum... Auctoritate qua fungimur districte vobis precipiendo mandamus quatenus parochianos, sive habitatores omnes illius ecclesie sive loci, masculos a quarto decimo, feminas a duodecimo et inferioris etatis, si forte deliquerint. — *Processus inquisitionis*, Vacandard, page 314.

(2) Et si de loco illo alia inquisitio facta non fuerit, omnibus de ipso loco, qui nominatim citati vel aliter venia digni non essent, immunitatem carceris indulgemus; si infra tempus assignatum, sponte venientes et penitentes tam de se quam de aliis puram et plenam dixerint veritatem... quod et tempus gratie sive indulgentie appellamus. — *Ibid.*, page 315.

la prison perpétuelle ou les trop longs pèlerinages (1).

Le lieu où étaient reçues les dépositions variait suivant les circonstances. C'était le couvent du frère prêcheur, quand il y en avait un dans la contrée ; au cas contraire, c'était le palais épiscopal ou quelque édifice public ; les autorités, tant laïques qu'ecclésiastiques, étaient tenues de déférer aux réquisitions qui leur étaient faites dans ce but par l'inquisiteur.

Celui-ci, d'ailleurs, restait à la disposition de ceux qui venaient le trouver pendant tout le temps de grâce, et son temps ne devait certes pas être inoccupé. Nous savons, en effet, par une formule qui nous a été conservée, que, lorsqu'on se présentait devant l'inquisiteur, on avait à subir un véritable interrogatoire roulant tant sur sa vie personnelle et sur ses relations que sur celles de tous ses concitoyens ; interrogatoire dont toutes les questions et toutes les réponses étaient consignées par écrit et dont le procès-verbal devait être certifié ensuite, en présence de l'inquisiteur et de deux hommes honnêtes qu'il s'adjoignait pour plus de sûreté (2). On s'étonnera, à première vue, de toutes

(1) Illis autem qui ad mandatum ecclesiæ venerint non imponetur publica pœnitentia, nisi sint publici hæretici, credentes, fautores... cum quibus etiam ita misericordia fiat quod non condemnentur ad mortem, non ad carcerem perpetuum, non ad peregrinationem nimis longam, sed aliæ penitentiae injungantur quas pro qualitate delicti inquisitores viderint imponendas. — Tanon, 329. — Donne référence : *Consultation de l'évêque d'Albano*, Doat, tome III, f° 5.

(2) Cf. *Processus inquisitionis*, Vacandard, 315.

ces formalités qui ne tendaient à rien moins qu'à examiner comme un coupable un homme auquel on n'avait rien à reprocher. On les comprendra cependant, en pensant que, dans un pays généralement corrompu, il était bon de faire préciser les convictions et les habitudes de chacun, afin que, si les déposants avaient menti ou étaient retombés plus tard dans l'erreur, comme cela arrivait souvent, parait-il, il fût clair qu'ils avaient abjuré l'hérésie et avaient été interrogés sur tous ces points (1); ce qui devait amener nécessairement leur poursuite, comme relaps ou parjures.

Nous avons un exemple du nombre de conversions produites pendant le temps de grâce et de la douceur des peines qui étaient alors infligées : sur 724 sentences prononcées à Montauban, Gourdon, Moissac et quelques autres villes, la plupart condamnent à des pèlerinages à Compostelle, au nord de l'Espagne ; 79 seulement furent plus graves et consistèrent en ce que les condamnés durent se croiser, pour une durée variant de une à huit années. Il est vrai qu'il n'est pas spécifié que toutes ces sentences eurent lieu pendant le temps de grâce ; mais M. Lea, à qui nous empruntons ces détails, fait justement remarquer que, « dans un cas spécial, il est dit que le condamné n'est pas venu

(1) Et quando terra est generaliter corrupta, generaliter de omnibus inquisitionem secundum modum facimus pretaxatum, nomina omnium redigentes in actis... ut, sive mentiti fuerint, sive postea delinquerint, sicut frequenter de pluribus reperitur, et eos abjurasse constet, et de singulis requisitos fuisse. — *Processus inquisitionis*, Vacandard, 316.

en temps de grâce, ce qui implique que les autres avaient rempli cette condition, (que) d'ailleurs la rapidité qui caractérise ces jugements ne s'expliquerait plus du tout, dans le cas de poursuites contre des accusés soutenant leur innocence et luttant pour la prouver. (1) »

Si les sentences de l'inquisiteur étaient très modérées lorsque la comparution avait lieu pendant le temps de grâce, il ne pouvait plus en être de même lorsque le délai imparti pour se présenter était expiré. Tous les hérétiques qui n'avaient pas comparu étaient suspects de trop d'endurcissement ou de trop de mépris pour les ordres de l'inquisiteur pour qu'ils pussent alors recevoir le pardon. Bien plus, ils allaient voir une instruction ouverte contre eux. Le même sort était réservé à ceux qui, s'étant présentés, avaient refusé d'abjurer leurs erreurs, ou de révéler le nom de leurs coreligionnaires, et qui, convaincus *ipso facto* d'hérésie, pouvaient alors être incarcérés.

Après l'expiration du temps de grâce, l'inquisiteur retournait au siège principal de son tribunal ; il emportait les dépositions des accusateurs et les confessions des accusés ; il y dirigeait aussi, sous une escorte qu'était tenu de lui fournir le pouvoir séculier, les prisonniers dont il croyait bon de s'assurer ; puis il commençait les poursuites.

Il n'était pas nécessaire, pour qu'il ouvrît une enquête, qu'il eût connu contre un homme certains

(1) Lea, II, 30, note. Cf. Doat, XXI, 158.

faits précis, capables d'engendrer une pleine preuve d'hérésie. La rumeur publique suffisait à mettre en mouvement l'inquisiteur. Quelqu'un avait visité des hérétiques notoires, avait mangé à la même table qu'eux, les avait reçus chez lui, leur avait rendu service, c'était suffisant pour le rendre suspect d'hérésie, le faire présumer coupable et justifier des poursuites, à moins que, toutefois, comme le faisait remarquer Bernard Gui, toutes ces choses n'aient été faites que par amitié ou moyennant un salaire. D'après lui, le juge devait s'inquiéter de tous ces faits, mais il ne pouvait en tirer une poursuite qu'après avoir étudié les intentions de leur auteur et compris qu'ils ne pouvaient s'expliquer par d'autres sentiments que par une complicité d'hérésie.

L'inquisiteur envoyait alors un nuntius, un gardien de prison, ou même un notaire, vers les autorités locales, avec des lettres enjoignant à ces derniers de leur prêter main-forte. L'envoyé procédait à l'arrestation du coupable, sans que celui-ci pût bénéficier de quelque droit d'asile (1).

L'inquisiteur n'usait que très rarement de la mise en état d'arrestation, il n'y avait recours que lorsque des charges suffisantes lui permettaient de

(1) Nos igitur...eisdem inquisitoribus nostris damus litteris in mandatis ut illos quos de hujusmodi hæretica pravitate culpabiles, vel de illa notabiliter suspectos esse, ipsis constiterit, libere officii sui debitum exequantur, ac si ad ecclesias vel loca prædicta minime confugissent. — Martin IV, 21 octobre 1281, *Ex parte*. Ripoll, II, 1.

conclure, à coup sûr, qu'il se trouvait en présence d'un hérétique.

Le plus souvent, il se bornait à le faire citer à comparaître à tel jour et en tel lieu, pour être interrogé sur sa foi ou sur les délits à lui reprochés et en recevoir le châtiment (1). La citation se faisait, en général, par l'intermédiaire du curé du lieu du prévenu, ou de son représentant, sur un ordre écrit de l'inquisiteur. Le curé exécutait l'ordre reçu, puis le remettait au porteur, après l'avoir revêtu de son sceau (2). Parfois aussi la citation était faite verbalement, mais elle ne semble avoir eu lieu ainsi que rarement, et dans les cas où le juge se trouvait dans la localité de l'accusé ou dans le voisinage.

Si l'accusé comparaissait, la procédure ordinaire commençait ; sinon, il était jugé comme contumace.

La situation du prévenu pendant l'instruction pouvait varier : ou bien il était laissé en pleine liberté, ou bien il était mis en liberté sous caution, ou bien, mais le plus rarement, il était mis en prison préventive. Parfois aussi le suspect ne jouissait

(1) Talem, ex parte et auctoritate nostra uno pro omnibus peremptorio citetis edicto ut tali die, tali loco, de fide sua vel de tali culpa compareat responsurus vel recepturus carceris penam, aut simpliciter penitentiam pro commissis. — *Processus inquisitionis*, Vacandard, 316.

(2) Frater inquisitor... capellano talis ecclesie vel ejus locum tenenti... et in signum recepti et completi per vos mandati nostri, sigillum vestrum presentibus apponatis. — B. Gui, *Practica*, I, for. 3.

que d'une demi-liberté, devant rester à la porte du tribunal, à la disposition de l'inquisiteur, et ne pouvant s'éloigner sans son assentiment (1). C'était, comme le fait remarquer M. Tanon, un moyen commode pour l'inquisiteur « d'avoir sous la main, pendant toute une information, un certain nombre de personnes qu'il pouvait faire comparaître devant lui, tour à tour, comme accusés ou comme témoins » (2). Le prévenu pouvait aussi être consigné dans sa maison ou dans une ville déterminée. Le manuscrit de Clermont nous donne ainsi l'exemple de deux accusés qui sont mis en liberté sous caution, à la condition de demeurer à Carcassonne. (3).

Le plus souvent, lorsqu'un accusé était laissé en liberté, son retour était garanti par des cautions. L'inquisition fit un grand usage de cette institution : quand un prévenu était absous, il devait, après avoir abjuré, promettre, avec des garants, de ne plus retomber dans ses erreurs ; parfois aussi c'était à propos de pénitences dépendant de la volonté du condamné, de pèlerinages par exemple, que l'on exigeait des cautions. Il y avait cependant un cas où l'inquisiteur ne pouvait mettre l'accusé en liberté sous cette condition, c'était lorsqu'il se trou-

(1) Et interdum tales arrestantur in loco carceris, ut stent ad portam domus inquisitoris singulis diebus usque ad horam prandii, et post prandium usque ad horam cænæ, et non recedant de porta sine licentia inquisitoris. — B. Gui, *Practica*, V, 302.

(2) Tanon, p. 338.

(3) Fidejusserunt domino episcopo Carcassonensi... quod non exeant civitatem sine licentia nostra, f° 2, cité par Tanon, 338.

vait en présence d'un individu tel que, d'après les circonstances de la cause, il prévoyait ne pouvoir éviter l'abandon au bras séculier.

Les cautions, toujours pécuniaires, étaient considérables ; elles allaient jusqu'à comprendre toute la fortune du principal intéressé et celle de deux garants (1) ; elles devaient être versées à l'inquisiteur directement ou par l'entremise des évêques, et servir aux dépenses de l'inquisition ; elles étaient prêtées sous serment et il en était presque toujours dressé un acte notarié (2).

M^{sr} Douais (3) fait remarquer combien ce système des cautions était humain. « Nous avons la prison préventive ; notre procédure en vigueur l'impose à l'inculpé, sauf de rares exceptions. L'inquisition ne la connaissait guère, au contraire. L'inculpé restait en liberté ». C'était, d'ailleurs, là un moyen pour l'accusé de faire connaître sa moralité au juge. S'il revenait à tous les appels, l'inquisiteur ne pouvait qu'être bien impressionné de cette régularité et de cette fidélité à la parole donnée. Si, au contraire, il ne revenait pas, c'était un manque au serment et, par suite, une faute ne faisant qu'aggraver son cas.

(1) Se et omnia bona sua obligaverunt. — 1^a pars, fo 2 B. — Fidejusserunt... sub pœna rerum et corporum, et obligaverunt se et sua. — *Ibid.*, fo 40 A. *Manuscrit Clermont*, cité par Molinier, 369.

(2) Et concesserunt fieri publicum instrumentum. — *Ibid.*, I, fo 43 B.

(3) Douais, *L'Inquisition, ses origines, sa procédure*, p. 195.

CHAPITRE II

L'INTERROGATOIRE. — RECHERCHE DE L'AVEU

Le but de toute instruction est d'obtenir, par l'accusé, la reconnaissance des faits qui lui sont reprochés, et c'était aussi celui que devait poursuivre l'inquisiteur. Nous dirons même que l'aveu avait pour celui-ci une importance spéciale, car seul, à moins de circonstances exceptionnelles et de charges très graves, il pouvait justifier l'abandon au bras séculier. On comprend donc pourquoi l'interrogatoire de l'inculpé était une chose si délicate et pourquoi il y eut tant de moyens, directs ou indirects, d'amener l'accusé à reconnaître ses torts.

Nous étudierons en deux parties :

Les formalités de l'interrogatoire et les moyens ordinaires pour obtenir l'aveu ;

La torture.

§ 1^{er}

L'interrogatoire. — Moyens pour obtenir l'aveu

I

A l'origine, c'est au couvent de leur ordre que se réunissaient les inquisiteurs, les prisonniers étant alors enfermés dans les prisons publiques ou épiscopales. Mais, peu à peu, l'on construisit des édifices

spéciaux pourvus des cellules et des prisons nécessaires, où les accusés étaient sous la surveillance directe de leurs juges. C'était là que se développait la procédure, sauf dans les cas où un évêque zélé, s'occupant du procès d'accord avec l'inquisiteur, mettait à la disposition de ce dernier son palais épiscopal.

Lors de la première comparution devant l'inquisiteur, dans laquelle celui-ci avait décidé s'il le laisserait en liberté ou le maintiendrait en prison, l'inculpé avait été sommé de comparaître à un jour et en un lieu fixés, pour qu'il soit procédé aux formalités de l'instruction. Au tribunal composé, ainsi que nous l'avons vu plus haut, de l'inquisiteur, ou de son représentant, et de plusieurs conseillers destinés à lui résoudre les difficultés de droit qui pourraient se présenter, étaient adjoints deux hommes impartiaux, non attachés à l'institution, mais ayant juré le secret (1). L'inquisiteur pouvait les recruter comme bon lui semblait, et obliger ceux qu'il avait choisis à remplir ce devoir. Il préférait en général des clercs ou des religieux, comme ayant l'habitude de la discrétion, ou l'intelligence plus éclairée. « Le concile de Béziers en 1246 n'en parle pas, mais une déposition recueillie en 1244

(1) *Volumus et mandamus ut in examinatione testium* (ce mot désigne ici comme souvent d'ailleurs les accusés, le mot *examinatione* en est une preuve), *adhibeatis duas religiosas et discretas personas, in quarum presentia per publicam, si commode potestis habere, personam aut per duos viros idoneos, fideliter eorumdem depositiones testium conscribantur.* — *Sexte V*, II, *11 ut officium.*

montre que cet usage était déjà passé dans la pratique. La fréquente répétition de cette règle par les papes et le fait qu'elle fut incorporée dans le droit canonique atteste l'importance qu'on y attachait comme à un moyen d'empêcher les injustices... (1) »

Un notaire ou deux *virī idonei*, honnêtes gens propres à cet usage et assermentés à cet effet, étaient chargés des fonctions de greffier.

Si l'accusé ne comparaisait pas à la citation qui lui avait été faite, la procédure par contumace commençait contre lui; si, au contraire, il était fidèle à se présenter, on lui donnait aussitôt par écrit communication des charges relevées contre lui, mais, en général, sous une forme incomplète et peu utile, car le plus souvent l'accusé refusait de la recevoir.

Ensuite, on lui déférait le serment de dire, tant sur lui que sur les autres, vivants ou morts, tout ce qu'il pouvait savoir de conforme à la vérité (2), et ce n'était pas là une formalité vide de sens, c'était un moyen d'empêcher l'accusé de se démentir continuellement, sous peine d'être par-

(1) Lea, I, 376 — M. Lea ajoute : « et de donner à la procédure une apparence d'impartialité ». C'est là une boutade, comme on en retrouve souvent dans son livre, mais sur laquelle nous n'insisterons pas ici, la suite devant suffisamment prouver que ce reproche est injustifié.

(2) *Ab illis qui sic citati coram vobis infra tempus comparuerunt assignatum, recipiatis juramenta de mera et plena super facto labis hæreticæ, tam de se quam de aliis vivis et mortuis, dicenda quam noverint veritate.* — *Concile de Béziers*, 1246, c. 4. Harduin, VII, 416.

jure, et de faire découvrir le nom d'autres hérétiques. Ainsi, souvent, un procès en amenait un autre, où l'inculpé du premier devenait témoin. Le simple refus de prêter ce serment était d'ailleurs une présomption d'hérésie, les Cathares comme les Vaudois, fidèles aux principes de leur secte, ayant l'interdiction de jurer.

Puis on procédait à l'interrogatoire : plusieurs cas pouvaient alors se présenter : ou bien l'accusé refusait de répondre, ou il avouait, ou il niait.

S'il opposait le silence à toutes les questions qui lui étaient posées, il était réputé avouer. La procédure suivait son cours, jusqu'à ce que fût prononcée la peine qu'il méritait. Mais ce silence tenace était très rare, car l'inquisiteur, après avoir essayé tous les moyens en son pouvoir, finissait, pour le vaincre, par employer la torture, dont la seule menace suffisait le plus souvent à délier les lèvres les plus obstinées.

Si l'accusé avouait dès le début de l'interrogatoire, cette preuve de bonne volonté, accompagnée plus tard de l'abjuration, ne pouvait que bien disposer le juge à son égard. Celui-ci n'avait plus alors qu'à se demander si l'aveu avait été complet, et l'affaire était entendue.

Si le prévenu opposait les dénégations les plus formelles aux reproches qui lui étaient faits, une véritable lutte commençait entre lui et son juge, lutte préparée de longue main ; Bernard Gui nous a laissé, en quelques pages, tous les artifices

employés par l'accusé, pour tromper l'inquisiteur, et dont le principal était de ne pas répondre directement à la question posée. « Interrogé sur sa croyance, il répond qu'il croit tout ce que doit croire un bon chrétien. Si on lui demande qui il tient pour bon chrétien, c'est, dit-il, celui qui croit ce qu'enseigne la sainte Eglise. Si on veut savoir de lui quelle est la sainte Eglise, c'est celle, répliquait-il, que vous considérez comme telle. Si on lui dit que la sainte Eglise est celle dont le pape est le chef, il répond qu'il le croit aussi, entendant par là qu'il croit que telle est la croyance du juge » (1). Nous n'indiquons ces ruses qu'à titre d'exemples, ne pouvant prétendre résumer ici les trois chapitres de Bernard Gui, mais cela suffit à nous montrer la mauvaise foi, excusable certes, des accusés (2), mais aussi à expliquer pourquoi les inquisiteurs durent de leur côté, pour connaître la vérité, préparer des interrogatoires compliqués et, parfois même, tendre des pièges aux prévenus (3).

On comprendra facilement que, dans un tel dédale de questions et de réponses, on ne pouvait songer à prendre en note toutes les déclarations de l'inculpé; seules étaient écrites celles qui avaient directement rapport à l'objet de la poursuite et qui

(1) Tanon, *op. cit.*, 354.

(2) B. Gui, V. *Interrogatoria ad credentes de secta Manichæorum*, 242. — *De astuciis et fallaciis quibus se contingunt in respondendo*, 253 — *Interrogatoria specialia ad illos de secta Valdensium*, 256.

(3) Eymeric, *Cautelæ inquisitorum decem contra hæreticorum cavillationes et fraudes*, III, page 296.

paraissaient les plus vraisemblables (1). C'était dans le choix de ces dépositions que la bonne foi du greffier devait surtout être de rigueur, que la surveillance des témoins devait être la plus active, car d'elles allaient dépendre le sort de l'accusé et souvent aussi celui d'autres hérétiques.

C'est pourquoi les procès-verbaux, écrits en latin, devaient être à la fin de l'interrogatoire traduits en langue vulgaire et lus à l'accusé, afin que celui-ci les certifiât conformes (2), mais aussi vérifiés et approuvés par les témoins.

Enfin, après que l'accusé avait déclaré persister dans ses déclarations, si l'on avait obtenu un aveu, on lui demandait d'abjurer ses erreurs, de jurer que dorénavant il se consacrerait à la défense de la foi et de se soumettre d'avance à la sentence qui serait prononcée (3).

Dans tout l'exposé des formalités de l'interrogatoire, nous n'avons parlé que de l'accusé ; disons tout de suite que toutes celles d'entre elles, pré-

(1) Non tamen expedit quod omnes interrogationes scribantur, sed tantum illæ quæ magis verisimiliter tangunt substantiam vel naturam facti et quæ magis videntur exprimere veritatem. — Gui, V, 243.

(2) Ut sic scripta hujusmodi... in actis reposita et conscripta ac ei qui confitetur et deponit... recitata robur obtineant firmitatis. — *Conc. de Béziers*, 1246, c. 4. Harduin, VII, 416.

(3) Eos qui redire volunt ad ecclesiasticam unitatem ex causa iterum facimus heresim abjurare... ut supra, et penitentie pro nostro arbitrio injungende receptionem et impletionem, solemniter et cum publicis instrumentis obligare. — *Processus inquisitionis*, Vacandard, p. 317. — Le terme « supra » renvoie à la formule d'abjuration et de serment qui était alors prononcée et dont le texte se trouve quelques lignes plus haut. Cf. p. 315.

sence de personnes discrètes, serment de dire toute la vérité, lecture et affirmation des procès-verbaux, qui avaient pour but de renforcer les garanties de sincérité et d'impartialité s'appliquaient aussi aux dépositions des témoins (1).

II

Le but principal de l'interrogatoire étant d'obtenir un aveu, l'inquisiteur ne devait rien négliger pour y parvenir; mais il pouvait arriver que la malice ou l'habileté du coupable triomphassent de toutes les difficultés, ou que, malgré les preuves accumulées, celui-ci persistât à nier. L'inquisiteur était alors obligé de recourir à d'autres moyens.

M^{sr} Douais nous dit que l'on pouvait obtenir l'aveu de quatre façons : « 1^o la crainte de la mort... c'est-à-dire qu'on faisait entrevoir au prévenu, s'il n'avouait pas, la condamnation suprême ou le bûcher; au contraire, s'il consentait à parler, il recevait la promesse d'échapper à un tel supplice (2)...; 2^o le cachot plus ou moins rigou-

(1) *Conc. de Béziers*, 1216, c. 4. Harduin, VII, 416. — Adde : *Processus inquisitionis*, Vacandard, p. 316. Nous y trouvons toujours, à côté de « *confessiones* », le terme « *depositionem* ». Nous avons vu plus haut le mot « *testium* » englober, dans un même sens, celui d'accusé et de témoin.

(2) Douais, *Inquisition*, p. 170, cite comme référence un texte de David d'Augsbourg : « Qui non profunde adhuc immersus est in heresim, potest aliquando reduci per minas mortis, et si tunc spes detur ei, quod permittatur vivere, si velit confiteri pure errores quos didicit, et alios prodere quos de secta cognoverit. » Preger, *Der tractat des David von Augsburg über die Waldesier*, pp. 48-45. Munich, 1878.

reux... ; 3^o la visite de deux hommes sûrs... ; 4^o la torture. »

Nous n'avons rien de plus à dire sur le premier moyen ; la torture sera étudiée dans un paragraphe spécial. Mais il nous reste à dire quelques mots sur ce que M^{sr} Douais appelle le cachot plus ou moins rigoureux et la visite de deux hommes sûrs.

Lorsqu'en effet l'inquisiteur avait employé, pour obtenir l'aveu, tous les arguments de douceur et les menaces, sans arriver au résultat qu'il cherchait, il ordonnait l'arrestation ou la réincarcération de l'inculpé. On appliquait d'abord au prisonnier un régime assez doux, le traitant et nourrissant bien, pour le convaincre des bons sentiments de son juge, laissant aller à lui les membres de sa famille pour tâcher de le faire céder ; puis on aggravait progressivement la détention ; on la transformait en « *durus carcer et arcta vita* ». Le prisonnier avait alors une cellule plus petite et mal aérée, il était peu nourri (1) et parfois même enchaîné. On espérait ainsi, en affaiblissant ses forces physiques, émousser sa volonté, et, de fait, Bernard Gui nous raconte qu'il a vu souvent des aveux obtenus par ce régime (2), mais il ajoute que

(1) Si autem hoc (confiteri errores) recuset, recludatur in carcere... et sustentetur tenui victu. — Douais, *ibidem*.

(2) Non est aliquantulum relaxandus, sed detinendus per annos plurimos ut vexatio det intellectum, et multociens vidi de aliquibus quod, sic vexati... confessi fuerint. — B. Gui, V, form. 13, p. 302.

l'inquisiteur ne devait y recourir que « lorsque l'inculpé était véhémentement suspect et vraisemblablement coupable d'après des preuves sûres, et que l'inquisiteur s'en était rendu compte » (1).

Parfois, d'ailleurs, cette contrainte ne suffisait pas. L'inquisiteur essayait alors d'un dernier moyen : des agents éprouvés pénétraient dans la cellule du prisonnier pour tâcher de l'amener de confession en confession. Tantôt, ils feignaient d'être de ses amis; détenus et poursuivis comme lui; tantôt, ils le persuadaient des bonnes intentions de l'inquisiteur, en lui conseillant de faire des aveux pour ne pas aggraver son cas (2). Derrière la porte se dissimulaient des témoins, assistés au besoin d'un notaire, qui écoutaient et notaient toutes les réflexions de l'accusé (3). Celui-ci alors, quand on lui remettait sous les yeux, à l'interrogatoire, les déclarations qu'il avait faites dans sa prison, se sentait perdu et avouait tout.

(1) Quando aliquis vehementer suspectus et verisimiliter culpabilis fuerit ex probabilibus conjecturis, et de hoc inquisitoris animus rationabiliter fuerit informatus, et talis obstinatus sit ad confitendum et persistat in negando. — B. Gui, *Practica* V, formule 13, p. 302.

(2) Nec alii accedant, nisi aliquando duo fideles et providi, qui caute quasi compacientes moneant eum ut a morte se liberet et sincere confiteatur quod erravit et in quibus et promittant ei, quod si hæc fecerit, quod tunc possit evadere, ne cremetur. — David d'Augsbourg, cité par Douais, *ibidem*.

(3) Et tunc sit ordinatum, quod stent extra carcerem in loco congruo explorantes eos, auscultantes, et verba colligentes, et si opus fuerit, notarius cum eisdem. — Eymeric, III, *Cautelæ inquisitorum decem contra hæreticorum cavillationes et fraudes*. — *Nona cautela*, page 293.

Certes ces procédés peuvent surprendre et choquent à première vue. Mais on les comprendra en pensant qu'ils étaient employés vis-à-vis de coupables manifestes, dans l'affaire desquels ils n'avaient d'autre but que celui d'obtenir un aveu, par suite une abjuration, et d'éviter ainsi pour eux la peine réservée aux impénitents, l'abandon au bras séculier.

§ II

La torture

Lorsque tous les moyens de douceur ou de contrainte indirecte étaient épuisés sans résultat, l'inquisiteur, ayant de justes motifs de se croire en présence d'un coupable, recourait aux tourments de la question. Mais, avant d'étudier quels furent les cas d'application de la torture et la manière dont elle fut employée, il est bon, semble-t-il, de refaire, en quelques mots, l'histoire de ce mode barbare d'instruction.

Personne ne soutient plus aujourd'hui que la torture ait une origine inquisitoriale. Le fait qu'elle tomba dans les habitudes du moyen âge est dû à deux causes principales : la renaissance du droit romain et l'influence barbare.

Les Romains, en effet, qui ne perdirent jamais ce fonds d'inhumanité, atténué sans doute avec le temps, dont leur droit se ressentit toujours, avaient déjà la question tellement en usage qu'un titre y

est encore consacré dans le *Digeste* de Justinien (1). Pour eux, elle était toujours justifiée, dans les procès roulant sur une question d'ingénuité, ou sur la validité d'un testament, mais surtout dans l'instruction des crimes de lèse-majesté.

Les lois barbares, à leur tour, en continrent de nombreuses mentions, de sorte que, grâce à leur influence, le vieil usage de la question ne tomba pas en complète désuétude ; certains tribunaux l'appliquaient encore, dans les cas graves, et principalement ceux des environs de Paris, à la fin du XII^e siècle, et au commencement du XIII^e. « La cour des bourgeois de Jérusalem... parle de la torture dans deux cas, comme si elle était une voie régulière de preuve... Le Livre de Jostice et de Plet, qui ne mentionne pas la question, y fait du moins une allusion assez claire. Beaumanoir, qu'on citait, faute de l'avoir lu avec assez d'attention, comme ne la connaissant pas ou affectant de l'ignorer, en rapporte, au contraire, un cas précis, à propos d'une femme qui avait vu tuer son seigneur et qui affirmait mensongèrement qu'il avait été mis à mort en se défendant contre des inconnus » (2).

(1) *Digeste* XLVIII, tit. XVII de *quæstionibus*. L. 4. Ulpian : In criminibus eruendis quæstio adhiberi solet — Cf. Code IX, tit. XLI.

(2) Tanon, p. 364. — Donne référence : *Assises de la cour des bourgeois*, ch. CCLXXXV et CCXLIX. Mais bien jugé la raison que celui doit être mis à géhine et doit estre tant abrevé qu'il reconnaisse la vérité. — *Adde.* : Cil juige qui martirent aucun à tort, li martyres de celui qui est livrez à martyre est tost passez, mais li martyres de celui qui le martyre dure tojorz. (*Livre de Jostice et Plet*. L. LVIII, tit. XXIV, § I. — Et sitost comme il (la justice) vout mettre en géhine, ellé reconnut toute la vérité et fu arse. (Beaumanoir, LXIX, n° 16).

L'Eglise, de son côté, n'avait jamais autorisé la torture : le décret de Gratien l'avait même condamnée formellement en disant que « l'aveu ne doit pas être arraché, mais venir spontanément » (1). Saint Augustin, il est vrai, reconnaissait bien comme permis l'emploi de la flagellation ; mais, dans son esprit, elle devait avoir un caractère paternel, ce qui ressort bien d'un texte où il félicite le comte Marcellin de l'avoir administrée et d'avoir évité les autres moyens plus cruels du chevalet et des pinces brûlantes (2).

Défendu devant les tribunaux ecclésiastiques ordinaires, l'usage de la torture finit par être permis dans les affaires d'hérésie. Lorsqu'en effet les clercs, ayant devant les yeux l'exemple de la justice séculière, tirèrent de l'oubli, où il était tombé, le droit romain justifiant la torture dans la poursuite des crimes de lèse-majesté, ils jugèrent que les délits d'hérésie, crimes de lèse-majesté divine, beaucoup plus graves que les attaques contre un pouvoir temporel, devaient à plus forte raison en permettre l'emploi. Mais cette « réforme », si l'on peut employer ce mot, fut faite avec d'importantes restrictions.

C'est Innocent IV qui, dans sa bulle *Ad extir-*

(1) Confessio ergo in talibus non extorqueri debet, sed potius sponte profiteri. — 2, causa XV, 96, cap. I.

(2) Noli perdere paternam patientiam quam in ipsa inquisitione servasti, quando tantorum scelerum confessionem, non extendente equuleo, non fulcantibus ungulis, non urentibus flammis, sed virgarum verberibus eruisti: qui modus coercionis sæpe etiam in judiciis, solet ab episcopis adhiberi. — Décret 4, causa XXIII, q. 5.

panda, du 4 mai 1252, autorisa le premier l'usage de la torture, pour la recherche de l'hérésie (1). Une limite était d'ailleurs tracée, dont l'effet était de restreindre la cruauté des moyens de contrainte : la torture, en effet, ne devait être infligée que *citra membri diminutionem et mortis periculum*. Mais cette restriction, dont nous ne savons pas qu'il y ait eu des exemples de violation, laissait cependant de la marge aux exécuteurs de la loi. Nous n'entrerons pas ici dans la description des divers supplices imaginés contre les inculpés se refusant à avouer spontanément. Ce serait pour nous la cause de longueurs sans rapport avec l'étude juridique que nous poursuivons et nous ne pensons pas que d'ailleurs cet exposé, plutôt répugnant, soit de nature à intéresser (2).

Respectueux des principes de l'Eglise, d'après lesquels celle-ci *horret a sanguine*, Innocent IV n'autorisa pas les inquisiteurs à administrer eux-mêmes la torture. Ils devaient remettre ce soin aux autorités séculières, qui, régulièrement, ne pouvaient pas s'y opposer sans être accusées de mettre obstacle au Saint-Office. L'inquisiteur qui, entraîné par son zèle, oubliait la défense canonique pour aller voir souffrir sa victime, encourait par là même

(1) *Teneatur prætera potestas, seu rector, omnes hæreticos, quos captos habuerit, cogere citra membri diminutionem et mortis periculum tanquam vere latrones et homicidas animarum.* — Ripoll, t. I, 210.

(2) G. Vidal, *Annales de Saint-Louis des Français*, loc. cit., 1905, p. 284-287.

une irrégularité et était suspendu *ipso facto* de ses fonctions jusqu'à ce qu'il ait été purifié.

Cependant, dans certaines villes, les autorités séculières résistèrent; d'autre part, on pouvait craindre que celles-ci fussent ailleurs trop zélées, si elles n'étaient pas surveillées. Enfin, cette introduction de tierces personnes était contraire au secret de la procédure. C'est pourquoi Urbain IV, en 1262, autorisa implicitement les inquisiteurs ou leurs auxiliaires à faire procéder devant eux à la torture, en décidant que, dorénavant, ils pourraient mutuellement se relever de l'irrégularité et de la suspension encourues (1).

Puis, voyant que certains abus étaient commis et qu'en tout cas une affaire si importante ne devait pas être laissée à l'initiative d'un seul juge, Clément V mit une restriction au pouvoir des inquisiteurs. Les canons qu'il prépara sur ce point, et qui furent approuvés au concile de Vienne en 1311, ne furent publiés qu'en 1317 par Jean XXII. D'après eux, l'inquisiteur et l'évêque, avant d'appliquer la torture en tribunal d'inquisition, devaient se consulter mutuellement et ne pouvaient, en l'absence de réponse, prendre de décision que huit jours après la demande d'avis. C'était là

(1) Ut negotium fidei valeatis liberius promovere, vobis, auctoritate præsentium, indulgemus, ut si vos et fratres vestri ordinis socios vestros, excommunicationis sententiam et irregularitatem incurrere aliquibus casibus... contingat..., quia propter injunctum vobis officium ad priores vestros de levi super hoc recurrere non potestis, mutuo vos super his absolvere possitis.
— Urbain IV, 4 août 1262. Ripoll, I, 430.

une sage précaution qui tendait à obtenir plus de modération par le concours de deux volontés, ou tout au moins par le délai de réflexion impartie sous peine de nullité. Toute décision, en effet, prise sans cette consultation ou avant l'expiration du terme fixé devait être de plein droit considérée comme non avenue (1). Malgré les protestations de Bernard Gui, qui aurait désiré pour les inquisiteurs le pouvoir d'administrer la torture « après mûre et sérieuse délibération » (2) et qui n'hésitait pas à déclarer que les bulles de Clément V *Multorum querela* et *Nolentes* devaient être retouchées ou même abrogées (3), « les règles clémentines devinrent et restèrent la loi de l'Eglise » (4).

M. Lea, qui reconnaît ainsi qu'en droit la législation de l'Eglise, quant à la torture, fut empreinte d'une grande prudence, se refuse à admettre qu'elle ait été sanctionnée par les faits. Pour lui, « Bernard Gui, qui dirigeait à cette époque l'inquisition de Toulouse, a trop emphatiquement insisté sur l'utilité de la torture comme moyen de faire parler non

(1) *Duro tamen carceri sive arcto, qui magis ad pœnam quam ad custodiam videatur, vel tormentis exponere illos, aut ad sententiam procedere contra eos, episcopus sine inquisitore, aut inquisitor sine episcopo diocæsano... si sui ad invicem copiam habere valeant, intra octo dierum spatium, postquam se invicem requisierint, non valebit; et si secus præsumptum fuerit, nullum fit et irritum ipso jure.* — Clément, *De hæreticis*, ch. I, *multorum*, § I, *propter quod*.

(2) Bernard Gui, *Practica*, éd. Douais, IV, p. 188.

(3) *Ibid.*, p. 174.

(4) Lea, I, p. 424.

seulement les accusés, mais les témoins, pour que nous puissions mettre en doute sa promptitude à y recourir (1) ». Nous n'admettons pas cette opinion. Que dit, en effet, Bernard Gui ? « L'accusé pourra être mis à la diète, ou parfois dans des prisons, ou aux fers, *vel etiam quæstionari*, ou même être mis à la question d'après l'avis d'experts, selon que l'exigera la nature de l'affaire et la condition de la personne dans le but de découvrir la vérité » (2), et ailleurs : « les hérétiques peuvent même, *per quæstionum tormenta*, au moyen des tourments de la torture, sans qu'il puisse en résulter la perte d'un membre ou la mort, avouer expressément leurs erreurs et accuser d'autres hérétiques » (3). Nous ne voyons pas qu'il y ait là une insistance emphatique, alors qu'au contraire, dans ces deux textes, l'adverbe *etiam* semble bien ne faire regarder la torture que comme un pis aller, un *ultimum subsidium*, dont l'inquisiteur ne devra se servir qu'à bout de ressources et dans des cas déterminés.

C'est aussi l'avis d'Eymeric, qui, comprenant l'importance de la question, s'est efforcé de préciser quand on devra employer la torture, les circonstances qui pourront en justifier l'application et la manière dont elle sera administrée.

(1) *Ibid.*

(2) *Talis arctari seu restringi poterit in dieta, vel alias in carcere seu vinculis, vel etiam quæstionari de consilio peritorum, prout qualitas negotii et personæ conditio exegerit, ut veritas eruatur.* — B. Gui, *Practica*, p. 284.

(3) *Possunt etiam tales hæretici per quæstionum tormenta citra membri diminutionem et mortis periculum... et errores suos expresse fateri et accusare alios hæreticos.* — *Ibid.*, 218.

D'après Eymeric, on peut torturer un homme s'il varie dans ses réponses, car il est alors présumé cacher la vérité qu'il connaît (1) ; ou s'il est atteint de suspicion véhémence, c'est-à-dire quand à une mauvaise réputation se joignent la déposition d'un témoin sérieux (2), ou même, à défaut de témoin, plusieurs indices graves (3), à plus forte raison lorsqu'il y a un témoin et des présomptions accablantes. Mais personne ne peut être torturé lorsqu'il n'a contre lui qu'une mauvaise réputation, un seul témoin, un indice violent ou véhément (4).

Il n'y avait pas d'ailleurs de personnes dispensées de torture : les vieillards, les enfants, les femmes y étaient tous soumis. Mais la restriction *citra mortis periculum* devait nécessairement y faire apporter une atténuation. Les tourments étaient moins durs pour eux, par suite de leur moins grande force vitale.

La torture devait, nous l'avons vu, être ordonnée par une sentence interlocutoire rendue d'accord entre l'inquisiteur et l'évêque, que cet accord fût

(1) Prima regula est, quod si delatus de hæresi reperitur in suis confessionibus vacillans et varius... nam præsumitur quod veritatem quam novit, vult celare. — Eymeric, *Directorium* III, qu. 61, p. 372.

(2) Secunda regula est, quod si quis reperitur de hæresi diffamatus, et cum hoc probatur habere contra se unum testem de scientia, talis quæstionandus est... nam hæc sunt duo indicia vehementia. — *Ibid.*

(3) Tertia regula est, quod si quis reperitur de hæresi diffamatus, et cum hoc probatur contra eum, unum vel plura indicia vehementia aut violenta, talis quæstionandus est. — *Ibid.*

(4) Septima regula est, propter infamiam tantum, aut unum testem de scientia tantum, aut indicium vehemens, vel violentum tantum, nullus quæstionandus est. — *Ibid.*

exprès, ou qu'on pût le supposer obtenu par suite de l'expiration sans réponse du délai de huit jours. Mais cette sentence n'était pas nécessairement mise à exécution : l'accusé qui avouait échappait à la torture ; de même, celui qui faisait appel, et dont le motif était jugé sérieux, obtenait un sursis jusqu'à la décision de la juridiction supérieure.

Lorsqu'il n'y avait ni aveu, ni appel, on procédait à l'administration des supplices. Là encore l'inquisiteur devait agir avec modération. L'accusé était interrogé de nouveau, puis mis en présence des instruments de torture et prévenu qu'il les subirait, s'il ne se rendait à cette dernière tentative. Enfin, lorsque tous les moyens de douceur étaient épuisés, on l'abandonnait au tortionnaire qui devait commencer par les supplices les moins durs.

A la torture assistait un greffier chargé de noter toutes les questions et toutes les réponses (1). Si l'on obtenait un aveu, il devait l'écrire aussitôt, puis les supplices cessaient, et l'accusé était conduit dans une autre salle. Là on lui donnait lecture de ce qu'il avait dit sous l'impression de la douleur, en lui demandant si c'était la vérité (2). S'il ratifiait son aveu, un procès-verbal était dressé,

(1) Et dum hæc fiunt, ... Notarius totum scribat in processum, et quando quæstionatur, de quibus interrogatus, et quomodo respondetur. — Eymeric, III. 314.

(2) Si autem in quæstionibus prodiderit veritatem, scribatur totum in processu, et post quæstiones ducatur ad alium locum, in quo non sit aspectus ad tormenta... et legatur sibi confessio... quam fecit in tormentis et interrogetur etiam diligentius et semel et pluries, quousque veritas habeatur. — *Ibid.*

attestant que la confession s'était produite librement, sans menaces ni contrainte, et ce second aveu avait une réelle valeur légale, c'est-à-dire qu'il pouvait baser une condamnation. Au contraire, le premier, obtenu pendant la torture, était dénué de tout effet. Eymeric enseigne, en effet, que les tourments sont *fallaces et inefficaces* (1), que souvent des coupables nient et des innocents avouent des crimes imaginaires, et qu'ainsi on ne peut donner de valeur à des paroles parfois inconscientes arrachées par la douleur.

M. Lea semble s'étonner de ce que, la plupart du temps, les procès-verbaux ne mentionnent pas que l'aveu a été obtenu après la torture et il en conclut qu'« apparemment, on sentait qu'à en rappeler l'usage, on affaiblissait en quelque mesure la valeur des témoignages obtenus. » (2) On peut lui répondre que, si nous ne trouvons pas de nombreuses allusions à la torture, s'il n'y en a pas une dans le manuscrit de Clermont, c'est peut-être qu'elle fut moins généralement appliquée qu'il ne le croit; mais que de toutes façons on s'explique facilement que, dans les cas où elle a été administrée, il n'en soit pas question. La torture, en effet, était un incident de procédure donnant lieu à une décision interlocutoire spéciale, et, par suite, devait être mentionnée dans un procès-verbal séparé, dont la transcription n'était pas nécessaire sur les registres contenant la marche générale des procès.

(1) Eymeric, III, 314, col. 1.

(2) Lea, I, 424.

D'autre part, le second aveu obtenu dans le calme était si différent du premier que c'était précisément pour bien marquer qu'il n'avait aucun rapport avec celui fait pendant la torture, pour en bien déterminer le caractère volontaire et spontané, que les inquisiteurs ne voulaient pas parler des tourments subis par l'accusé. Ainsi que le fait remarquer M. Tanon (1), « le greffier qui rédigeait la sentence, lorsqu'il relatait les aveux de l'accusé, était beaucoup moins préoccupé de constater les moyens de contrainte à l'aide desquels ils avaient été obtenus que la réitération de ces mêmes aveux, réputés volontaires hors la chambre de torture. »

Lorsque, d'ailleurs, les procès-verbaux parlent de la torture, c'est en montrant bien qu'elle a cessé et que le patient est libre dans son aveu. L'abbé Vidal (2) cite le cas d'un certain Guillem Agassa qui fit un aveu spontané : « *prædicta confessus fuit sponte* », dit le procès-verbal relatant l'aveu, alors que, dans les mots qui précèdent, il est question de torture : *postquam depositus fuit de tormento*. Dans les cas, les plus rares il est vrai, où il est parlé de la torture, les inquisiteurs l'ont fait comme là, en opposant explicitement les deux aveux, le premier obtenu sous les tourments, et l'autre réfléchi et spontané, affirmé comme tel par les accusés eux-mêmes, et ils semblent avoir voulu par ce contraste montrer, au contraire de ce que pense M. Lea, la valeur qu'ils attachaient à ce second aveu.

(1) *Histoire des Tribunaux de l'inquisition*, p. 377.

(2) Vidal, *op. cit.*, 1905, p. 283.

Mais il pouvait arriver aussi que les accusés ne répétassent pas les aveux que la torture leur avait arrachés. En ce cas, ils pouvaient être soumis de nouveau à la question continuée, non renouvelée, a-t-on soin de nous dire. Il y avait cependant une exception, dans le cas où l'on jugeait qu'ils avaient déjà été torturés suffisamment (1). Cette exception était la conséquence logique de la règle qui réputait nul l'aveu obtenu pendant la torture. L'accusé qui, après avoir avoué sous l'impulsion de la douleur, refusait de réitérer son aveu devait être assimilé à celui qui n'avait jamais avoué.

L'inculpé qui refusait de reconnaître ce dont on l'accusait pouvait être soumis à la torture, jusqu'à ce qu'il semblât bon à l'inquisiteur d'arrêter l'épreuve; mais les tourments n'étaient que continués, il n'était permis de les renouveler qu'en présence d'un fait nouveau. On plaçait devant lui tous les instruments de torture, en l'avertissant qu'il les subirait tous, s'il ne voulait pas dévoiler la vérité; on pouvait répéter cette opération plusieurs jours de suite; après quoi, on recommençait l'administration des supplices (2). Si, malgré la torture, l'accusé

(1) *Quod si non perstiterit in prima confessione, immo adhuc negaverit veritatem, et non est decenter quæstionatus poterit... iterum supponi quæstionibus et tormentis, non iterando, sed continuendo... si aut decenter quæstionatus est... libere dimittatur.* — Eymeric, III, 314.

(2) *Quod si, quæstionatus decenter, noluerit fateri veritatem, ponantur alia genera tormentorum coram eo, dicendo quod oportet eum transire per omnia, nisi prodat veritatem; quod si nec sic, poterit ad terrorem vel etiam ad veritatem secunda dies, vel tertia assignari, ad continuendum tormenta, non ad iterandum;*

refusait d'avouer, il pouvait être absous par l'inquisiteur des accusations sur lesquelles avait porté la question, et, si celles-ci étaient seules, il pouvait être mis en liberté (1). C'était d'après sa réputation, d'après la précision, le nombre et la lourdeur des accusations qui pesaient sur lui que l'inquisiteur pouvait apprécier si l'accusé devait être réputé innocent ou coupable, s'il y avait lieu de continuer la torture, d'abandonner l'inculpé comme impénitent au bras séculier, ou au contraire de le rendre à la liberté.

Ainsi, la torture, instrument barbare sans doute, n'avait pas nécessairement pour résultat l'aveu du coupable. Sa durée était pour ainsi dire proportionnelle à la lourdeur des charges, et un accusé innocent devait toujours finir par obtenir gain de cause. Malheureusement, il n'en avait pas moins été supplicié ; mais nous pouvons penser que ces tourments injustes durent être très rares ; nous avons vu, en effet, les circonstances qui devaient se trouver réunies pour justifier l'emploi de la torture ; nous verrons, d'autre part, les peines très sérieuses qui furent appliquées aux faux témoins et durent

quia iterari non debent, nisi novis supervenientibus indiciis contra eum, quia tunc possunt ; sed continueri non prohibentur. — Eymeric, III, 314. col. 1.

(1) *Ubi autem decenter quæstionatus et tormentis expositus, noluerit delegere veritatem, amplius non vexetur, sed abire libere dimittatur ; et si requirat iudices, quod per sententiam expediatur, ei non poterunt denegare ; et tunc feretur sententia, quod de tali crimine, de quo fuit delatus meritis processus diligenter discussis, non invenitur probatum aliquid legitime contra eum. — Eymeric, III, 314.*

les écarter, de telle sorte que, toutes les garanties ayant été prises, il ne restait guère que la part d'erreurs inhérentes à toute justice humaine. La torture, comme les moyens physiques d'instruction, était certes d'une civilisation peu avancée, mais elle était dans les mœurs du moyen âge et nous devons, pour la juger, nous remettre dans l'état d'esprit du XIII^e siècle : « Au temps où l'inquisition était en vigueur, au temps où elle était possible et même reconnue nécessaire, est-il étonnant que l'on ait estimé que la torture était un moyen excellent de chercher la vérité en justice ? L'une et l'autre de ces institutions paraissaient naturelles. On se contentait de stigmatiser les abus qui se glissaient dans le fonctionnement de rouages si délicats, si faciles à fausser. Nous, nous avons le tort de confondre l'abus avec l'institution elle-même » (1).

(1) Vidal, *op. cit.*, 1905, p. 287.

CHAPITRE III

LA PREUVE

La poursuite inquisitoriale, comme toute procédure pénale, avait pour point de départ un soupçon plus ou moins précis, plus ou moins fondé, qu'il allait s'agir de transformer en une certitude absolue.

Ce que recherchait surtout l'inquisiteur, c'était cette preuve simple et parfaite qu'est l'aveu ; mais il pouvait arriver que l'inculpé refusât de reconnaître ses torts. Dans ce cas, comment le juge allait-il le distinguer de celui qui, se sentant innocent, s'opposait, lui aussi, à avouer un délit, qu'il n'avait pas commis ?

C'est alors qu'il fallait admettre, comme moyens de preuve subsidiaires, les dépositions des témoins ou certaines présomptions résultant des circonstances de la cause, ainsi que cela se fait encore aujourd'hui.

Les témoignages étant les plus usités et les plus importants de ces modes de preuve, c'est à eux principalement que nous nous attacherons, en exposant successivement la réception des dépositions et leur communication à l'accusé. Les présomptions seront étudiées ensuite, lorsque nous rechercherons quand la preuve était réputée suffisante et ce qui arrivait lorsqu'elle ne l'était pas.

§ I

Réception des témoignages

L'inquisition, et c'est là un des points qui caractérisèrent sa procédure, n'admit jamais qu'il y eût des personnes dont on ne dût pas écouter les témoignages. Avant elle, la loi romaine rejetait les dépositions de toute une classe de citoyens, qu'elle rangeait sous le titre dégradant d'infâmes. Plus tard, les fausses décrétales prescrivirent qu'aucun homme ne pourrait être entendu comme accusateur, s'il était voleur, adultère, homicide ou hérétique. De nos jours, enfin, notre code distingue parmi les témoins ceux qui déposent sous serment et ceux, ayant perdu ce droit par des condamnations ou étant suspects de partialité, qui ne peuvent être entendus qu'à titre de renseignements. L'inquisition, au contraire, admit qu'en matière d'hérésie tout le monde pût porter témoignage devant son tribunal.

Un règlement, promulgué en 1244 par le concile de Narbonne, dit, en effet, que, « à cause de l'énormité du crime d'hérésie, on doit admettre, pour convaincre les accusés, le témoignage des malfaiteurs, des infâmes et même des complices, c'est-à-dire ici des coreligionnaires » (1). Mais ces dépo-

(1) Quoniam in hujusmodi crimine, propter ipsius enormitatem, omnes criminosi et infames et criminis etiam participes ad accusationem vel testimonium admittantur. — *Conc. Narbonne, 1244, c. 24. Harduin, VII, 256.*

sitions ne devaient être admises qu'à défaut d'autres preuves, et à condition d'être rendues vraisemblables par leur nombre ou par d'autres circonstances, ainsi que l'avait décidé Alexandre IV, le 23 janvier 1261, dans sa bulle *Consuluit* (1), incorporée plus tard dans le droit canon.

A côté des témoins infâmes, des personnes que l'on ne peut jamais écouter sous serment, notre législation en distingue d'autres, qui, capables de témoigner en général, sont absolument privées de ce droit dans certains cas déterminés et peuvent être reprochées. Ce sont celles que des liens de domesticité, de parenté ou d'alliance unissent à l'accusé. L'inquisition n'a pas connu cette distinction. Pour elle, quand la femme, l'enfant ou le serviteur d'un inculpé venait déposer contre lui, leurs témoignages étaient admis sans difficulté et considérés comme probants (2).

Certes, il peut sembler étrange, avec nos idées modernes, que l'on ait ainsi admis à témoigner des infâmes, ou des parents, les uns contre les autres. Nous n'essaierons pas de défendre cette règle, que nous estimons aussi très critiquable et contraire à la saine impartialité des témoins ; mais nous compre-

(1) *Concedimus ut in negotio inquisitionis hæreticæ pravitatis, excommunicati et participes, vel socii criminis ad testimonium admittantur : Præsertim in probationum aliarum defectum contra hæreticos, credentes, fautores, receptatores, et defensores eorum si ex verisimilibus conjecturis, et ex numero testium aut personarum tam deponentium quam eorum contra quos deponitur, qualitate ac aliis circumstantiis sic testificantes falsa non dicere præsumantur.* — *Sexte V*, II, cap. 5, *in fidei favorem*.

(2) Eymeric, III, quest. 70, col. 1

nons qu'elle ait été admise au moyen âge, dans les procès d'hérésie ; car, ainsi que le fait remarquer M^{er} Douais, « les hérétiques avaient des pratiques secrètes ; volontiers, ils se cachaient ; ils usaient de tous les expédients possibles pour échapper aux poursuites ; ils se cachaient et dissimulaient leurs pratiques... Il fallait de toute nécessité, cependant, les faire sortir du mystère dans lequel ils s'enfermaient obstinément. » (1) Ici encore, il ne faut pas séparer l'institution des circonstances, qui l'ont fait naître.

Nous avons vu, plus haut, que tous les hommes depuis 14 ans et les femmes depuis 12 ans étaient astreints à dénoncer les hérétiques (2). Les procès-verbaux n'ayant que très rarement mentionné l'âge des témoins, c'est sur cette règle que nous devons nous appuyer pour décider que probablement ce dut être l'âge minimum requis pour être capable de déposer en justice. M. Tanon, cependant, dit avoir rencontré un cas où il est question, à Montségur, d'un enfant de dix ans admis à déposer contre son père, sa sœur et un grand nombre d'autres personnes (3). Mais il est difficile d'admettre que de tels exemples aient été nombreux.

L'importance des témoins à charge était d'autant plus grande qu'en général l'accusé n'était pas admis à produire des témoignages, pour se justifier.

(1) Douais, *Inquisition*, page 177.

(2) Cf. supra. — Adde *Concile Toulouse*, 1229, c. 12. Harduin, VII, 178.

(3) Tanon, 387. — Cf. Doat, XXII, f° 237 et s.

L'inquisiteur en effet, était censé examiner du même coup les deux côtés de la question, et d'ailleurs ceux qui auraient consenti à déposer en faveur d'un hérétique ne l'auraient pu faire sans danger, pour eux-mêmes, d'être soupçonnés d'hérésie. Nous avons cependant des exemples de ces témoins à décharge. M. Molinier a relevé dans les registres de l'inquisition de Carcassonne, de 1249 à 1258, deux cas où l'accusé fut admis à en faire entendre (1).

Cette restriction, mise ainsi à la facilité de la défense, n'avait pas toutes les conséquences désastreuses que l'on pourrait croire. Les témoignages accusateurs pouvaient être en effet écartés en certains cas, et leur fausseté était sévèrement punie. Lorsqu'au moment de sa comparution, on donnait à l'accusé communication des charges relevées contre lui, on lui demandait s'il avait des ennemis, quels ils étaient, et quel était le motif de cette inimitié (2). Cette question était toujours posée à l'inculpé, et on lui laissait parfois un certain temps pour y répondre (3). Celui-ci, sans savoir d'ailleurs le nom des témoins, qui motivaient la poursuite, mais connaissant leur déposition, devait donc rechercher tous ceux qui avaient intérêt à sa perte et en révé-

(1) Molinier, *Inquisition dans le Midi de la France*, page 346. Donne référence : *Manuscrit de Clermont*, 1^a pars, f^o 24 B, 25 A et f^o 19 B.

(2) Molinier, *ibid.*, page 351. — Item, requisitus, dixit quod habebat inimicos, videlicet... Saurina est inimica sua, quia ipsa dicebat quod habuerat rem cum filia sua. — 1^a pars, f^o 17 A.

(3) Molinier, *ibid.* — Item, requisiti si habent inimicos, dixerunt quod sic, et illos nominabunt ad diem sibi assignatam. — *Affaire Gili*, 1^a pars, f^o 24 B.

ler les noms à l'inquisiteur. S'il désignait ainsi ses accusateurs, leurs témoignages étaient réputés nonavenus. Le concile de Béziers avait décidé que seules les inimitiés capitales pourraient faire exclure les témoins et que les autres seraient simplement de nature à diminuer la force probante de leurs dépositions (1). On s'inspira de cette seconde règle pour étendre les cas de non-recevabilité des témoignages, et on considéra comme pouvant les vicier un grand nombre de circonstances qui supposaient simplement une violente animosité contre l'accusé. Pegna, qui en donne une énumération doctrinale, déclare que les injures graves suffisent, par exemple traiter un homme de *cornulus*, ou une femme de *meretrix* (2). Grâce à cette extension, le nombre des témoins reprochables devint très grand. Eymeric, d'ailleurs, décide que ce n'est pas seulement l'inculpé qui peut écarter ses accusateurs, mais que l'inquisiteur doit essayer de se rendre compte de leur moralité et écarter ceux qui sont inspirés par la haine (3).

Les témoins dont la déposition méritait d'être retenue ne pouvaient se refuser à répondre aux

(1) Illis tantum exceptionibus fidem testium evacuantibus in totum, quæ non ex zelo justiciæ, sed de inalignitatis fomité procedere videantur, ut sunt conspirationes et inimicitie capitales. Alia vero crimina, etsi debilitent, non repellunt. — *Concile de Béziers*, 1245, c. 13. Harduin, VII, 418.

(2) Pegna, in Eymeric, III, quest. 67, cõm. 123, p. 236.

(3) Debent etiam inquisitores per se inquirere, de inimicitia testium, cum is, contra quem inquiritur de talibus nequeat divinare quid quisque dicit. — Eymeric, III, quest. 67, p. 377.

questions posées par l'inquisiteur. Ils étaient, en effet, censés connaître la vérité et s'opposer à son triomphe. On pouvait alors leur appliquer la torture ; de même s'il y avait dans leurs réponses des hésitations, des variations importantes, ou lorsque l'inquisiteur avait de justes motifs de se croire trompé (1).

Malheur alors à ceux qui seraient reconnus avoir voulu cacher la vérité, soit en innocentant des coupables, soit, le plus souvent, en accusant des innocents. La punition réservée aux faux témoins était, en effet, très grave ; elle était, il est vrai, laissée au pouvoir discrétionnaire des inquisiteurs, mais, le plus souvent, elle se composait de deux peines : l'une infamante, l'autre afflictive. On découpait, en forme de langues, quatre morceaux d'étoffe et le coupable était condamné à les porter toute sa vie, deux sur le dos et deux sur la poitrine. Le dimanche, pendant le service divin, on l'exposait sur des tréteaux au mépris des fidèles devant la porte de l'église. Puis venait la peine afflictive pour laquelle, en général, la règle du talion s'appliquait. Le coupable était condamné le plus souvent à la prison et, parfois même, lorsque sa déposition avait été le résultat d'une subornation, le châtiment était aggravé. Bernard Gui nous a laissé une formule de condamnation où le faux témoin est condamné à la prison perpétuelle, au pain

(1) Hoc est de jure communi, ut testes possunt torqueri, et etiam si falsi deprehensi fuerint, puniri. — Eymeric, III, quest. 73, page 377, col. 2.

et à l'eau, avec des chaînes aux mains et aux pieds, la vie seule lui étant laissée par miséricorde (1).

Certes, c'étaient là des peines très redoutables, mais on ne peut qu'approuver l'inquisition de les avoir édictées. La crainte d'un châtimement aussi grave dut écarter les dépositions fausses, inspirées par la haine, et corriger heureusement la latitude parfois trop grande qui était laissée dans l'admission des témoins.

§ II

Communication des dépositions

Nous avons vu qu'au début de l'interrogatoire on communiquait à l'accusé les dépositions motivant la poursuite. Mais on se gardait bien de lui donner en même temps connaissance du nom de ses accusateurs. Le document publié en 1883 par M. Tardif, et rapporté par M. l'abbé Vacandard, à la fin de son ouvrage, dit en effet (2) : « Nous ne sortons

(1) *Forma sententiæ contra aliquem falsum testem, qui malitiose contra aliquem vel aliquos innocentes falso deposuit, volens eos involvere in crimine hæreticæ pravitatis... Prædictum N falsum testem seu delatorem ad perpetuam muri carcerem in hiis scriptis per definitivam sententiam condempnamus, in quo sub vinculis ferreis in pane doloris et aqua angustiae, quandiu vixerit, agat pœnitentiam de commissis, solam vitam eidem ex misericordia relinquentes.* — Gui, III, form. 17, p. 105. Cette formule contient aussi la description des langues rouges.

(2) *Neque a juris ordine deviamus, nisi quod testium non publicamus nomina propter ordinationem sedis apostolicæ sub domino Gregorio (nono) provide factam et ab Innocentio (quarto).* — *Processus inquisitoris*, Vacandard, 317.

pas des règles ordinaires du droit, si ce n'est lorsque nous ne publions pas les noms des témoins, en exécution de l'ordre sage reçu du siège apostolique, sous le pontificat de Grégoire IX, puis d'Innocent IV » (1). Ce manuel, qui fut un des premiers destinés aux inquisiteurs, nous donne ainsi la règle qui fut en vigueur dans les débuts de la poursuite de l'hérésie.

La raison en était que souvent se produisaient des représailles et que les hérétiques étaient vengés par la mort de leurs dénonciateurs (2). C'est pourquoi, lorsqu'il incorpora dans le droit canonique la règle de taire les noms, Boniface VIII engagea à faire exception, toutes les fois que l'on pourrait le faire sans danger : « Le péril cessant, on publiera le nom des accusateurs et des témoins comme dans les autres affaires. D'ailleurs, dans tout cela, nous ordonnons aux évêques et inquisiteurs d'être de bonne foi, afin de ne pas dire qu'il y a un danger quand il n'y en pas, dans le but de taire les noms » (3).

(1) Sane volumus ut nomina tam accusantium pravitatem hæreticam quam testificantium super ea nullatenus publicentur. — Innocent IV, *Cum negotium*, 9 mars 1254. Ripoll, I, 241.

(2) Quia tamen testibus super hoc deponentibus, propter personarum potentiam contra quas est inquirendum, timetur posse imminere mortis periculum, si contingat fieri publicationem nominum eorundem. — Gui, IV, 189.

(3) Cessante vero periculo supradicto, accusatorum et testium nomina (prout in aliis fit judiciis) publicentur. Ceterum in his omnibus præcipimus, tam episcopos quam inquisitores puram et providam intentionem habere, ne ad accusatorum vel testium nomina supprimenda, ubi est securitas, periculum esse dicant. — *Sexte, De hæreticis*, 20.

Mais Eymeric nous dit que les cas où il n'y a pas de danger sont rares, que le péril est déjà grand quand l'accusé est puissant et riche, mais qu'il l'est encore plus quand l'accusé est pauvre. Dans ce cas, en effet, ses amis n'ont rien à perdre en essayant de le venger (1).

Certaines améliorations furent apportées, dans la pratique, à cette règle sévère. Parfois, on donnait à l'accusé une liste contenant le nom des témoins, mais sans qu'on pût leur attribuer positivement à chacun sa déposition. Parfois, on lui présentait cette même liste, mais on y ajoutait d'autres noms pour compliquer. Dans tous ces cas, le droit de récusation de l'inculpé était facilité, mais sans que cependant ces améliorations partielles fussent d'une grande utilité.

Il ne pouvait, d'ailleurs, non plus être question de confrontation, car ç'aurait été indiquer les témoins et leurs dépositions. Cette mise de l'accusateur en présence de l'accusé ne devenait possible que lorsque l'inquisiteur croyait avoir en face de lui, non plus des témoins, mais plutôt des complices de l'inculpé.

(1) *Nam est potentia generis, seu familiæ ; est potentia pecuniæ, est etiam potentia malitiæ. De certo rarissime est, quin grave periculum immineat testibus, si eorum eis contra quos deponunt, nomina publicentur... Majus enim est periculum, nomina testium publicare alicui delato pauperi, habenti in malis complices rebelles et homicidas, qui nihil habent nisi personam, quam generoso vel diviti in temporalibus abundantibus* — Eymeric, III, quest. 75, p. 378, c. 2.

Le résultat de cette dissimulation des noms pouvait être de décharger les témoins de toute responsabilité et de donner ainsi un stimulant à la délation et à la satisfaction de rancunes personnelles ; ce pouvait être d'ouvrir ainsi la porte à toutes les calomnies. Il ne faut pas cependant s'exagérer la gravité de cette règle, car là encore les précautions avaient été prises : lorsqu'il interrogeait un témoin, l'inquisiteur lui rappelait toujours les peines attachées au parjure et l'obligeait d'avance à déclarer qu'il s'y soumettait ; il devait, d'ailleurs, peser lui-même la moralité des accusateurs, comparer leurs dépositions et tâcher de démêler les contradictions et les mensonges qui pouvaient s'y rencontrer. De plus, la non-révélation des noms avait aussi moins d'importance par suite du droit de récusation appartenant à l'accusé, droit qu'il aurait exercé, plus facilement sans doute, en connaissant ses accusateurs, mais qu'il pouvait mettre en pratique sans cela ; par suite de la communication des noms et témoignages qui devait être faite par l'évêque à l'inquisiteur et réciproquement, lorsqu'il y avait danger de les faire connaître à l'accusé (1) ; par suite de la présence au délibéré précédant la sentence d'experts, jurisconsultes ou autres, chargés de vérifier les dépositions et d'en apprécier la valeur ; par suite enfin des peines que nous avons vues appliquées aux faux témoins.

(1) *Ipsorum nomina non publice, sed secreto coram diocesano episcopo, vel eo absente ipsius vicario quando inquisitores procedunt ; quando vero procedit episcopus, coram inquisitoribus, si haberi commode possit copia eorumdem. — Sexte V, II, 20.*

§ III

Degré de preuve nécessaire. — Purgation canonique

A défaut de l'aveu, on ne pouvait prononcer de condamnation, sans avoir des preuves claires et évidentes de la culpabilité (1).

Il était généralement admis que la concordance de deux témoignages suffisait pour perdre un homme de bonne réputation. Cependant, si l'on ne trouvait pas deux témoins qui pussent affirmer le même fait, il suffisait, d'après l'évêque d'Albano, qu'ils s'accordassent sur la substance des choses (2). Aussi, décidait-on qu'une condamnation était justifiée par deux dépositions affirmant chacune des faits différents, mais connexes.

Gui Foulques, qui devint pape sous le nom de Clément IV, estime que plus de deux témoins sont quelquefois utiles, sinon nécessaires (3); c'est aussi l'avis d'Eymeric, pour lequel « les preuves, en

(1) Ad nullius vero condemnationem, sine lucidis et apertis probationibus vel confessione propria processimus, nec, dante Domino, procedemus. — *Processus inquisitionis*, Vacandard, 321.

(2) Quando vero testes singulâres sunt in dictis, concordant autem in substantia, vel in specie rei, relinquitur inquisitorum arbitrio ut si quis eis secundum Deum videbitur, sic procedant, maxime si fama consentit et fides deponentium. — Tanon, 388. Donne référence, *Consultation de l'évêque d'Albano*, Doat, XXI, fo 5.

(3) Ideoque non crederem tutum ad vocem duorum testium hominem bonæ opinionis damnare, licet videar contra jus dicere. — Tanon, 387, donne référence, Doat, XXXVI, qu. 15.

matière d'accusation d'hérésie, doivent être plus claires que la lumière » (1).

Lorsque la preuve testimoniale n'était pas suffisamment faite pour justifier une condamnation et que, d'autre part, on avait des présomptions sérieuses contre l'accusé, quelle attitude allait prendre l'Eglise? Elle subit ici, comme à propos de la torture, l'influence du milieu.

Dans le droit barbare, en effet, l'accusé était tenu de prouver son innocence; et il le pouvait de deux façons, soit en s'en remettant au jugement de Dieu, soit en jurant, avec l'appui de cojureurs, qu'il était innocent. Or, comme le fait remarquer M. Paul Fournier, « il était impossible que l'Eglise se trouvât en contact avec les barbares, sans que leurs institutions exerçassent quelque influence sur son droit » (2).

Des deux modes de preuves qui lui étaient ainsi proposés, l'Eglise n'admit que le second; elle condamna toujours les épreuves du jugement de Dieu et du duel judiciaire (3), et, si elle finit par admettre

(1) Tamen de juris æquitate non videtur in hoc crimine duos sufficere, tum propter criminis immanitatem; in criminibus enim probationes debent esse luce clariores. — Eymeric, III, p. 377.

(2) Paul Fournier. — *Les officialités au Moyen Age*, in-8°, Paris, Plon et C^{ie}, 1880, p. 263.

(3) Cum tua fraternitas duxerit sedem apostolicam consulendam. utrum super ecclesiarum possessionibus duella debeant sustineri; tuæ duximus sollicitudini respondendum quod in eo casu, vel aliis etiam, hoc non debes aliquatenus tolerare — *Decretales*, V, 35, *de purgatione vulgari*, I. — La raison en est donnée dans une glose: Hæc purgatio ab ecclesia reprobat, cum Deum potius tentare videatur.

la purgation par le serment, c'est qu'elle y fut amenée par ce principe chrétien qu'il ne faut pas en vain attester le nom de Dieu, pour rendre ce dernier en quelque sorte complice d'un mensonge.

On créa, suivant l'intensité de l'accusation, trois modes de suspicion, violente, véhémence et légère; mais on ne les définit pas, laissant à l'inquisiteur le soin de classer les différents cas. Saint Raymond de Pénafort nous a cependant montré des exemples de ces divers degrés de suspicion (1) : « Sont suspects ceux qui ont assisté aux prédications des hérétiques, qui ont prié avec eux, qui leur ont donné le baiser, qui ont cru que ces hérétiques étaient de bons hommes... Sont simplement suspects ceux qui n'ont prié ou n'ont fait quelque-une de ces choses qu'une seule fois. S'ils ont assisté aux prédications, ont prié ou ont accompli un de ces actes plusieurs fois, on peut dire qu'ils sont véhémentement suspects. S'ils ont fait toutes ces choses plusieurs fois, ils peuvent être regardés comme très véhémentement suspects; et nous disons tout cela, afin qu'un juge prudent puisse modérer ou aggraver la purgation, selon qu'il le jugera plus utile. »

Quand la suspicion était très véhémence (ou violente), elle équivalait à une preuve, et Eymeric considérait que la condamnation devait être la même que pour un hérétique convaincu. Dans ce cas,

(1) Saint Raymond de Pénafort, *Directoire à l'usage des inquisiteurs*, dans Douais, *Inquisition*, page 276.

l'accusé était obligé d'abjurer l'hérésie et de s'engager à exécuter la sentence ; s'il y consentait, il était mis en prison jusqu'à sa mort ; sinon, il était livré au bras séculier comme impénitent.

Aux cas de suspicions véhémence et légère, l'accusé pouvait être admis à affirmer son innocence ; il le faisait à l'aide de cojureurs devant appartenir à la même classe que lui, et dont le nombre variait au gré de l'inquisiteur, suivant la gravité de la suspicion. Ceux-ci devaient jurer que l'inculpé était innocent et que son serment d'exculpation était véridique (1). Cette formalité accomplie, l'inculpé n'était pas cependant indemne. Tout le rôle de la purgation était, en effet, d'empêcher la preuve d'être complète ; celle-ci l'eût été, et la condamnation encourue pour crime d'hérésie aurait été prononcée, au cas de refus de prêter ce serment. La purgation n'empêchait pas l'inculpé d'avoir une mauvaise réputation, d'avoir accompli certains actes insuffisants, sans doute, pour entraîner la prison perpétuelle, mais blâmables et punissables. C'est pourquoi l'inculpé devait abjurer une hérésie pour laquelle il paraissait avoir eu des sympathies, et restait frappé d'infamie. De plus, une pénitence légère lui était imposée, basée sur la gravité des faits reprochés, mais jamais il ne pouvait être condamné, au maximum, qu'à la prison temporaire. En

(1) *Ergo talis juro per Deum, et hæc sancta quatuor evangelia quæ in manibus meis teneo, me firmiter credere quod talis non fuit nec est... hæreticus vel credens eorum erroribus ; et credo firmiter eum in hoc verum jurasse.* — Saint Raymond de Pénafort, *loc. cit.*, p. 283.

infligeant une peine à cette sorte de demi-coupable, l'Eglise voulait obtenir son amendement.

Si, après avoir prêté serment à l'aide de cojureurs, l'accusé tombait dans l'hérésie, la première accusation revivait en quelque sorte pour faire aggraver la peine. Celle-ci était simplement augmentée au cas de suspicion légère. Mais, s'il y avait eu suspicion véhémence, l'inculpé ayant une fois trompé ses juges devait être considéré comme relaps et livré au bras séculier. Ainsi l'avait décidé Alexandre IV, le 10 janvier 1260, dans sa bulle *Quod super nonnullis* (1).

Le serment exigé pour la purgation canonique devait être porté dans le délai d'un an à partir du jour où l'inquisiteur avait décidé d'y soumettre l'inculpé. S'il ne l'était pas, si l'accusé ne trouvait pas de cojureurs ou n'en trouvait pas assez, son innocence était par là même présumée douteuse et la suspicion légère ou véhémence se changeait aussitôt en suspicion violente devant entraîner la condamnation du suspect comme hérétique (2). Sa

(1) *Accusatus de hæresi vel suspectus, contra quem de hoc crimini magna et vehemens suspicio orta erat, si hæresim in judicio abjuravit, et postea committit in ipsa, censeri debet, quodam juris fictione relapsus; licet ante abjuracionem suam hæresis crimen plene probatum non fuerit contra ipsum... Si autem levis et modica suspicio illa erit, quantum ex hoc sit gravius puniendus, non tamen debet in hæresim relapsorum pœna puniri.* — *Sexte, de hæret.* 8. *Accusatus.* Alexandre IV, 10 janvier 1260, *Quod super nonnullis*. Ripoll, I, 388.

(2) *Nisi propriam innocentiam congrua purgatione monstraverint, tanquam infames et banniti ab omnibus habeantur; quod si sic per annum manserint, ex tunc eos sicut hæreticos condemnamus.* — *Const. Fred. imperatoris*, I, 5, in fine.

seule ressource était alors d'abjurer ses erreurs, afin d'éviter l'abandon au bras séculier comme impénitent, mais la prison perpétuelle devait être prononcée.

CHAPITRE IV

LA DÉFENSE

Jusqu'ici, nous avons étudié comment s'établissait et se prouvait l'accusation. Nous avons montré tout ce qui était réuni contre l'inculpé, en recherchant cependant si quelque garantie ne lui était pas accordée. Ne lui fut-il pas possible de se faire aider dans sa défense? N'eut-il pas aussi certaines voies de recours? Telles sont les deux questions qu'il nous faut maintenant résoudre.

§ I

L'Avocat

Lorsque l'accusé avait avoué, il n'était plus pour lui question de défense. En effet, on ne concevait pas celle-ci, au XIII^e siècle, comme un simple exposé des circonstances atténuantes, mais plutôt comme une discussion quant au fond de l'objet de la poursuite. Si, au contraire, il ne reconnaissait pas ce dont on l'accusait, c'est alors qu'il lui était utile de combattre les témoignages invoqués contre lui.

En 1246, le concile de Béziers avait décidé que l'accusé aurait toute faculté de se défendre, y compris les délais nécessaires, l'admission des excep-

tions et le droit de réponse (1). Mais cette défense, que l'on ne pouvait lui refuser, il devait la présenter lui-même, sans pouvoir se faire assister par un avocat; à vrai dire, la question ne se posait même pas. Dès 1184, en effet, il avait été défendu par le concile de Vérone d'aider les hérétiques, de quelque façon que ce fût. Innocent III ne fit qu'appliquer cette règle, lorsqu'il décida, en 1205, dans sa bulle *Si adversus nos*, que les avocats et greffiers ne pourraient prêter leur concours aux hérétiques avérés et aux fauteurs d'hérésie (2). On étendit vite cette constitution aux simples suspects, considérant comme fauteurs les avocats qui se hasarderaient à les défendre.

Cette disposition avait sa source « dans cette opinion que, difficilement, l'avocat ne partage pas les principes de son client. Défendre un hérétique, c'eût été être hérétique soi-même, car on ne voyait pas, comme nous, dans toute cause quelle qu'elle soit, le simple thème d'une plaidoirie éloquente » (3). Peut-être, d'ailleurs, aujourd'hui, est-on allé trop loin dans la liberté laissée à l'avocat. N'est-il pas

(1) *Ac datis dilationibus, et defendendi facultate concessa, benigne admittatis exceptiones et replicationes legitimas eorumdem.* — *Conc. Béziers*, 1246, c. 8. Harduin, VII, 419.

(2) *Vobis advocatis et scrinariis firmiter inhibemus ne hæreticis, credentibus, fautoribus vel defensoribus eorumdem, in aliquo præstetis auxilium, consilium, vel favorem. nec eis in causis vel in factis, vel aliquibus litigantibus sub eorum examine vestrum patrocinium præbeatis, et pro ipsis publica instrumenta vel scripta facere nullatenus attentetis.* — *Decretales*, V, 7, *de hæreticis*, II.

(3) Douais, *Inquisition*, p. 183.

répugnant, au point de vue moral, de voir un homme, ne doutant pas de la culpabilité de son client et du peu d'intérêt qu'il mérite, aller, pour obtenir un acquittement, jusqu'à s'en remettre non pas à la bienveillance, mais à la justice du jury ?

Plus tard, cependant, on admit que les accusés pourraient obtenir un défenseur ; mais ils devaient le demander, et on ne chargeait pas de cette mission n'importe quelle personne. D'après EymERIC (1), l'avocat devait être honnête, observateur de la légalité, il devait connaître le droit civil et canon et être zélé pour la défense de la foi. Il n'était accordé que « conformément au droit et selon la pratique du tribunal de l'inquisition » (2), c'est-à-dire qu'il devait se borner à conseiller à l'accusé de ne pas persister dans ses erreurs et d'avouer. Certes, le juge qui nommait cet avocat pouvait paraître plein d'ironie, se créant ainsi plutôt un aide qu'un adversaire. Mais « est-il bien sûr, comme le fait remarquer M. Vidal, que Fournier n'ait pas prétendu rendre à cet accusé un service considérable, en le faisant convaincre par un homme compétent du mauvais état de sa cause et de la néces-

(1) *Defensiones juris sunt ei concedendæ, et nullatenus denegandæ. Et sic concedetur sibi advocatus probus tamen et de legalitate non suspectus vir utriusque juris peritus et fidei zelator.* — EymERIC, III, p. 296.

(2) *Et etiam quod si vult habere advocatum seu advocatos, quod ipse dabit ei et concedet illos quos habere voluerit, juxta juris formam ac stylum et usum officii inquisitionis.* — Ces derniers mots sont expliqués dans la suite du texte. Vidal, *loc. cit.*, p. 299, renvoie à : *Registre de l'évêque Jacques Fournier*, f° 179 D.

sité d'un aveu, pour éviter une sentence fatale ? Qui sait même si ce n'est pas l'aveu qui a, de fait, provoqué la mitigation de la sentence » (1) ? Ce n'est plus, à coup sûr, le sens du mot avocat tel que nous l'entendons aujourd'hui, mais on doit, en tout cas, lui donner celui d'homme de bon conseil.

M^{er} Douais va plus loin ; pour lui, l'avocat pouvait être admis à prendre la défense de son client, mais il devait présenter ses observations à l'inquisiteur ou à l'évêque de vive voix ou par écrit ; il n'y avait pas de débats publics (2). Nous ne pouvons admettre cette opinion. Le texte de Boniface VIII (3), sur lequel elle s'appuie, nous disant simplement que l'on devait procéder sans l'apparat ordinaire des jugements, mais non que les avocats étaient admis à se présenter officieusement devant le juge, il ne nous est pas permis d'admettre, sans texte formel, une dérogation aussi grande aux principes posés, tout au moins en ce qui concerne la période principale du tribunal d'inquisition.

Plus tard, cependant, au xvi^e siècle, Pegna (4)

(1) Vidal, *ibidem*.

(2) Douais, *Inquisition*, p. 184.

(3) Concedimus, quod in inquisitionis hæreticæ pravitatis negotio procedi possit simpliciter et de plano, et absque advocatorum ac judiciorum strepitu et figura. — *Sexte* V, II, c. 20, *statuta*.

(4) Quoties id est dubium, id est cum nondum est exploratum, an verba vel facta alicui objecta, sunt hæretica manifestamve hæresim sapientia... tunc enim advocare licebit, seu patrocinium reis præstare. — Pegna, in Eymeric, II^a pars, com. 7, p. 36.

admit la possibilité d'une défense effective, mais seulement pour le cas où l'accusé n'était pas véritablement reconnu hérétique. Le terme *patrocinium* semble bien, en effet, avoir un sens plus complexe que celui de bon conseil et comprendre aussi l'idée de protection, de justification, c'est-à-dire de défense, telle que nous l'entendons aujourd'hui.

§ II

Voies de recours

Dans une procédure où l'inquisiteur était, pour ainsi dire, tout à la fois juge et partie, et dans laquelle des pouvoirs presque sans bornes lui étaient reconnus, on pouvait craindre qu'il y eût certaines poursuites basées sur des sentiments d'inimitié personnelle, ou que toutes les formes de droit ne fussent pas respectées. Contre le premier danger, l'accusé était protégé par son droit de récusation ; contre le second, par l'appel ; contre tous deux, par le contrôle que s'était réservé le pape sur les actes de ses subordonnés et par le droit d'évocation du Saint-Siège, qui en était la conséquence.

I

Lorsque l'accusé craignait que, pour des motifs personnels, son juge fût susceptible de partialité, lorsqu'il le voyait, de parti pris, mettre des obs-

tacles à sa défense, il pouvait refuser de se soumettre à sa juridiction (1).

L'inquisiteur n'avait que deux moyens de se soustraire à cette récusation; l'un antérieur et l'autre postérieur à celle-ci. Si, d'après ses rapports avec l'inculpé, d'après l'attitude de celui-ci à l'interrogatoire, il prévoyait qu'il allait être récusé pour une cause sérieuse, il cédait tous ses pouvoirs à son auxiliaire, et alors il n'était plus question pour sa juridiction d'être contestée; celle de son délégué ne pouvait pas l'être non plus, sous peine pour le prévenu d'être présumé y mettre du parti pris. Si celui-ci, d'ailleurs, avait à se plaindre des procédés de son nouveau juge, la voie de l'appel lui restait ouverte.

Si la récusation était faite et que l'inquisiteur y voyait une juste cause, s'il s'agissait d'une faute réparable, comme le refus illégal de la défense, il n'avait qu'à recommencer sa procédure; sinon il confiait l'affaire à son vicaire.

Mais, quand l'accusé donnait comme motif de récusation des inimitiés personnelles, l'inquisiteur ne pouvait pas s'en rendre juge; deux arbitres étaient alors nommés, un par chacun d'eux, et l'inquisiteur leur donnait un délai pour se prononcer. Si leur réponse n'intervenait pas dans le temps voulu, l'inquisiteur restait saisi; s'ils donnaient

(1) Quando enim delatus videt, quod inquisitor gravavit eum realiter et de facto, utpote, quia defensiones juris eidem petenti non concessit, vel advocatum eidem negavit, vel similia, recusat eum merito ut suspectum. — Eymeric, *De recusatione inquisitoris*, III, 298.

raison à l'accusé, l'inquisiteur en subissait une sorte de déchéance; il ne pouvait plus, en effet, déléguer ses pouvoirs à un autre dans cette affaire. Il en était alors référé au pape.

II

Frédéric II, dans sa constitution *Commissi*, promulguée ensuite par Innocent IV (1), avait interdit tout appel pour crime d'hérésie. On admit, par interprétation de ce texte, ne visant que les hérétiques et leurs auteurs, qu'il ne pourrait s'appliquer tant que, par une sentence formelle, ils n'auraient pas été expressément reconnus tels; en d'autres termes, on ne pouvait refuser l'appel pour les sentences interlocutoires rendues avant que la preuve de la culpabilité de l'accusé n'ait été complètement faite; mais on le refusait en présence d'une sentence définitive de condamnation (2).

Pour justifier cette rigueur, on disait que l'appel était un moyen de défense pour les innocents opprimés et devait être, par suite, refusé aux condamnés (3), qui, eux, avaient été convaincus d'hérésie

(1) Omne insuper proclamationis et appellationis beneficium ab hæreticis, receptatoribus et fautoribus eorundem penitus amovemus. — Innocent IV, 31 octobre 1243, *Cum adversus*. Ripoll. I, 125.

(2) Utque de hæresi... condemnatos, præfati potestates domini temporales... sibi relictos statim recipiant, indilate animadversione debita puniendos; non obstantibus appellationibus seu proclamationibus prædictorum nequitæ filiorum. — Boniface VIII. *Sexte* V, II, c. 18, *ut inquisitionis*.

(3) Quoniam appellationis remedium ad præsidium innocentiae, non ad defensionem iniquitatis, fuit institutum. — Pegna, in Eymeric, III^a pars, com. 39, p. 150.

par leur propre aveu ou par des preuves accablantes : on empêchait ainsi des appels dont le seul but était de gagner du temps.

L'appel des sentences interlocutoires n'était, d'ailleurs, pas toujours suivi d'effet, même lorsqu'il reposait sur un motif sérieux. Si, en effet, le jugement dont appel ne produisait qu'un grief réparable, en cas d'irrégularité de procédure, le juge pouvait faire tomber le recours en recommençant simplement le procès pour le régulariser. Il ne le pouvait plus quand le préjudice était irréparable (1).

Les inquisiteurs avaient le pouvoir d'apprécier souverainement les motifs d'appel. Ils délivraient, suivant que ceux-ci leur paraissaient justes ou injustes, des lettres d'appel ou *apostoli* affirmatives ou négatives. Dans les premières, ils déclaraient, par respect pour le pape, porter le conflit devant sa juridiction, tout en réservant cependant la question de légitimité de l'appel ; dans les secondes, ils se refusaient à accéder à la demande et continuaient l'instance.

Mais Eymeric conseillait à ses collègues de ne pas s'opposer à la légère à toute demande d'appel, car la cour de Rome était très jalouse de son droit. Nous savons, d'ailleurs, par lui, que, tout au moins en Aragon où il fut inquisiteur, il y eut de nombreux recours. Il recommande, en effet, à ses confrères de ne pas suivre son exemple, en allant eux-

(1) *De appellatione quæ fit ab inquisitore.* — Eymeric, III, 299, col. 2.

mêmes soutenir leurs procédures à Rome ; il en coûte trop de fatigue et d'argent (1).

Lorsque l'appel était admis, il était formé dans un écrit scellé en contenant le motif, et envoyé à la curie romaine avec les pièces du procès. Le pape jugeait personnellement ou nommait pour cela de hauts dignitaires à qui il déléguait ses pouvoirs (2). Ceux-ci, choisis généralement parmi les cardinaux, avec une compétence spéciale et temporaire, reçurent plus tard une délégation permanente et devinrent au xvi^e siècle, sous Sixte V, la congrégation de la Sainte-Inquisition ou du Saint-Office, qui subsiste encore aujourd'hui.

III

L'accusé dont l'appel avait été repoussé par l'inquisiteur n'était pas pour cela dénué de tout secours. Il pouvait, en effet, porter son affaire devant le pape, en le priant d'user de son droit d'évocation.

Ainsi fit en 1323 Jehan l'Archevêque, sire de Parthenay, un des seigneurs influents du Poitou, qui fut accusé d'hérésie par Maurice de Saint-Paul, inquisiteur de Tours, et enfermé au Temple par

(1) Et versa vice multis annis fui etiam fatigatus variis tædiis, miseriis, laboribus et expensis, qui et modos curiæ sum expertus. — Eymeric, *Quod inquisitores non debent moram contrahere in Romana curia*, III, p. 302.

(2) Causis ad romanam curiam devolutis, inquisitores dictos processus, clausos et sigillatos, ad romanam curiam mittant iudiciis assignatis, qui justitiam faciant, processus meritis actitatis. — Eymeric, *ibid.*

Charles le Bel. Il prétendit disqualifier son juge, en alléguant contre lui une inimitié personnelle ; conduit sous escorte au pape Jean XXII, il prêta serment entre les mains de celui-ci et fut remis à quatre évêques choisis comme juges ; les charges contre lui relevées lui furent communiquées, puis il fut mis en mesure de se défendre. Il réussit à prouver l'inanité de l'accusation et l'instruction, une fois close, fut transmise au pape. Celui-ci délégua l'archevêque d'Embrun et l'évêque de Saint-Papoul, pour étudier une dernière fois le dossier et rendre la sentence. Enfin, acquitté, il fut remis en liberté (1).

Malheureusement, dans la pratique, de pareils exemples furent très rares, car ils ne purent se présenter que pour des gens influents, dont les relations purent agir près du pape.

Il n'en est pas moins vrai que la législation en elle-même des appels était bien comprise et qu'elle put rendre de grands services. Si quelques inquisiteurs peu consciencieux ne suivirent pas les conseils, donnés par Eymeric, d'agir en tout cela avec la plus grande prudence, l'Eglise ne peut en être rendue responsable ; nous avons, en effet, des exemples de blâmes adressés par les papes à leurs subordonnés, preuve que leur contrôle était effectif et qu'ils n'hésitaient pas à désavouer ceux qui ne voulaient pas exécuter de bonne foi les ordres reçus.

(1) Cf. Vidal, *Le Sire de Parthenay et l'Inquisition*, in-8°, Paris, imprimerie Nationale, 1904, pièces 13, 14, 15, pages 19, 20, 21.

CHAPITRE V

PROCÉDURES SPÉCIALES, PAR CONTUMACE ET CONTRE LES MORTS

Nous avons supposé jusqu'ici que la procédure était contradictoire, c'est-à-dire que l'accusé comparait à la citation qui lui avait été adressée.

Il pouvait arriver aussi qu'il ne figurât pas au procès, lorsque, par crainte du châtiment mérité ou pour éviter d'abjurer ses erreurs, il refusait de se présenter devant ses juges ; et lorsque la poursuite était engagée après sa mort. Au premier cas, il ne pouvait pas être représenté ; au second, ses héritiers ou toute personne ayant intérêt étaient admis à prendre sa défense.

§ I

Procédure par contumace

L'absence était réputée contumace et la présomption de culpabilité en était alors aggravée.

L'usage de condamner un prévenu sans l'entendre, qui, datant du droit romain, s'est conservé jusqu'à nos jours, ne peut être critiqué, car on ne peut admettre que la fuite d'un coupable arrête le bras de la justice ; mais il faut tout au moins que le condamné ait été mis à même de se défendre et qu'il ait été averti des poursuites engagées contre

lui; c'est pourquoi l'inquisition avait organisé tout un système de publicité, comme il y en a encore un aujourd'hui.

Trois citations étaient publiées dans l'église paroissiale de l'accusé, qui pouvaient être réduites à une seule lorsqu'il y avait urgence, celle-ci étant alors dite péremptoire. S'il ne comparaissait pas, il était excommunié et ses biens mis sous séquestre. Ces pénalités n'étaient cependant que provisoires et pouvaient être levées si l'accusé se présentait dans l'année.

Une condamnation pouvait être immédiatement prononcée, si la preuve de l'hérésie avait été faite, soit par l'aveu du coupable avant sa fuite, soit par des dépositions précises de témoins.

Si cette preuve n'était pas complète, la conviction de l'accusé résultait de son absence pendant un an et, en droit, passé ce délai, une sentence définitive de condamnation pouvait être rendue (1). Frédéric II, en effet, avait décidé que le simple fait de ne pas se purger de l'excommunication pendant un an serait une preuve d'hérésie. On appliqua cette règle aux absents, en édictant qu'ils seraient condamnés, même sans autre preuve d'hérésie, à l'expiration de ce délai. Leur absence équivalait à un aveu; et, en tout cas, on pouvait considérer

(1) Porro qui citati legitime super crimine hæresis, cum essent de hæretica pravitate suspecti, contumaciter se absentant . . ; et sic latam in eos ab eisdem diœcesano vel inquisitoribus excommunicationis sententiam per annum vel amplius vilipendunt; hæretici condemnentur, etiamsi nihil probatum fuerit contra eos. — *Conc. Albi*, 1254, c. 28. Harduin, VII, 462.

comme un mépris coupable des lois de l'Eglise de rester si longtemps sans essayer de se disculper de l'excommunication.

En fait, cependant, quand il n'y avait pas d'autres preuves d'hérésie et que l'on ne pouvait relever contre l'accusé que le refus de comparaître, l'hérétique qui se présentait était remis en jugement (1), et l'inquisiteur se contentait de prononcer contre lui l'emprisonnement perpétuel, au lieu de l'abandon au bras séculier qu'il avait mérité, si toutefois, au moment de son arrestation, le contumace n'avait pas refusé de se soumettre et d'abjurer ses torts.

Nous trouvons, en effet, dans le livre des sentences de Bernard de Caux, lequel, qualifié par Bernard Gui d'admirable dans l'extirpation de l'hérésie, ne doit pas être soupçonné d'indulgence envers les hérétiques, l'exemple d'un certain Alaman de Roaix, qui, condamné en 1229 par le légat Romain à faire croisade en terre sainte, jura d'obéir et n'en fit rien, continua à répandre l'hérésie et à en protéger les fauteurs, fut condamné de ce chef par contumace, le 26 mai 1237, par les inquisiteurs

(1) Sancta mater ecclesia nulli claudit gremium redeunti, verum etiam sinum suum et regni celestis januam aperit vere pœnitentibus et contritis, edocta pii patris exemplo qui festivis amplexibus gaudens suscepit ad gratiam filium prodigum reverentem... Præfigentes eidem tali, sub pœna excommunicationis et virtute præstiti juramenti, tempus et terminum, videlicet talem diem... infra quam... personaliter compareat coram nobis, auditurus et recepturus atque completurus mandatum nostrum circa præmissa. — B. Gui, I, f. 49, p. 47 : *forma contumacis in causa fidei*.

Guillem Arnaud et Etienne de Saint-Thibéry, continua à exercer le brigandage aux dépens des orthodoxes, reconnut ses erreurs, se convertit et fut condamné, le 19 janvier 1248, à la prison perpétuelle (1), alors que, cependant, aucun cas plus grave d'hérésie obstinée et de contumace persistante ne pouvait être imaginé.

L'inquisition, qui omettait ainsi d'appliquer sa première sentence, pour recommencer la procédure contre le coupable, ne lui faisait cependant pas grâce de la confiscation, si la contumace durait un an ou plus ; celle-ci, en effet, n'avait été que provisoirement prononcée tout d'abord ; mais le délai d'une année l'avait rendue définitive, et alors elle ne pouvait plus être évitée que par une faveur du roi ou du seigneur auquel appartenaient les biens confisqués.

§ II

Poursuite contre les morts

La mort elle-même n'arrêtait pas les poursuites de l'inquisition. Il était, en effet, ordonné par les canons de l'Eglise d'exhumer de la terre sainte tous ceux, hérétiques ou excommuniés, dont les restes profanaient le lieu de sépulture des fidèles (2). Mais,

(1) *Sentences de Bernard de Caux et de Jean de Saint-Pierre*, dans Douais. *Documents pour servir à l'histoire de l'inquisition dans le Languedoc*, in-8°, Paris, Renouard, 1900, t. II, p. 69.

(2) Unde si contingat interdum quod vel excommunicatorum corpora per violentiam aliquorum, vel alio casu in cœmeterio

comme la déclaration d'hérésie contre quelqu'un entraînait nécessairement la confiscation de ses biens du jour de la première faute, il en résultait que ses héritiers ne pouvaient plus, en reconnaissant cette faute, exciper pour les conserver de ce que l'hérésie de leur auteur n'avait été découverte qu'après sa mort (1). Ils devaient donc être admis, ainsi que toute personne ayant intérêt, à prendre en mains la cause du défunt qui était en même temps la leur.

C'est pourquoi, on citait personnellement à leur domicile les enfants et autres héritiers du défunt, ainsi que les détenteurs de ses biens, et on publiait par trois fois dans les églises qu'ils devraient comparaître devant le tribunal (2), pour présenter la défense du *de cuius* et toutes observations capables de le faire excuser ou absoudre (3).

ecclesiastico tumultentur, si ab aliorum corporibus discerni poterunt, exhumari debent et procul ab ecclesiastica sepultura jactari. — *Decretales III*, 28, 12.

(1) In eo vero casu quo heredes ad successionem non debent ob hæresim sui auctoris admitti, non obstante quod auctore ipso vivente hoc non fuerit (interveniente ipsius morte) per sententiam declaratum, ad confiscationem bonorum post mortem ejusdem nihilominus procedatur. — *Sexte V*, II, *de hæreticis*, 8, 7.

(2) Quatenus citetis peremptorie ex parte nostra liberos et heredes, ac bonorum detentores dicti talis defuncti in propriis domiciliis eorumdem ac etiam publice in ecclesia vestra, clero et populo congregato ibidem ad audiendum divina, die dominica proximo venienti... et duobus diebus dominicis immediate sequentibus. — B. Gui, I, form. 28, p. 24.

(3) Compareant coram nobis prædictum defunctum, si voluerint et potuerint, defensori, dicturi et proposituri si aliquid ad excusationem seu defensionem dicti defuncti rationabiliter duxerint proponendum. — *Ibid.*, I, form. 22, p. 20.

Si personne ne répondait à cette citation, la procédure suivait son cours.

Si quelque parent ou intéressé intervenait, le juge lui donnait, comme dans les procès contre les vivants, communication des dépositions et des charges (1).

Mais, ici, on pouvait se faire assister par des avocats choisis par l'inquisiteur. Ceux-ci, en effet, avaient alors comme rôle non de défendre des hérétiques, mais bien plutôt, en leur faisant éviter la confiscation, des héritiers d'hérétiques orthodoxes par principe, sans quoi ils eussent eux-mêmes été poursuivables (2).

La sentence était toujours rendue publiquement, en présence des héritiers, détenteurs de biens et autres défenseurs de la mémoire du défunt, ou eux dûment appelés, après une citation spéciale (3).

La peine à appliquer n'était pas nécessairement l'exhumation et l'incinération. Tantôt elles étaient toutes deux employées, tantôt l'exhumation seule, tantôt ni l'une ni l'autre n'étaient prononcées et la confiscation, parfois même une amende étaient seulement appliquées.

(1) *Publicatis attestationibus et aliis quæ contra dictas personas defunctas legitime sunt inventa, oblata etiam et facta ipsis comparantibus qui voluerunt habere copia eorumdem* — *Ibid.*, III, form. 28, p. 125.

(2) *Item magistris Guillelmo de Pomaribus et Francisco Dominici, advocatis, datis per dominum inquisitorem defensoribus supradictis, pro labore et patrocinio ipsorum.* — Tanon, 410, donne référence : Doat, XXIV, fo 217.

(3) *Vocatis heredibus et bonorum detentoribus prædictorum defunctorum ad audiendum declarationem et pronunciationem nostram super præmissis.* — Gui, III, form. 24, p. 121.

Lorsque les faits relevés à la charge du défunt étaient légers, et que celui-ci de son vivant n'aurait été condamné qu'à des croix ou à d'autres pénitences peu importantes, le concile d'Albi avait décidé que les héritiers en seraient quittes pour une amende fixée au gré de l'évêque ou de l'inquisiteur (1).

Si l'hérétique était mort relevé de l'excommunication, qu'il avait encourue pour des fautes graves, il n'y avait pas lieu non plus à exhumation, mais seule la confiscation s'appliquait (2). Ceci pouvait se présenter, soit que, le procès ayant déjà été commencé pendant la vie du *de cuius*, celui-ci, après avoir reconnu et abjuré ses erreurs, eût été absous de l'excommunication, soit que, avant toute poursuite, il eût en mourant confessé ses torts et en eût reçu le pardon, ce qui pouvait être prouvé par le témoignage du prêtre ayant donné les derniers sacrements. Le défunt était alors placé dans la situation où il eût été de son vivant, il aurait évité le bûcher par son abjuration, mais non la confiscation.

S'il n'avait mérité que la prison ou autre peine

(1) Pro iis autem quibus cruces, si viverent, essent imponendæ; ipsorum heredes, diœcesani aut inquisitorum arbitrio, satisfacere compellantur. — Conc. Albi, 1254, c. 25. Harduin, VII, 461.

(2) Si vero prædictus talis. . . dum vivebat, fuisset a sententia excommunicationis lata et canone judicialiter absolutus et reincorporatus ecclesiæ unitati sicut in hujusmodi, postquam in iudicio sunt confessi et penitent, ab inquisiteribus est fieri communiter consuetum, tunc de exhumatione et combustione ossium nulla esset in sententia mentio facienda. — B. Gui, III, for. 25, p. 122.

grave, ce qui arrivait pour les fauteurs d'hérésie, et n'avait pas, avant de mourir, obtenu le pardon de ses fautes, il était dispensé de l'incinération et de la confiscation, mais son corps devait être exhumé, et ses restes jetés au vent (1).

Enfin, si l'hérétique avait été digne de son vivant de l'abandon au bras séculier, s'il avait refusé d'abjurer ses erreurs ou d'exécuter les peines imposées, ou si des charges très graves étaient relevées contre lui, s'il était mort impénitent ou notoirement hérétique, ses restes exhumés devaient être brûlés et ses biens confisqués (2). L'Eglise, en effet, qui, comme nous le verrons, ne prononça jamais la peine du bûcher contre l'hérétique, ne se reconnaissant pas le droit, à elle, juridiction spirituelle, de condamner à mort, n'avait plus ici les mêmes raisons de s'y opposer ; en ordonnant l'exhumation, elle empêchait les restes d'un héré-

(1) Quod talis N defunctus, dum vivebat... quædam alia in favorem dictorum hæreticorum commisit... in hiis præsentibus scriptis per diffinitivam sententiam dicimus et declaramus... N fuisse fautorem hæreticorum... præcipientes ossa ejusdem... de sacro cimiterio exhumari, sed... non ea esse decernimus comburenda, nec bona ejus esse... confiscanda. — Gui, III, f. 26, p. 123.

(2) Nos inquisitores... visis ac diligenter inspectis et attentis culpis ac demeritis talis superius notati, et defensionibus pro eodem, et circumstantiis... adjunctis et assistentibus nobis talibus... eundem talem, definitive pronunciando, judicamus hereticum decessisse atque ipsum et ipsius memorium pari severitate dampnantes, ossa ejus si ab aliis discerni poterunt, de cimiterio ecclesiastico exhumari simulque comburi decernimus in detestationem criminis tam nefandi. *Processus inquisitionis*, Vacandard, p. 321. — Adde, B. Gui, f. 25, p. 122, ossa ejusdem extumulanda... ac etiam comburenda, et bona ipsius confiscanda.

tique convaincu de souiller la terre sainte ; en ordonnant l'incinération, elle faisait des exemples.

L'exhumation se faisait avec solennité. Les os ou le corps, même en décomposition, étaient trainés à travers la ville ; on proclamait en même temps le nom du mort, et on avertissait les vivants que le même sort leur était réservé s'ils l'imitaient : *qui aytal fara, aytal perira* (1). Puis les restes étaient brûlés.

Aucun délai de prescription n'avait été créé pour arrêter les poursuites contre les défunts. Celles-ci pouvaient toujours être commencées, quel que soit le temps écoulé depuis le décès.

Boniface VIII mit cependant une exception aux rigueurs de cette règle, en ce qui concernait la confiscation ; il décida que, lorsque des héritiers ou d'autres possesseurs orthodoxes auraient détenu les biens du défunt pendant quarante ans, en ignorant l'hérésie de ce dernier, ils pourraient les conserver, si l'on découvrait, après ce délai, que leur auteur était mort dans l'hérésie (2).

(1) De cimeteriis... extumulati... et ossa eorum et corpora fœtentia per villam tracta et voce tibicinatoris per vicos proclamata et nominata dicentis ; qui aytal fara, aytal perira. — Molinier, 360, donne référence. *Manuscrit de Clermont*. Bibliothèque de Carcassonne, 6449, p. 15.

(2) Si post mortem hæreticorum (qui dum viverent catholici putabantur) bona ipsorum a catholicis eorum filiis, vel nepotibus, aut extraneis quibuscunque, spatio quadraginta annorum fuerint bona fide possessa ; sancimus eos super bonis hujusmodi (etiam si ad romanam pervenire deberent ecclesiam) in hoc casu non esse ulterius molestandos ; quanquam illi quorum bona fuerant nunc detegantur hæretici extitisse. — Boniface VIII, *Sépte II, XIII, de præscriptionibus*, c. 2, si qui.

TROISIÈME PARTIE

LA SENTENCE

Nous avons vu, lors de l'instruction, l'inquisiteur assisté, pendant l'interrogatoire de l'accusé et des témoins, d'un certain nombre d'hommes discrets, pour être mieux éclairé sur la valeur véridique des dépositions. Lorsqu'il jugeait la lumière suffisamment faite, il rendait la sentence. Mais ici encore il ne pouvait procéder seul ; il devait, sous peine de nullité, s'entourer de conseils, nouvelles garanties données ainsi à l'accusé.

Nous étudierons, d'une part, la sentence en elle-même, c'est-à-dire la mise en délibéré et le prononcé du jugement ; en second lieu, l'échelle des peines inquisitoriales ; enfin, les modifications et les adoucissements qui pouvaient être apportés au sort des condamnés.

CHAPITRE PREMIER

LA SENTENCE EN ELLE-MÊME

§ I

Mise en délibéré

I

Dès l'organisation de l'inquisition monastique, il fut admis que les inquisiteurs ne pourraient prendre de décisions importantes, sans avoir consulté l'évêque du lieu où ils opéraient (1). Cette règle, précisée dès 1251, par Innocent IV (2), qui leur interdit de prononcer aucune peine grave sans l'avis et le consentement de l'évêque, fut abrogée en 1257 par Alexandre IV, qui donna aux inquisiteurs du Languedoc plein pouvoir d'agir seuls. Mais elle fut rétablie quelques années après par Urbain IV (3), ordonnant la coopération pour les

(1) Tuæ prudentiæ diximus committendum... quatenus una cum... diœcesanorum consilio... des diligens studium et operam efficacem... — Grégoire IX, 19 avril 1233, *Gaudemus*. Ripoll, I, 45.

(2) Ita tamen quod si aliquam gravem pœnitentiam aliquibus imponi contigerit... ad id cum diœcesanorum locorum consilio et assensu libere procedatur. — Innocent IV, 17 juin 1251, *Ad capiendum*. Ripoll, I, 191.

(3) Quod si aliqui fuerint judicandi hæretici, vel incarcerationis pœna perpetua alicui pro hujusmodi crimine infligenda fuerit, ad id per vos, de diœcesanorum vel vicariorum suorum... consilio, procedatur. — Urbain IV, 20 mars 1262, *Licet ex omnibus*. Ripoll, I, 512.

condamnations à la prison perpétuelle, et généralisée par Boniface VIII (1) et Clément V, qui exigèrent le concours pour toutes les sentences.

Nous savons, d'ailleurs, par Bernard Gui, que cette législation fut consacrée dans la pratique ; ses sentences parlent toujours de l'intervention du pouvoir diocésain et nous avons deux formules de convocation adressées par l'inquisiteur à l'évêque (2), correspondant très nettement aux deux périodes qui se dégagent dans l'histoire du concours entre évêque et inquisiteur ; la première, intitulée : formule pour convoquer un évêque lorsque des accusés de son diocèse doivent être emprisonnés ou abandonnés au bras séculier, s'appliquait avant Boniface VIII, lorsque le concours n'était exigé que pour les peines graves ; la seconde, formule de convocation selon la nouvelle constitution, correspondait à la période postérieure à ce pape où l'évêque devait intervenir à toutes les sentences.

Au jour convenu, l'évêque se rendait près de l'inquisiteur ; il pouvait aussi envoyer son avis par écrit ou se faire représenter par un mandataire ; Clément V décida même qu'il pourrait déléguer ses pouvoirs à l'inquisiteur lui-même (3).

(1) Verum ut dictum inquisitionis negotium efâcaciùs, melius utiliusque procedat... per utrosque simul sententia proferatur. — Boniface VIII, *Sexte* V, II, 17, *per hoc*.

(2) Forma scribendi episcopo de cujus dyocesi aliquæ personæ fuerint immurandæ vel seculari iudicio relinquendæ, si voluerit interesse vel aliquem mittere loco sui, vel saltem dare consilium super illis. — Forma alia seu modus scribendi juxta tenorem novellæ constitutionis. — B. Gui, I, p. 28.

(3) Possit episcopus vel ejus seu capituli, sede vacante, delegatus, inquisitori et inquisitor vel episcopo vel ejus delegato seu,

Le concours devait avoir lieu, pour discuter tant la culpabilité de l'accusé que la peine à lui appliquer, et, si l'accord n'intervenait pas après que la question avait été suffisamment débattue, la solution était remise entre les mains du pape (1). Mais ce dissentiment persistant devait être fort rare, car nous n'en avons pas d'exemple dans la pratique.

Toute décision rendue par l'inquisiteur, sans que l'évêque eût été consulté, était frappée de nullité (2). Il en était de même de celles que pouvait prendre l'évêque dans l'exercice de sa juridiction ordinaire, lorsque, se trouvant dans une circonscription inquisitoriale, il ne consultait pas l'inquisiteur (3).

Dans un cas, cependant, le concours n'était pas exigé; c'était quand il s'agissait de prononcer un acquittement. De même, en effet, qu'il était dans l'intérêt du coupable que plusieurs personnes fussent consultées sur son cas, de même il était dans celui de l'innocent de pouvoir être aussitôt libéré sans attendre le délai nécessaire à la consultation de l'autre juge.

sede vacante, illi qui ad hoc per capitulum fuerit deputatus, super illis committere vices suas, vel suum significare per litteras consilium et consensum. — *Clementines* V, III, 1, *Multorum*, § *propter quod*.

(1) In qua ferenda si non convenerint, per utrosque negotium sufficienter instructum ad sedem apostolicam remittatur. — Boniface VIII, *Sexte*, V, II, *De hæreticis*, 17, *per hoc*.

(2) Duro tamen carceri sive arcto... exponere illos aut ad sententiam procedere contra eos, episcopus sine inquisitore, aut inquisitor sine episcopo diocesano... non valebit; et si secus præsumptum fuerit, nullum fit et irritum ipso jure. — *Clément*, *De hæreticis*, V, III, 1, *Multorum*, § I, *propter quod*.

(3) Même texte.

Mais l'absolution pure et simple était, en fait, très rare. C'était, en effet, une règle admise en général que l'inquisition ne prononçait jamais d'acquittement. Nous avons vu plus haut que, lorsqu'un léger soupçon pesait sur l'accusé, il devait s'en laver par la purgation canonique, et que, malgré cela, il restait toujours contre lui une tache capable de réapparaître, s'il y avait récidive. C'était le résultat du libellé de la sentence que l'accusé pouvait exiger, lorsqu'il était mis en liberté, celle-ci se bornant à déclarer que l'accusation n'était pas suffisamment prouvée (1), mais non que l'inculpé était innocent. D'autre part, si Bernard Gui nous a laissé deux formules d'acquittement, il recommande de ne s'en servir que très rarement et par une faveur toute spéciale (2).

II

Les évêques et les inquisiteurs ne composaient pas à eux seuls le tribunal chargé de rendre la sentence. A côté d'eux nous trouvons une sorte de jury destiné à éclairer leur jugement et à garantir leur impartialité.

Ces jurés, qu'Alexandre IV désigne du nom de

(1) Et si requirat iudices, quod per sententiam expediatur, ei non poterunt denegare; et tunc feretur sententia, quod de tali crimine, de quo fuit delatus, meritis processus diligenter discussis, non invenitur probatum aliquid legitime contra eum. — Eyméric, III, 314.

(2) Item forma alia quittandi aliquem ab omnibus pœnis et pœnitentiis de gratia speciali, quod nunquam vel rarissime fieri debet. — B. Gui, II, form. 26, p. 56.

periti (1), c'est-à-dire *experts* au sens précis du mot, et qui sont encore appelés *boni viri*, *hommes de bien*, de réputation sûre, étaient choisis par l'inquisiteur, en général parmi les jurisconsultes ou les membres des ordres mendiants, pour examiner avec lui les témoignages reçus et délibérer sur la sentence à rendre.

Leur nombre était laissé à l'arbitraire de l'inquisiteur, mais, le plus souvent, était assez élevé. Le conseil tenu en janvier 1329, dans le palais épiscopal de Pamiers, comprenait 35 membres, parmi lesquels 9 jurisconsultes; celui de septembre 1329 en comptait 51 et 20 juristes laïques (2).

Leur service était gratuit, l'inquisiteur usant là encore de son droit de réquisition général, mais celui-ci pouvait leur accorder quelque légère rétribution, quand il le jugeait bon.

Lorsqu'ils étaient réunis, ils devaient jurer sur les évangiles d'émettre leur avis d'après leur conscience, selon les lumières reçues de Dieu (3), et de garder le secret (4). D'ailleurs, pour leur rappeler

(1) Ita ut in ferendis sententiis contra ipsos, possis peritos et discretos, prout expedierit, advocare. — Alexandre IV, 8 mars 1255, *Cupientes*. Ripoll, I, 273.

(2) Cf. Douais, *La formule : communicato bonorum virorum consilio des sentences inquisitoriales*, in-8°, Paris, Bouillon, 1898.

(3) Nec aliud daretis consilium nisi quando justum et sanum vobis et vestrum cuilibet videretur juxta conscientiam et scientiam a Domino vobis datam. — *Ibid.*, p. 51. Réunion du 4 juin 1329, à Béziers. Doat, XXVII, fol. 163-170.

(4) Qui omnes superius nominati juraverunt ad sancta Dei evangelia dare bonum et sanum consilium in agendis. et tenere omnia sub secreto donec fuerint publicata. — Tanon, 421, note 1, *Donne référence*, Doat, XXVII, fo 118.

ce serment, on laissait les évangiles sur la table autour de laquelle ils siégeaient.

Puis on leur donnait un résumé bref et documenté de chaque affaire, en ayant soin de n'indiquer ni le nom de l'accusé, ni celui des témoins; l'interdiction de la divulgation du nom de ces derniers reposait sur les mêmes motifs qui les faisaient cacher à l'accusé lui-même; on craignait les représailles. Quant à ce qui touchait le silence gardé sur le nom de l'inculpé, on l'expliquait en disant qu'il y avait là une garantie de l'indépendance des jurés, qui ne pourraient se laisser émouvoir par des sentiments d'amitié ou de haine envers lui (1). Bernard Gui reconnaissait cependant que le conseil des jurés aurait été meilleur s'ils avaient été éclairés sur tout, et il recommandait de le faire, toutes les fois que l'inquisiteur avait devant lui des gens de confiance à qui il n'y avait pas de danger de tout révéler; mais il ajoutait que ce n'était pas là l'usage courant de l'inquisition (2). Ce silence des noms et cette restriction sur les dépositions avaient, d'ailleurs, moins d'importance qu'il semble à première

(1) *Petitur per inquisitores consilium a prædictis, facta prius extractione, summaria et compendiosa, de culpis, in qua complete tangitur substantia cujuslibet personæ... sine expressione nominis alicujus personæ ad cautelam, ut liberius de poenitentia pro tali culpa imponenda sine affectione personæ, judicent consulentes.* — Bernard Gui, III, p. 83.

(2) *Solidius tamen consilium, si omnia complete exprimerentur, quod faciendum est ubi et quando possunt haberi personæ consulentes quibus non est periculum revelare; ... sed tamen non fuit usus inquisitionis ab antiquo propter periculum ..* — B. Gui, *ibidem*.

vue, car les pièces du procès avec le nom des accusés et témoins étaient intégralement remises entre les mains de l'évêque ou de son vicaire et d'un petit nombre de jurisconsultes assermentés sur lesquels on pouvait compter (1).

Ainsi les experts se prononçaient sur des cas concrets, jugeaient sur le peu qu'on leur disait, sans connaître les accusés, les circonstances de la cause et la condition des coupables. Les tribunaux cependant, dit fort justement M. l'abbé Vacandard, « ont à juger des criminels et non des crimes, comme les médecins traitent des malades et non des maladies » (2). Ces principes, admis aujourd'hui, n'étaient pas ceux de l'inquisition. Les experts devaient, comme les jurés de nos cours d'assises, se prononcer sur un cas concret, sans avoir toutefois, comme ceux-ci, de bases pour apprécier les circonstances atténuantes et les accorder.

Ils avaient à délibérer sur la question de savoir s'il y avait faute et quelle faute ; ils étaient aussi consultés sur la peine à appliquer. Sur ce second point, leurs pouvoirs étaient par suite plus étendus que ceux de nos jurés actuels.

La décision des experts était prise à la majorité. Parfois, les procès-verbaux de leur réunion nous donnent simplement cette décision ; parfois, ils

(1) Verumptamen confessiones singulorum prius integraliter explicantur coram dyocesano vel ejus vicario, aliquibus peritis paucis et secretariis et juratis... — B. Gui, *ibidem*.

(2) Vacandard, *Inquisition*, p. 168.

indiquent la proportion dans laquelle les avis ont été obtenus (1). Parfois même, l'opinion de chaque expert est individuellement exprimée (2). C'est donc dire que la délibération était sérieuse; nous en avons d'ailleurs une autre preuve dans ce fait que certains jurys, voyant qu'ils avaient trop à faire, demandèrent la disjonction de certaines causes et leur renvoi au lendemain (3).

Au contraire de nos jurés, dont la cour est obligée de suivre le verdict pour l'application de la peine, les experts ne liaient pas l'inquisiteur; mais Pegna, tout en reconnaissant ce principe, conseillait néanmoins aux inquisiteurs de se ranger à l'avis des experts, surtout lorsque ceux-ci étaient des jurisconsultes (4), et « la comparaison des actes des conseils qui nous ont été conservés avec

(1) *Dixerunt omnes concorditer, exceptis Bernardo Grassi et fratre Raymundo Agast de Carmelo, dictum Bernardum Durbani, tanquam fautorem hæreticorum esse puniendum.* — Lodève, 2 juillet 1323... Douais, *Inquisition*, pièces justificatives, II, I, 292. Doat, XXVIII, f° 3-8.

(2) Béziers, 4 juin 1329. *Ibid.*, II, VII, 335. Doat, XXVII, fol. 163-170.

(3) *Et prestito juramento, fuerunt lectæ extractiones seu culpæ domini... Qui dixerunt se velle super ipsis usque in crastinum deliberare... Super facto Petri Clerici, voluerunt deliberare usque crastinum.* — Pamiers, 13 et 14 janvier 1329. *Ibid.*, II, V, p. 323. Doat, XXVII, fol. 140, v°, fol. 146.

(4) *Inquisitores non debent necessario sequi peritorum, advocatorum, seu consultorum consilium; quoniam eorum suffragia et vota non sunt decisiva, sed solum consultiva. Quanquam hæc vera sint... consultius erit et tutius nusquam discedere a peritorum suffragiis.* — Pegna, in Eymeric, III, quest. 78, com. 132, p. 254, col. 2.

les sermons généraux qui ont suivi nous montre que telle était bien la pratique » (1).

§ II

Prononcé de la sentence

Lorsque les sentences à rendre dans un certain nombre d'affaires avaient été ainsi préparées par l'inquisiteur, avec l'assentiment de l'évêque et l'avis d'un conseil d'experts, on procédait aux préliminaires d'une cérémonie solennelle où elles seraient toutes prononcées. Celle-ci, que l'on appelait tantôt *sermon général*, tantôt *auto da fé*, suivant que l'on envisageait comme principal le discours public qui la commençait, ou l'acte de foi qui était exigé du pénitent, était rendue nécessaire pour frapper davantage l'imagination des assistants et éviter de trop nombreux dérangements aux évêques et notables qui entouraient l'inquisiteur.

On convoquait tout le peuple et le clergé à se rassembler (2) dans un endroit déterminé qui était généralement une église, mais pouvait être aussi une place publique, ou tout autre lieu susceptible de réunir une grande foule. Le jour fixé était le plus souvent un dimanche ou quelque jour de fête

(1) Tanon, p. 423.

(2) Convocandi quoque clerum et populum civitatum, castrorum, aliorumque locorum. — Alexandre IV, 8 mars 1255, *Cupientes* (Ripoll, I, 273). Adde : *Processus inquisitionis*, Vacandard, p. 321.

afin de permettre un plus grand concours de peuple ; ce qui avait pour résultat d'augmenter la force de l'exemple.

Un ou deux jours avant le sermon général, l'inquisiteur, assisté d'un notaire et de quelques autres personnes, donnait lecture à l'accusé d'un résumé de ses fautes (1). Ce communiqué avait pour but de faire connaître à ce dernier la base sur laquelle serait rendue la sentence, et de susciter toutes les observations qu'il croirait encore utile de présenter.

Puis, la veille du jour fixé, l'inquisiteur, personnellement ou par un délégué, assignait chaque coupable à comparaître le lendemain en un lieu choisi pour recevoir en audience publique une pénitence ou entendre une condamnation (2).

Au jour fixé, le matin, de bonne heure (3), à cause de la longueur des opérations, une estrade était dressée où étaient réunis les pénitents, entourés des officiers séculiers et ecclésiastiques ; l'inquisiteur alors prononçait le sermon d'usage qui

(1) Prædicta quoque brevis extractio culparum personæ cujuslibet recitatur seu legitur in vulgari, per unum vel duos dies ante sermonem, cuilibet personæ singillatim a partem, per inquisitorem cum notario et aliquibus personis. — B. Gui, III, p. 84.

(2) In vigilia sermonis, inquisitor per se ipsum vel per alium, sicut sibi visum fuerit opportunum, assignat omnibus et singulis diem crastinam in tali loco in sermone publico ad recipiendum pœnitentiam et audiendum sententiam, secundum negotii qualitatem. — Gui, III, 84.

(3) Et in sequenti die crastina bono mane proceditur in sermonem. — *Ibid.*

devait être très court, engageant les accusés à se convertir, leur promettant qu'en avouant et abjurant leurs erreurs, ils seraient traités avec miséricorde, rappelant à tous les fidèles le devoir qui leur incombait d'aider l'inquisition, et accordant une indulgence à tous ceux qui étaient présents (1). Puis le serment d'obédience était déféré aux représentants de l'autorité civile (2) et on prononçait un décret solennel d'excommunication contre ceux qui feraient obstacle à l'inquisition. Ensuite, on dispensait de porter des croix ceux qui, y ayant été antérieurement condamnés, avaient mérité cette faveur; on prononçait les commutations de peines (3).

Le notaire donnait en langue vulgaire à chaque accusé lecture d'un extrait sommaire des charges relevées contre lui et de sa confession, en lui demandant s'il la reconnaissait sincère. Puis il lisait la formule d'abjuration que chaque pénitent répétait phrase par phrase.

L'abjuration devait se faire à genoux, la main sur l'évangile; elle devait porter en particulier sur l'hérésie motivant la poursuite, et en général sur toute hérésie, afin de mieux prouver l'attachement

(1) *Primo omnium fiat sermo brevis propter prolixitatem agendorum; quo facto, pronuncietur indulgentia consueta. — Ibid.*

(2) *Secundo recipitur juramentum officialium curiæ regalis et consulum et aliorum præsentium jurisdictionem habentium temporalem. — Ibid.*

(3) *Tertio deponuntur cruces personis illis quibus talis gratia fuerit facienda. — Quarto educantur de muro viri et mulieres de quibus expediens fuerit, et imponuntur eis cruces et peregrinationes. — Ibid.*

de l'accusé à la foi catholique et d'empêcher qu'ayant abjuré une hérésie, il pût, sans être relaps, retomber dans une autre. L'abjuration devait être précédée de l'aveu du coupable, sauf dans les cas où elle avait lieu après la purgation canonique. L'abjurant devait, en outre, promettre de poursuivre les hérétiques et de les dénoncer quand il en connaîtrait, et se soumettre d'avance, en cas de parjure, à la sévérité de l'Eglise (1).

Un procès-verbal de tout cela était rédigé et l'évêque ou, s'il n'était que représenté, l'inquisiteur déclaraient absous de l'excommunication ceux qui avaient abjuré et leur promettaient miséricorde.

La sentence était ensuite prononcée en latin, puis expliquée brièvement en langue vulgaire par l'inquisiteur, le notaire ou toute autre personne désignée à cet effet (2).

D'après Bernard Gui, il y avait deux manières de procéder pour la lecture donnée aux accusés des

(1) Ego talis recognoscens veram, catholicam et apostolicam fidem, abjuro et abjurando detestor omnem hæresim præcipue sectam... in quam incidi. Unde juratus dico per Deum omnipotentem et hæc quatuor sancta evangelia quæ in manibus meis teneo et sub obligatione anathematis promicto vobis... Quod nunquam quorumlibet suasionibus vel quocumque alio modo aliter credam vel teneam, nisi secundum quod vos et sancta romana ecclesia docet et tenet... Et si aliquem vel aliquos de prædictis, vel eorum fautoribus alicubi scivero vel intellexero, revelabo eum quam cito habuero opportunitatem episcopo. . Quod si contra hoc fecero, quod absit a me, et prædicta et singula non servavero, subjaceam canonum severitati. — *Saint-Raymond de Pénafort*. Douais, *Inquisition*, pièces justificatives, p. 281.

(2) Septimo leguntur sententiæ, primo in latino et ultimo exponuntur, sub compendio, in vulgari. — B. Gui, III, p. 91.

extraits de leurs fautes et pour le prononcé de la sentence (1) : ou bien on lisait les extraits des charges contre tous les accusés frappés d'une même peine, croix, pèlerinage, etc., et on prononçait la sentence contre eux ; ou bien on donnait lecture des extraits relatifs à tous les accusés, suivie de la sentence contre tous, ce second mode, plus expéditif, devant être employé pour abréger, toutes les fois qu'il y avait un très grand nombre de condamnés. Dans tous les cas, on procédait par ordre (2), en commençant aux fautes punies des peines les plus légères, pour aller jusqu'à celles entraînant la prison perpétuelle et finir par les sentences où, devant le refus d'avouer et d'abjurer du coupable, son abandon au bras séculier était prononcé.

(2) In recitando vero culpas duplex modus et ordo teneri poterit et servari. — *Ibid.*

(2) B. Gui, p. 84. Liste, par ordre, de toutes les sentences prononcées.

CHAPITRE II

PÉNALITÉS DE L'INQUISITION

L'inquisiteur n'infligeait pas de peines au sens actuel du mot. « Sa mission consistait à sauver des âmes, à les remettre dans les voies du salut et à infliger des pénitences salutaires. Ses jugements n'étaient donc pas, comme ceux du juge temporel, des vengeances exercées par la société sur les coupables, ou des exemples destinés à empêcher, par la terreur qu'ils inspiraient, la diffusion du crime ; ils avaient simplement pour objet le bien des âmes égarées, l'effacement ou le rachat de leurs péchés » (1). Tant que cet amendement pouvait être obtenu, l'inquisiteur se bornait à ordonner des pénitences, au sens canonique, dont le but était de ramener le coupable égaré dans la bonne voie. Dès qu'il ne pouvait plus raisonnablement espérer cette amélioration, qu'il avait devant lui un habitué du crime ou un impénitent, son rôle cessait ; il fallait alors venger la société et la protéger des atteintes qui lui étaient faites, l'inquisiteur abandonnait le coupable au bras séculier. Celui-ci intervenait alors comme directement intéressé dans la lutte contre l'hérésie, à une époque où l'unité de croyance était un des principaux facteurs de l'unité nationale et de l'ordre social.

(1) Lea, I, 459.

Nous étudierons, en trois parties :

1^o Les pénitences canoniques, c'est-à-dire celles qui étaient infligées par l'Eglise ;

2^o L'abandon au bras séculier ;

3^o Les peines accessoires des condamnations prononcées, tant par le pouvoir spirituel que par le magistrat civil.

§ I

Pénitences canoniques

Il n'y avait pas de règles fixes pour l'application des pénitences. Elles étaient laissées à l'arbitraire de l'inquisiteur. Celui-ci devait, dans leur choix, s'inspirer de la qualité des personnes, de la quantité et de la gravité des fautes commises, en n'ayant qu'un but, celui de redresser la vie des coupables (1).

On peut cependant, d'après les exemples de la pratique, établir les usages qui furent en général suivis.

On distinguait plusieurs sortes de pénitences : d'abord la pénitence canonique par excellence, et purement spirituelle, qu'était l'excommunication ;

(1) Hæ autem de poenitentiis arbitrariis ita perstringimus, non ut vos omnes, vel æqualiter omnibus imponatis, sed ut eas secundum discretionem vobis datam a Domino, negotii utilitate, qualitate personarum, culparum quantitate, aliisque pensatis circumstantiis, ita caute et provide disponatis, ut sive plectendo, sive ignoscendo, vita culpabilium corrigatur. — Gui, IV, 175.

puis, certaines pratiques pieuses ou sacrifices pécuniaires, qu'un confesseur pouvait toujours imposer à ses pénitents ordinaires ; les *pœnæ confusibiles*, pénitences humiliantes et dégradantes, telles que le port d'emblèmes extérieurs ; enfin, la prison, la plus sévère des peines afflictives ordonnées par l'inquisiteur.

I

L'excommunication, ou retranchement d'un individu du sein de l'Eglise, était beaucoup plus une mesure provisoire qu'une pénitence à proprement parler. Elle était employée pour décider un individu à se soumettre, soit qu'il refusât d'exécuter les sentences de l'inquisiteur, soit qu'il persistât dans ses erreurs. En isolant ainsi moralement le condamné, on espérait l'épouvanter. Toute relation commerciale était interdite avec les excommuniés ; il était défendu aux artisans de travailler pour eux, aux médecins de les soigner. On espérait qu'ainsi frappé, le malheureux viendrait de lui-même pour se donner au moins le mérite de sa soumission. Il serait puni alors ; mais, dans la peine qui serait prononcée, l'Eglise, ainsi que le fait remarquer M. Molinier, voyait, malgré tout, un acte de clémence. « Qu'était-ce, en effet, qu'une peine qui ruinait le coupable, qui le frappait dans son corps, auprès d'une sentence dont son âme même se trouvait atteinte ? » (1)

(1) Molinier, *L'Inquisition dans le Midi de la France*, p. 385.

II

Lorsque l'accusé s'était présenté et avait avoué ses torts, si ceux-ci ne méritaient pas par leur gravité une expiation trop dure, la sentence se bornait à prononcer contre lui l'obligation de remplir quelque pratique pieuse, comme un jeûne, l'interdiction d'entrer dans les églises pendant un certain délai, ou un pèlerinage, en renvoyant aux lettres de pénitence qui devaient lui être délivrées. Celles-ci, indiquant les pénitences infligées (1), le délai pour les commencer et les terminer, et le chemin à prendre s'il s'agissait d'un pèlerinage, étaient rédigées en latin et devaient être, le premier dimanche de chaque mois, remises au curé ou à quelque ecclésiastique lettré par l'accusé, pour qu'il en reçût une traduction en langue vulgaire (2).

Les pèlerinages imposés pouvaient être plus ou moins difficiles à accomplir suivant la gravité des fautes qui les motivaient; on en distinguait trois classes :

(1) *Super præmissis autem omnibus volumus et præcipimus ut litteras a nobis petant et accipiant, ut sic plenius sciant ea quæ tenentur facere et a quibus debeant abstinere.* — B. Gui, III, p. 60.

(2) *Dominica prima cujuslibet mensis, præsentis litteras proprio sacerdoti vel alteri personæ litteratæ et ecclesiasticæ præsentet et eas sibi legi et exponi faciat in vulgari.* — B. Gui, II, p. 38.

Les pèlerinages mineurs (1), les moins pénibles et les moins coûteux, à des sanctuaires situés en France, tels que ceux de Notre-Dame de Rocamadour, de Sainte-Marthe de Tarascon, de Notre-Dame de Chartres....., etc. ;

Les quatre pèlerinages majeurs (2) à des sanctuaires situés hors de France, mais cependant encore sur le continent, à Saint-Pierre et Saint-Paul de Rome, Saint-Jacques de Compostelle, Saint-Thomas de Cantorbéry et aux Trois-Rois de Cologne ;

Enfin les pèlerinages en Terre-Sainte, les plus longs, et qui devinrent au moment des croisades les plus dangereux. Avec les progrès de l'hérésie et de la répression, un grand nombre de condamnés reçurent pénitence d'aller en Palestine. Le nombre des hérétiques croisés devint tel que le concile de Narbonne défendit d'en envoyer de nouveaux, de peur de contaminer aussi les régions où on les envoyait (3). Mais cette interdiction dura peu, car, dès 1246, le concile de Béziers laissa à l'initiative de l'inquisiteur de savoir s'il devait envoyer les pénitents au-delà des mers ou les garder

(1) Item peregrinationes mediocres seu minores appellantur et nominant quæ sunt infra regnum Franciæ et circa Rhodanum videlicet..... — Gui, III, p. 97.

(2) Dicunt seu nominant in litteris et libris suis peregrinationes majores quæ sunt extra fines regni Franciæ quatuor, videlicet..... — *Ibid.*

(3) Nec eis de cetero memoratus transitus injungatur, propter domini papæ prohibitionem super hoc nuper factam, ne per ipsorum perfidiam violetur fidei firmamentum, ibi etiam ubi cœpit ; quod non immerito timeretur si eos hinc dispersos congregari. — *Conc. Narbonne, 1244, c. 2.* Harduin, VII, 251.

plus près de lui, pour combattre les hérétiques et les Sarrasins (1). Lorsque l'époque des croisades fut terminée, ces départs pour la Terre-Sainte cessèrent d'être ordonnés d'une façon courante, sans cependant être tombés complètement en désuétude.

La durée de la prise d'armes était fixée par l'inquisiteur; elle était en général de deux à trois ans, mais pouvait aller jusqu'à huit ans, l'inquisiteur ayant d'ailleurs la faculté de l'augmenter ou de l'abréger (2), et pouvant aussi autoriser le condamné à ne pas se croiser lui-même, s'il fournissait un autre homme qui partît à sa place (3).

Les pèlerinages n'étaient pas toujours infligés comme peines principales, c'était même là le cas le moins important de leur emploi; en général ils étaient ordonnés comme accessoires, ou en compensation d'autres condamnations au port d'emblèmes extérieurs ou à la prison; eux-mêmes pouvant d'ailleurs aussi être changés en une obligation de remplir une œuvre pie ou d'acquitter quelque amende, lorsque leur exécution était impossible ou difficile, par suite de l'âge, de la maladie ou des charges de famille (4).

(1) *Ceteris hujusmodi pœnitentias injungatis; videlicet, ... per se, vel per alios magis idoneos, ultra mare vel citra, contra Sarracenos.* — *Conc. Béziers*, 1246, c. 26. Harduin, VII, 420.

(2) *Peregrinationes poterunt ad arbitrium inquisitorum moderari et minui vel etiam augeri.* — B. Gui, II, p. 39.

(3) Cf. texte *supra* du concile de Béziers (note 1).

(4) *G. R. Juravit se daturum L. solidos pro peregrinationibus suis, quas non potest perficere propter senectutem.* — Tanon, 516, *donne référence*: manuscrit de Clermont, I, fo 39.

Lorsque le condamné accomplissait son pèlerinage, de quelque nature qu'il fût, il devait emporter ses lettres de pénitence, qui lui servaient de sauf-conduit, et demander, partout où il passait, d'autres lettres attestant qu'il avait rempli sa pénitence (1).

S'il mourait avant d'avoir pu accomplir le pèlerinage imposé, ses héritiers devaient donner une compensation pécuniaire, qui était fixée par l'inquisiteur (2).

III

Des fautes légères n'étaient pas nécessairement punies de pèlerinages à faire; l'inquisiteur pouvait aussi imposer des peines pécuniaires.

La légitimité de celles-ci avait été mise en doute tout d'abord. Le concile de Narbonne de 1244, fidèle en cela aux règles de pauvreté qui régissaient les ordres mendiants, avait interdit aux inquisiteurs de lever des amendes, ne laissant subsister que les cautions exigées des hérétiques, pour leur représentation en justice; et l'exécution des pénitences imposées, et dont la réception était confiée aux évêques (3).

(1) Testimoniales quæ de singulis locis secum reportet, litteras illorum qui in dictis locis præfuerint quod peregrinationes compleverit memoratas. — Gui, II, 38.

(2) Necnon satisfacturi super defectu prædictarum pœnitentiarum, et facturi quod fuerit rationis. — B. Gui, II, form. 27, p. 57.

(3) Ab hujusmodi enim pecuniariis pœnitentiis et exactionibus vobis est abstinendum pariter et parcendum, propter vestri ordinis honestatem. — *Conc. Narbonne, 1244, c. 17.* Harduin, VII, 254.

Mais, quelques années après, le pape Innocent IV, reconnaissant, d'une part, que l'on ne violait pas les vœux de pauvreté, si on n'employait pas personnellement les amendes, et, d'autre part, constatant l'énormité des dépenses de l'inquisition, permit de percevoir des peines pécuniaires, à condition toutefois que celles-ci seraient remises à des personnes sûres, choisies par l'évêque et l'inquisiteur, pour être tout entières destinées à la construction et à l'entretien des prisons, et aux autres dépenses nécessaires à l'inquisition. Puis, certains abus s'étant produits, il interdit de lever des amendes toutes les fois que d'autres pénitences pourraient être infligées (1).

Cette dernière décision tomba vite en désuétude et les inquisiteurs finirent par se donner le droit de condamner à discrétion à des peines pécuniaires, à condition de les dépenser décemment pour le bien du Saint-Office, suivant le sage conseil d'Eymeric (2). Il fut admis, en principe, que les amendes seraient permises, mais devaient être employées en œuvres pies ou aux besoins de l'inquisition.

Pegna les recommande contre ceux qui sont véhémentement suspects et ne peuvent être soumis à la torture par suite de leur âge, de leur mauvaise

(1) *Proviso attentius ne cuiquam imponatur pœna pecuniaria, dum tamen alias personæ delinquenti imponi valeat salutaris.* — Innocent IV, 17 juin 1251, *Ad capiendum*. Ripoll, I, 194.

(2) *An inquisitor possit injungere pœnas pecuniarias ? Respondemus quod sic, pro executione officii applicandas, seu in pios usus alios convertendas.* — Eymeric, III, quest. 103, p. 387.

santé ou de quelque autre cause ; il les applique aussi à ceux qui profèrent à la légère, sous l'empire de la colère ou par ignorance, des propos hérétiques ; à tous les accusés riches et aux avarés qui se convertissent, parce qu'en général ils souffrent beaucoup d'être obligés de payer une somme d'argent (1).

Les amendes pouvaient, comme les pèlerinages, être employées encore soit à titre accessoire, soit à titre de commutation de peines ; elles garantissaient aussi l'exécution des pénitences imposées aux condamnés laissés en liberté, ceux-ci étant en général obligés de fournir une caution (2).

Nous avons vu plus haut que, lorsque le condamné mourait avant d'avoir pu accomplir son pèlerinage, ses héritiers ou représentants étaient astreints à payer une compensation, fixée arbitrairement par l'inquisiteur. Il en était de même toutes les fois qu'une pénitence n'entraînant pas la confiscation *ipso facto* lui avait été imposée (3).

(1) *Imponi possunt eæ mulctæ pecuniariæ arbitrio inquisitorum; quod tunc demum fieri solet, cum reus est vehementer suspectus; et propter ætatem vel valetudinem vel aliam causam nec torqueri nec purgari potest... Illis qui præferunt verba hæretica aut ludendo aut ex ira, aut ex fatua simplicitate et ignorantia... reis divitibus et cupidis redeuntibus, nam hi vehementer dolere solent in pecuniasolvenda.— Pegna, in Eymeric, III, quest. 103, com. 147, p. 267.*

(2) *Sub certa pœna pecuniaria injungatis districtæ, quod fidem catholicam firmiter teneant... et observent quæ eis faceritis, vel unus vestrum, occasione ipsius hæreticæ pravitatis; et ab eisdem de solvenda hujusmodi pœna si secus fecerint, cautio exigatur.— Innocent IV, 30 mai 1254, Super extirpatione. Ripoll, I, 247.*

(3) *Quidam..., pro his quæ commiserunt in hæresim, astringunt se inquisitoribus, sub obligatione honorum suorum, ad recipien-*

IV

Les pèlerinages et les amendes étaient les moins graves des peines infligées ordinairement par les inquisiteurs. Pour les crimes d'hérésie méritant une expiation plus grande, les condamnés recevaient l'ordre de porter certains emblèmes extérieurs ; marques dégradantes, ils étaient le signe auquel on reconnaissait ceux qui avaient été condamnés pour fautes graves par l'inquisiteur.

Les hérétiques ordinaires, simples croyants, devaient porter deux croix de drap jaune sur leurs vêtements, l'une sur la poitrine, l'autre derrière, entre les épaules. Le grand bras de la croix devait avoir deux palmes et demie et le petit bras deux palmes de long, chacun devant avoir une largeur de trois doigts (1).

Les hérétiques invétérés, comme les parfaits Cathares, devaient en outre en porter une troisième, les hommes sur leur coiffure et les femmes sur leur voile (2).

dum ab eis poenitentiam et complendam, sed ea licet injuncta non tamen peracta... decedunt... Per inquisitores cogi debent heredes, vel alii ad quos bona talium cum suo onere devenerunt. — Alexandre IV, 10 janvier 1260, *Quod super nonnullis*. Ripoll, I 388.

(1) Portent in superiori veste duas cruces coloris crocei longitudinis duorum palmorum et dimidii, latitudinisque duorum, et in se trium digitorum habentes latitudinem, unam antierius in pectore, et aliam posterius inter scapulas. — *Conc. Narbonne*, 1246, c. 26. Harduin, VII, 420.

(2) Et si fuerint vestiti hæretici vel damnati, portent crucem tertiam competentis quantitatis, seu coloris ejusdem, in capucio vel in velo. — *Ibid.*

Les parjures devaient aussi porter des croix, mais doubles, semblables à celles sus-énoncées, avec un autre bras transversal de la longueur d'une palme (1).

Nous avons vu que les faux témoins étaient condamnés à porter des langues rouges ; ajoutons, pour terminer la liste de ces emblèmes, que les prisonniers, mis en liberté provisoire, devaient porter des marteaux découpés dans du feutre rouge (2).

Tous ces signes extérieurs devaient être portés continuellement par le pénitent, pendant une durée fixée par l'inquisiteur, qui varia, au début, d'un an à huit ans, mais qui, plus tard, devint une peine infligée à vie. Il est vrai que, dans ce cas, l'inquisiteur pouvait les remettre pour bonne conduite ou lorsqu'elles entraînaient trop de difficultés pour le condamné. Il dut même y avoir de nombreux exemples de ces pardons ; car, dans le sermon général, une place était assignée à la cérémonie de l'ablation des croix par Bernard Gui, ainsi que nous l'avons vu plus haut.

Si les croix étaient des peines infamantes, on n'en avait pas pour cela le droit de se moquer de ceux qui étaient condamnés à les porter, ni de leur rendre toute vie impossible. Le concile de Béziers avait, en effet, interdit de les tourner en dérision,

(1) Et si forte dejeraverint... portant in superiori parte duarum crucum... brachium transversale palmi unius vel circa. — *Ibid.*

(2) Portet signum martelli de filtro crocei coloris, ante in pectore et retro inter scapulas in veste superiori, in signum et testimonium quod adhuc est de muro. — B. Gui, II, p. 54.

rappelant que l'acceptation voulue des pénitences devait bien plutôt être un motif d'admiration. On en arriva même à poursuivre, comme s'opposant à l'inquisition, ceux qui, par leurs railleries, tendaient à empêcher les pénitents d'exécuter la sentence prononcée contre eux. Bernard Gui rappelait, lors de ses autos da fé, la défense portée par le concile de Béziers et les poursuites qui seraient entamées contre ceux qui la violeraient (1).

Quand un condamné à porter des croix les abandonnait, il était puni de peines arbitraires par l'inquisiteur et pouvait encourir la confiscation (2). Nous avons, dans le registre du greffier de l'inquisition de Carcassonne, l'exemple d'un certain Gaillard Vassal, de Salsigne, qui, pour avoir rejeté temporairement les croix à lui imposées, est condamné, le 3 mars 1253, « à porter deux croix, chacune d'une palme, sur son chaperon, et il ne pourra, ni dans sa maison, ni au dehors, se dispen-

(1) Quo circa nos inquisitores prefati monemus semel secundo ac tertio peremptorie ac precise et districtius inhibemus nequis... irrisiōnem aliquam aut molestiam præsumat inferre pœnitentibus quibus cruces pro crimine hæresis sunt impositæ et injunctæ... nec a locis propriis nec a communibus commerciis excludantur, ne per hoc aut hiis similia retardetur conversio peccatorum, et ne conversi a pœnitentia resipiscant, seu ex his vel aliis præbeatur eisdem occasio relabendi. Quod si secus a quoquam fuerit attemptatum, contra temerarios præsumptores tanquam contra impeditores seu retardatores negotii fidei.... per censuram ecclesiasticam procedemus. — B. Gui, III, f. 15. p. 100.

(2) Item reconciliati de hæresi qui duas cruces proeminentes ad mandatum episcopi portare noluerint, pro hæreticis habeantur et bona eorum confiscentur. — *Conc. Béziers*, 1233, c. 4. Harduin, VII, 299.

ser de porter ce chaperon avec les croix qui s'y trouveront attachées. Enfin, chaque dimanche de carême, il aura à visiter toutes les églises du bourg, en chemise et en braies, nu-pieds, avec des verges dans la main et coiffé du chaperon qu'il lui a été ordonné de porter » (1).

Ainsi que le fait remarquer M. Tanon, « il n'y avait pas de règles fixes pour l'imposition des croix, et il est souvent bien difficile de distinguer, dans les sentences de condamnation, les motifs qui les ont fait prononcer au lieu de la prison » (2). Mais ce que l'on peut dire, et cela ressort nettement de l'énumération, que nous avons donnée plus haut, des diverses condamnations à porter des emblèmes extérieurs, c'est qu'elles n'étaient prononcées que dans des cas très graves ; ajoutons qu'elles étaient aussi souvent ajoutées ou substituées à la prison, lorsque celle-ci avait été infligée à titre principal.

V

Cette dernière pénitence, ou *murus*, était la plus dure de celles qui rentraient dans la compétence de l'inquisiteur.

Elle avait un triple but : faire obtenir au coupable le pardon de ses crimes, le maintenir dans le

(1) Molinier, *Inquisition dans le Midi de la France*, p. 418. Donne référence : Man^t Clermont, I, f° 25 B, 26 A.

(2) Tanon, p. 494.

droit chemin et l'empêcher, jusqu'à son parfait amendement, d'en corrompre d'autres (1).

C'était la peine normale des hérétiques convaincus, lorsque quelque circonstance particulière ne les signalait pas à l'indulgence de leur juge (2). En étaient dispensés ceux qui se présentaient pendant le temps de grâce, qui aidaient à la capture d'un des leurs, et parfois aussi, mais alors à titre de faveur, ceux qui avouaient, dès leur arrestation, les torts qui leur étaient reprochés. Sauf ces exceptions, tout hérétique dont la culpabilité en matières graves était démontrée était condamné à la prison perpétuelle, pourvu toutefois qu'il consentit à avouer et à abjurer ses erreurs.

Ceux, en effet, qui, convaincus d'hérésie, refusaient de reconnaître leurs torts, étaient déclarés impénitents et abandonnés au bras séculier, pour être punis comme ils le méritaient. Nous verrons plus loin que tel était aussi, d'après la législation, le sort réservé aux relaps même repentants, bien que, dans la pratique, ils aient été, le plus souvent, traités avec indulgence.

Les prisonniers n'étaient pas tous soumis exactement à la même pénitence. Il existait, en effet, plu-

(1) In muro tali includantur cautela quod facultatem non habeant alios corrumpendi. — *Conc. Toulouse*, 1229. Harduin, VII, 178.

(2) Si qui vero de prædictis, postquam fuerint apprehensi... redire voluerint ad fidei unitatem, juxta canonicas sanctiones ad agendum poenitentiam in perpetuum carcerem detrudantur. — Innocent IV, 31 octobre 1243, *Cum adversus*. Ripoll, I, 125.

sieurs régimes (1). Le *murus largus* était le plus doux, accordé aux captifs âgés et infirmes, ou à ceux qui montraient bonne volonté de se convertir. Les prisonniers y étaient en général gardés en commun, car il n'y aurait pas eu assez de cellules spéciales pour chacun d'eux ; c'était le régime normal, celui qui s'appliquait lorsqu'aucun autre n'avait été spécifié. Dans le *murus strictus*, le prisonnier avait les pieds enchaînés, et il était maintenu en cellule sans rapport avec personne. Y étaient condamnés ceux dont les offenses avaient été scandaleuses, ou les confessions incomplètes. Le *murus strictissimus*, le plus pénible, se caractérisait, d'après M. Lea (2), en ce que le condamné avait les pieds et les mains enchaînés, d'après M. Tanon, en ce qu'il était en plus dans une cellule plus incommode et moins aérée.

Quel que soit le régime employé, les prisonniers étaient privés de tout rapport avec le dehors. Il n'y avait d'exception que pour les époux entre eux. Le concile de Béziers avait, en effet, décidé que l'on ne devrait pas empêcher les conjoints de se voir, qu'ils fussent tous deux ou seulement l'un ou l'autre en prison (3).

Bien que l'emprisonnement fût toujours prononcé à perpétuité, le captif qui le méritait par une

(1) Cf. Vidal, *Annales Saint-Louis des Français*, 1905, p. 361 à 368. — Tanon, p. 486 et suivantes.

(2) Lea, I, 487.

(3) Sit autem liber accessus uxori ad virum immuratum...; ne cohabitatio denegetur eisdem, sive ambo immurati fuerint, sive alter. — *Conc. Béziers*, 1246, c. 25. Harduin, VII, 449.

docilité exemplaire pouvait vivre avec l'espoir d'une libération éventuelle. Nous verrons que les inquisiteurs furent assez indulgents pour l'accorder souvent, en admettant facilement les motifs qui leur étaient proposés.

§ II

L'abandon au bras séculier

Toutes les pénitences que nous avons étudiées jusqu'ici avaient pour but l'amélioration du coupable. Lorsque celle-ci semblait impossible, le rôle de l'Eglise était terminé ; elle le retranchait alors de son sein par l'excommunication, lui retirait sa protection et l'abandonnait au bras séculier, afin que ce dernier, en lui infligeant un châtiment, fit un exemple et préservât la société des attaques dirigées contre elle.

Nous exposerons d'abord quels étaient les cas dans lesquels l'inquisiteur remettait le coupable au magistrat civil, puis nous rechercherons quelle était la peine appliquée par ce dernier.

I

L'impénitent, c'est-à-dire celui qui refusait d'avouer les fautes qui étaient prouvées contre lui ou d'abjurer ses erreurs, ne relevait plus de la juridiction ecclésiastique, car tout espoir de l'amender était perdu ; aussi était-il remis au bras sécu-

lier (1). C'était le cas normal et typique de l'abandon.

Nous avons indiqué plus haut que, légalement, c'était aussi le sort réservé aux relaps. La bulle *Ad abolendam* avait, en effet, exigé, dès 1184, que l'on abandonnât au bras séculier, sans même les entendre, ceux qui, après avoir abjuré leur erreur, retomberaient dans l'hérésie (2). Mais, en pratique, cette décision ne fut pas mise à exécution. M. Lea, qui, pourtant, n'est pas suspect de partialité pour l'Eglise, le reconnaît en termes formels : « Ce fut tantôt la rigueur, tantôt l'indulgence qui l'emporta ; mais il est consolant de pouvoir dire que, dans la grande majorité des cas, les inquisiteurs penchaient vers la clémence » (3). Nous avons, d'ailleurs, l'exemple de Bernard de Caux qui, au XIII^e siècle, sur soixante cas de relaps, ne prononça pas une condamnation plus dure que la prison (4), et l'opinion de saint Raymond de Pénafort, d'après lequel les relaps devaient être internés (5). Les inquisiteurs, en effet, pen-

(1) Cum ecclesia ultra non habeat quod faciat pro suis meritis contra eum, relinquimus brachio et iudicio curiæ secularis. — Gui, III, 144.

(2) Illos quoque qui, post abjuratorem præfati erroris... deprehensi fuerint in abjuratam hæresim recidisce, seculari iudicio sine ulla penitus audientia decernimus relinquendos. — Lucius III, *Decretales, de Hæreticis*, V, VII, 9.

(3) Lea, I, 544.

(4) *Sentences de Bernard de Caux et de Jean de Saint-Pierre*. Dans Douais, *Documents pour servir à l'histoire de l'inquisition dans le Languedoc*, II.

(5) Dubitatio oritur... utrum relapsi... si postquam fuerint deprehensi voluerint pœnitere, relinqui debeant iudicio seculari.

saient qu'en retirant à ces derniers la protection de l'Eglise, ils manquaient à la maxime que celle-ci ne refuse jamais le pardon à ses enfants égarés.

Le concile de Narbonne, en 1244, leva leurs scrupules. Il ordonna de nouveau de remettre les relaps, même repentants, au bras séculier, en ajoutant que ce n'était pas là un refus de pardon (1) ; il fallait distinguer, en effet, entre la faute, le châtimement qu'elle méritait et le danger qu'elle faisait courir à la société. L'Eglise ne pouvait refuser de délier le coupable, au point de vue spirituel, de la faute qu'il avait commise ; elle pardonnait, s'en remettant à Dieu pour juger de la sincérité des regrets de l'accusé. Mais, comme celui-ci avait violé les promesses qu'il avait déjà faites une fois, qu'il était retombé dans des erreurs dont il avait paru corrigé, que, par suite, il y avait tout lieu de craindre que cette nouvelle abjuration serait suivie de nouvelles fautes, l'Eglise, ne voulant pas que sa bonté fût une source de dangers pour la société et que le pouvoir civil pût lui reprocher de laisser troubler l'ordre établi, s'en remettait à ce dernier pour la décision à prendre, en lui laissant toute la responsabilité de ses actes.

Et videtur nobis quod non ; sed in quocumque casu tales ad intrusionem sint condemnandi. — Saint Raymond de Péafort, *Directoire*. Douais, *Inquisition*, p. 278.

(1) Et illis qui post abjurationem erroris, seu purgationem, deprehensi fuerint in abjuratam hæresim recidisse, sæculari judicio, sine ulla penitus audientia, relinquatis, animadversione debita puniendos,... licet eis pœnitentibus nequaquam pœnitentia sit deneganda. — *Conc. Narbonne*, 1244, c. 41. Harduin, VII, 254.

Depuis cette époque, la répression des relaps devint plus énergique, bien qu'il y ait eu encore souvent, dans les faits, des cas d'indulgence. Ces adoucissements ne reçurent, d'ailleurs, pas toujours l'approbation des autorités séculières. Nous avons, en effet, une lettre écrite par Renaud de Chartres, de l'ordre des frères prêcheurs, à Alphonse de Poitiers, dans laquelle il se plaint à ce prince de ce que ses officiers ont mis à mort des individus relaps, condamnés seulement à la prison perpétuelle, et ajoute qu'il va consulter le pape et maintiendra, en attendant, les condamnés sous bonne garde (1).

La théorie de la rechute prit alors une importance qu'elle n'avait pas auparavant. Saint Raymond avait défini le relaps « celui qui, après avoir abjuré son hérésie, y retombe » (2). On se demanda s'il était nécessaire qu'il y ait eu la première fois condamnation ou s'il suffisait que le coupable y ait échappé par la purgation canonique. Nous avons vu plus haut comment la question fut résolue, comment, après une suspicion légère, l'accusé n'était pas regardé comme relaps, tandis qu'il l'était après une suspicion véhémence ; les preuves à fournir pouvant,

(1) Inquisitores... licet tales perpetuo carceri per sententiam manciparint, judex secularis, non obstante dic'a sententia, dictos relapsos tradebat flammis. — Boutaric, *Saint Louis et Alphonse de Poitiers*, p. 452, donne référence : *Supplément du trésor des Chartes*, 1024, n° 7, et fait remonter cette pièce non datée à 1255.

(2) Relapsos credimus illos, qui, post abjuratam hæresim vel renunciatam, in pristinam hæresis credentiam revertuntur. — Saint Raymond, *loc. cit.*, p. 277.

d'ailleurs, être plus légères, en cas de récidive, que pour établir le bien fondé de la première accusation.

Le concile de Béziers avait ordonné de punir comme relaps ceux qui refusaient obstinément d'entrer en prison ou d'accomplir les pénitences à eux imposées, car ils méprisaient les ordres de l'inquisiteur (1). Mais Bernard Gui se refusait à abandonner ces coupables au bras seculier, s'ils n'étaient pas retombés dans leurs erreurs, et il s'en remettait à la discrétion de l'inquisiteur pour leur imposer de nouvelles pénitences (2).

Quant à ceux qui s'évadaient de prison, Gui Foulque semblait les traiter comme impénitents (3). Pegna, au contraire, distinguait : tant qu'ils étaient en fuite, ils pouvaient être condamnés comme impénitents ; mais, s'ils revenaient de leur plein gré, ou qu'étant arrêtés, ils se déclaraient prêts à donner satisfaction, on devait leur pardonner, tout en aggravant leur pénitence (4).

(1) Contemptores, si qui fuerint, vobis denuntient sine mora, in eos tanquam relapsos... processuris. — *Conc. Béziers*, 1246, c. 34. Harduin, VII, 422.

(2) Sed illis supponitur aut abjuratio hæresis et relapsus in eam aut impœnitentia cum contumacia, unde recidivantes seu relapsidicti improprie, si pœniteant, non sunt relinquendi iudicio sæculari, sed puniendi sunt pœnis aliis ad arbitrium inquisitorum... reducendo ad carcerem muri et eisdem pœnas alias imponendo. — B. Gui, IV, 222.

(3) In eos qui carceres exierunt... durat inquisitorum potestas, adeo quod illi qui prædicta commiserunt, si excusationem non habent, possunt tanquam hæretici condemnari. — Tanon, 470, donne référence : Gui Foulque, quest. 13.

(4) Quamdiu in fuga is fuerit, qui e carcere exivit,... condemnari poterit tanquam impœnitens ; si vero vel ipse sponte

L'abandon au bras séculier, bien qu'assez souvent édicté par la législation, ne fut donc pas, dans la pratique, aussi appliqué qu'on pourrait le croire. Il ne faut pas y voir, comme on l'a fait souvent, le trait essentiel de l'inquisition. Sur 930 condamnations portées par Bernard Gui, de 1308 à 1323, 45 seulement sont marquées des mots « abandonnés au bras séculier » (1), et pourtant il ne peut pas être taxé d'indulgence, lui qui protestait, sans résultat, d'ailleurs, contre les garanties données aux accusés par les papes. Bernard de Caux, de son côté, ne nous a laissé aucun exemple de coupable livré par lui au magistrat civil, si toutefois on en excepte les contumaces, auxquels, cependant, il pardonna parfois (2). Il nous est donc permis de conclure des exemples donnés par ces deux inquisiteurs zélés que, si nous avons aujourd'hui assez de documents pour pouvoir dresser des statistiques précises, la moyenne des abandons au bras séculier, par rapport aux autres condamnations, ne serait pas très élevée.

redierit, vel comprehensus fuerit et paratus sit ecclesiæ satisfacere, etiamsi commodam excusationem cur aufugerit non afferat, ad gremium ecclesiæ recipiendus erit ; sed majori poena tunc coercendus est propter fugam. — Pegna, in Eymeric, III, com. 154, p. 265.

(1) Liste des condamnations de Bernard Gui (1308-1323). Vacandard, *Inquisition*. Appendice B, p. 322.

(2) *Sentences de Bernard de Caux et de Jean de Saint-Pierre*, loc. cit.

II

Dans la sentence prononçant l'abandon, l'inquisiteur priait, en général, le magistrat civil d'user de clémence et d'éviter la mort au condamné (1). Mais, malheureusement, la législation ni la pratique séculière ne prévoyant pas d'autre peine, il arrivait, en fait, que cet appel à l'indulgence restait sans écho.

Tout d'abord, en France, on appliqua la peine de mort aux hérétiques, sans qu'il y eût un texte législatif l'ordonnant. Sans doute, les empereurs Théodose et Valentinien, se reconnaissant, en leur qualité d'évêques du dehors, qualité pour édicter des peines afflictives contre les perturbateurs de la société chrétienne, avaient déjà ordonné de punir les Manichéens du dernier supplice (2). Mais la législation romaine était tombée en désuétude avec les invasions et le triomphe de l'empire d'Occident. La première fois que nous rencontrons l'application de la peine de mort aux hérétiques en France, c'est lorsqu'elle fut employée contre les chanoines d'Orléans, en 1022 ; mais ce fut, bien plus qu'une

(1) *Relinquimus brachio et iudicio curiæ secularis, eandem affectuose rogantes, prout suadent canonicæ sanctiones, quatinus citra mortem et membrorum ejus mutilationem circa ipsum suum iudicium et suam sententiam moderetur (vel sic, quatinus vitam et membra sibi illibata conservet).* — B. Gui, p. 127 et p. 128.

(2) *Manichæis etiam de civitatibus pellendis et ultimo supplicio tradendis.* — Loi 5. *Code de Justinien. De hæreticis*, I, V. — *Ubique Manichæi inveniuntur, capite damandi sunt.* — Loi 11, *ibidem*.

sentence judiciaire, une mesure politique ordonnée par Robert le Pieux, sans que nous trouvions de texte sur lequel il se soit appuyé. Ce devint alors, ainsi que le fait remarquer M. Julien Havet (1), une pratique constante de mettre à mort les hérétiques, mais ce ne fut là qu'une pratique sans base légale.

C'est Pierre II, roi d'Aragon et comte de Barcelone, qui promulgua le premier, en 1197, une constitution contre les hérétiques, dans laquelle il les déclarait bannis et décidait qu'après un délai d'un an, s'ils étaient pris, ils seraient livrés aux flammes (2).

Louis VIII, au mois d'avril 1226, et saint Louis, en 1228, ordonnèrent à leur tour de punir sans délai les hérétiques, reconnus tels par l'évêque, de l'« *animadversione debita* » (3), c'est-à-dire de la peine qui leur était infligée d'après les usages, et nous avons dit qu'il fallait par là entendre la peine de mort.

Cette législation rigoureuse se trouve consacrée dans les livres de pratique et coutumiers du XIII^e siècle. D'après le livre de Jostice et de Plet, dès qu'un individu est suspect d'hérésie, « les per-

(1) Julien Havet, *L'hérésie et le bras séculier au moyen âge, jusqu'au XIII^e siècle* (*Œuvres complètes*, 2 vol. in-8°, Paris, Leroux, 1896), tome II, page 128.

(2) Et si post tempus præfixum aliqui in tota terra nostra eos invenerint... corpora eorum ignibus cremantur. — Havet, p. 167. Donne référence Marca : *Marca Hispanica*, col. 134.

(3) Postquam fuerint de hæresi per episcopum loci... condemnati, indilate animadversione debita puniantur. — *Ordonnances des rois de France*, XII, p. 319. Cf. Havet, *ibid.*

sones d'iglise devent fere l'inquisicion de la loi sor li, et demander li de la foi. Et ce seit fet devant le commun de seinte iglise; et s'il est dampnez, et por lor jugement, et sainte iglise en oste ce qu'ele i a, auprès li rois prent le cors et fet livrer à mort » (1).

Le genre de mort est précisé par les Etablissements de saint Louis : « Se aucuns est soupeçonneus de bougrerie, la joutise le doit prandre et envoyer à l'evesque; et se il en estoit provez, l'en le devrait ardoir »; et ailleurs : « Et quant li juges l'avroit examiné, se il trovoit que il fust bougres, adonc si le devroit envoyer à la joutise laie. Et la joutise laie si le doit faire ardoir » (2).

Enfin, Beaumanoir ne parle aussi que de la peine du feu : « Si que, s'il a aucun lai qui mescroie en le foy, il soit radreciés à le vraie foi par l'enseignement; et s'il ne les veut croire, ançois se veut tenir en sa malvese erreur, il soit justiciés comme bougres et ars. Mais en tel cas doit aidier le laie justice à sainte Eglise, car quant aucuns est condampnés comme bougres par l'examination de sainte Eglise, sainte Eglise le doit abandonner à le laie justice, et le justice laie le doit ardoir, parce

(1) *Livre de Jostice et de Plet*, I, 3, § 7. (*Documents inédits sur l'histoire de France* publiés par les soins du ministre de l'Instruction publique, in-4°, Paris, Firmin-Didot, 1850, 1^{re} série).

(2) *Etablissements de saint Louis* (éd. Viollet), in-8°, Paris, Renouard, 1886. I, 90; I, 127. Cf. tome IV, p. 36. Note de Ducange : « Une autre chronique ms. qui finit en l'an 1322, en l'an 1225 : En cest fit ardoir les bougres frères Jehans qui estoit de l'ordre des Frères Prêcheurs. »

que le justice espirituel ne doit nului mettre à mort » (1).

Ainsi, soit dans la législation, soit dans les coutumiers du XIII^e siècle, nous ne rencontrons aucune allusion à un autre châtiment que la peine de mort. Nous devons donc admettre qu'elle était la seule appliquée par le pouvoir séculier.

Il est juste de reconnaître cependant que, si cette législation fut rigoureuse, elle ne fit relativement que peu de victimes. D'une part, en effet, nous avons dit que les abandons au bras séculier furent rares. D'autre part, il avait été décidé que, sauf pour les relaps, la sentence de l'inquisiteur prononçant l'abandon n'était pas définitive. Même condamné à mort par le pouvoir séculier, le coupable pouvait encore échapper à l'exécution. Celle-ci, en effet, n'avait jamais lieu aussitôt; elle devait être toujours reportée au lendemain et pouvait l'être à plusieurs jours, afin que, se produisant un jour de fête devant plus de peuple assemblé, elle fût d'un plus grand exemple. Le coupable jouissait donc d'un dernier délai pour se convertir et, jusque sur le bûcher, il pouvait avouer et abjurer ses erreurs. Son amendement devenant alors possible, il était remis entre les mains de l'inquisiteur, qui devait le recevoir, après toutefois avoir examiné si cette conversion n'était pas le seul résultat de la crainte (2).

(1) Beaumanoir; *Coutumes de Beauvoisis*, XI, 2 (éd. Beugnot), in-8°, Paris. — Renouard, 1842, t. I, p. 157.

(2) Si autem contingeret, quod et pluries olim contigit, quod talis, postquam relictus et traditus exstitit brachio et curiæ secu-

§ III

Peines accessoires

La condamnation pour hérésie entraînait, outre les pénitences dont nous avons parlé, certaines peines accessoires : flagellation, infamie des hérétiques, destruction de leurs maisons et confiscation de leurs biens, dégradation des clercs.

I

La flagellation consistait en ce que le condamné devait être exposé nu, autant que la décence et la température le permettaient, et recevoir des coups de verges le dimanche, à la messe, entre l'épître et l'évangile (1). Il devait aussi suivre les processions solennelles et, à chaque station ainsi qu'à la fin, être frappé de verges. Après l'avoir reçue, il déclarait publiquement que c'était là la pénitence de ses

lari et ab eadem curia receptus ad locumque supplicii perductus, diceret et assereret se velle pœnitere et a prædictis erroribus resilire, in eo casu esset reservandus et reddendus inquisitoribus et ab eis recipiendus, nisi forsan alias fuisset relapsus... Est autem in tali casu, ipsis inquisitoribus summo opere præcavendum et diligencius observandum, ut cum conversi in tali articulo metu pœnæ suspecti merito habeantur, an eorum conversio vera sit an simulata. — B. Gui, III, form. 38, p. 144.

(1) Quaque dominica die inter epistolam et evangelium, vestibus aliquibus denudati prout visum fuerit pro qualitate temporis faciendum sacerdoti parochiæ suæ missam celebranti cum virgis in manu publice se præsentent ibique recipiant disciplinam et idem faciant in omni processione solenni. — *Conc. Narbonne*, 1244. Harduin, VII, 251.

fautes (1). Bernard Gui l'infligeait comme peine principale à ceux qui apportaient quelque empêchement à l'exercice de l'Office. Mais elle était en général l'accessoire d'autres pénitences, à ce point même qu'elle était souvent sous-entendue dans la condamnation.

II

L'infamie frappait toujours *ipso jure* (2) les hérétiques, résultat de l'excommunication portée contre eux ; elle engendrait des incapacités relatives aux fonctions publiques et aux actes de la vie civile.

Ceux qu'elle atteignait ne pouvaient plus être témoins ; ils n'étaient plus capables de remplir des charges publiques et d'en désigner les titulaires (3) ; ils étaient même frappés dans leurs rapports avec leur famille, car le père était dépouillé de toute puissance sur ses enfants (4).

De plus, l'hérétique perdait la faculté de disposer

(1) Et post hæc, stantes coram populo, publice et alte dicant prædictam sententiam sibi esse impositam et injunctam propter illa quæ commiserunt contra inquisitores hæreticæ pravitatis et inquisitionis officium eorumdem. — B Gui, III, 165.

(2) Catharos et omnes hæreticos utrius que sexus, quocumque nomine censeantur, perpetua damnamus infamia. — Innocent IV, 31 octobre 1243, *Constitutions de Frédéric II*. Ripoll, I, 125.

(3) Nec ad publica officia seu consilia, nec ad eligendos aliquos ad hujusmodi, nec ad testimonium admittatur. — *Decretales*, V, 7, c. 13.

(4) Cum dignum sit ut propter tanti atrocitatem delicti, filii esse in parentum hæreticorum desierunt potestate. — *Sexte*, De hæreticis, c. 2, *Quicumque*.

de ses biens [par actes entre vifs ou testamentaires et celle de recueillir une succession (1)].

Ce n'était pas seulement les actes faits depuis la sentence de condamnation qui étaient nuls, mais tous ceux qui remontaient à la première tache d'hérésie. A partir de ce jour, il était privé de tout droit sur ses biens (2) et la sentence intervenant avait beaucoup plus pour effet de reconnaître cette incapacité préexistante que de la déclarer.

Ainsi entendue, cette règle aurait amené des perturbations énormes dans les affaires. L'hérésie se cachant en général, toutes relations commerciales seraient devenues impossibles par suite de l'ignorance où l'on se serait trouvé de la capacité de son cocontractant. C'est pourquoi on décida que les actes de l'hérétique ne seraient nuls qu'à son égard, c'est-à-dire qu'il ne pourrait pas en tirer profit. Les tiers n'étaient plus tenus envers lui, ils ne devaient plus lui payer leurs dettes et en recevaient même défense; mais ils n'étaient pas libérés pour cela. Le lien de droit qui les unissait à leur créancier passait *ipso facto* sur la tête de ceux qui étaient devenus possesseurs des biens de l'hérétique, c'est-à-dire de ceux qui avaient bénéficié de la confiscation.

Quant aux engagements que l'hérétique avait pris vis-à-vis des tiers, on décida qu'ils seraient

(1) Sit etiam intestabilis, ut nec testandi liberam habeat facultatem, nec ad hæreditatis successionem accedat. Nullus præterea ipsi super quocumque negotio, sed ipse aliis respondere cogatur. — *Decretales*, V, 7, *De hæreticis*, c. 13.

(2) *Ibid.*, c. 12. *Vergentis*.

valables, à condition toutefois que ceux-ci aient été de bonne foi, c'est-à-dire qu'ils aient traité avant que leur cocontractant ne fût cité pour crime d'hérésie ou ne passât pour hérétique aux yeux de tous (1). L'inquisition n'avait pas à s'occuper des tiers de mauvaise foi, ceux-ci étant suspects d'hérésie du jour où ils traitaient sciemment avec un hérétique.

Cette infamie était perpétuelle et devait frapper les condamnés pour hérésie jusqu'à ce que le pape ou son légal aient décidé de les en relever. Leur réconciliation avec l'Eglise ne suffisait pas à les en affranchir (2).

Les héritiers d'hérétique étaient, comme leur auteur, incapables de remplir aucune charge publique et d'être titulaires d'un bénéfice ecclésiastique. Mais cette incapacité était restreinte au cas où le coupable était mort en état d'hérésie ; elle ne s'appliquait pas s'il s'était amendé, s'il avait reçu une pénitence ou s'il s'était d'avance soumis à celle

(1) Eos vero, vel eas qui cum eis, postquam fuerint hæretici contraxerant, repelli volumus ab agendo, si cum hæreticis manifestis vel pro hæresi jam citatis, vel notatis vel publice infamatis, contrahere præsumpserunt. Si vero iis cessantibus, bona fide cum talibus contraxerint, eos audiri volumus. — *Ordonnance de saint Louis*, avril 1250. Tanon, p. 541, donne référence : *Ordonnances des rois de France*, I, p. 61, art. 6 et 7.

(2) Hæreticis autem, quandocumque ad fidem catholicam fuerint conversi, nulla de cetero officia publica ab aliquibus committantur, nec ad aliquos actus legitimos admittantur, nisi per dominum papam vel ejus legatum prius fuerint in integrum restituti. — *Conc. Béziers*, 1254, c. 10. Harduin, VII, 459.

qui lui serait infligée (1). Primitivement, elle atteignait les héritiers jusqu'à la seconde génération. Boniface VIII la supprima pour les petits-enfants de la femme hérétique (2).

III

L'infamie qui frappait l'hérétique et ses héritiers atteignait aussi, pour ainsi dire, ce qui l'entourait. La maison qu'il habitait devait être détruite et le fonds confisqué (3). Il fallait même, d'après Innocent IV, démolir les maisons contiguës, lorsqu'elles appartenaient au même propriétaire, à moins toutefois que celui-ci n'ait contribué à l'arrestation du coupable (4). Cette disposition fut précisée par

(1) Hoc sane de filiis et nepotibus hæreticorum... qui tales etiam decessisse probantur. .; non autem illorum quosemendatos esse constiterit et reincorporatos ecclesiæ unitati, et pro culpa hujusmodi ad mandatum ecclesiæ pœnitentiam recepissee, quam ipsi vel jam perfecerunt, vel humiliter persecutioni ejus insistent, vel parati fuerint ad recipiendam eandem. — *Sexte*, V, II, 15.

(2) Statutum felicitis recordationis Innocentii et Alexandri prædecessorum nostrorum, ne videlicet hæretici credentes... ipsorumque filii usque ad secundam generationem ad aliquod beneficium ecclesiasticum seu publicum officium admittantur; quod si secus actum fuerit, sit irritum et inane. Primum et secundum gradum per paternam lineam comprehendere declaramus, per maternam vero ad primum duntaxat volumus hoc extendi. — *Ibid.*

(3) Illam autem domum in qua fuerit inventus hæreticus diruendam decernimus et locus ipse sive fundus confiscetur. — *Cone. Toulouse*, 1229, c. 6. Harduin, VII, 178.

(4) Domus autem in qua repertus fuerit hæreticus... sine ulla spe reædificandi funditus destruatur, nisi dominus domus eos ibidem procuraverit reperiri. Et si dominus illius domus alias

Alexandre IV, qui décida, en 1257, qu'il ne fallait entendre par maisons contiguës que les dépendances, et que l'habitation de l'hérétique ne devrait pas être détruite si le propriétaire avait été de bonne foi, c'est-à-dire s'il avait ignoré l'hérésie de son locataire. et n'était pas lui-même suspect d'hérésie (1).

M. Tanon fait remarquer que, dans la pratique, « cette mesure ne reçut pas toute l'extension que lui donnaient les constitutions impériales » (2). De fait, Bernard Gui ne semble l'appliquer qu'aux maisons où quelqu'un avait reçu l'hérétication par l'imposition des mains et le propriétaire en ayant eu connaissance (3).

Les maisons détruites ne pouvaient pas, d'ailleurs, être relevées et les matériaux provenant de la démolition devaient être affectés à quelque œuvre pie (4).

domos habuerit contiguas illi domui, omnes illæ domus similiter destruantur. — Innocent IV, 15 mai 1252, *Ad extirpandu*. Ripoll, I, 210.

(1) Cum domus, quamvis diversis mansionibus distinguatur, una nihilominus sit censenda... Nisi legitime constiterit præfatarum domorum dominos in his casibus penitus innocentes, ac etiam eos non esse de hæretica labe suspectos. — Alexandre IV, *Felicitis recordationis*. 6 mars 1257. Ripoll, I, 330.

(2) Tanon, *loc. cit.*, 523.

(3) B. Gui, *Practica*, III, formule 44, p. 159. — Forma sententiæ contra domum in qua aliquis fuerit hæreticatus sciente domino domus.

(4) Totam materiam dictæ domus, cum diruta extiterit, reparationi seu reædificationi et alias utilitati seu necessitati præfati hospitalis... applicamus. — B. Gui, II, form. 33, p. 60.

IV

Flagellation, infamie avec toutes ses conséquences, ce n'étaient certes pas là des peines négligeables, mais il était une autre pénitence accessoire, la confiscation, à laquelle nous avons déjà fait plusieurs allusions, qui atteignait les hérétiques encore plus durement.

La confiscation datait du droit romain ; Arcadius et Honorius l'avaient édictée en 397 contre ceux qui seraient condamnés pour crime de lèse-majesté. « Ils seront mis à mort et leurs biens confisqués : leurs fils, à qui la vie sera laissée par faveur, seront privés des biens de leurs parents et notés d'infamie » (1). Cette règle fut étendue aux hérétiques avec cette différence toutefois que, dans le dernier état du droit romain, les héritiers orthodoxes pouvaient succéder à leurs parents hérétiques (2). Nous la retrouvons dans le décret de Gratien, qui la fonde sur la loi romaine. Puis Innocent III rétablit l'incapacité successorale des héritiers et Frédéric II la confirma dans l'édit de son couronnement, car, dirent-ils, « il est beaucoup plus grave de porter atteinte à la majesté éternelle

(1) Ipse quidem, utpote majestatis reus, gladio feriat, bonis ejus omnibus fisco nostro addictis. Filii vero ejus, quibus vitam imperatoria lenitate concedimus, ... a materna, vel avita, omnium etiam proximorum hereditate, ac successione habeantur alieni. — *Code*, IX, VIII, 5, pr. et § 1.

(2) Manichæi liberos quidem habentes orthodoxos, in eos ac solos ab intestato transmittant. — *Code*, I, V, 15.

qu'à un souverain temporel » (1). Il n'y avait qu'un cas où l'héritier pouvait y échapper, c'est lorsqu'il avait lui-même révélé l'hérésie de son auteur (2).

Innocent III avait prescrit la confiscation contre tous les hérétiques, sans aucune distinction entre eux. Mais elle ne fut pas appliquée à tous les coupables indistinctement. Le concile de Béziers en 1246 et celui d'Albi en 1254 ne l'ordonnaient que dans les cas où il y avait au moins condamnation à la prison, et Bernard Gui écrit que l'usage à Carcassonne, Toulouse, Albi et villes voisines était de ne saisir les biens que de ceux qui étaient abandonnés au bras séculier, qui étaient condamnés à la prison perpétuelle, ou y auraient été condamnés de leur vivant (3). La prison alors entraînait nécessairement la confiscation, à ce point même que les sentences en général n'énonçaient pas cette dernière peine.

(1) *Præcipientes ut bona talium confiscentur, nec ad eos ulterius revertantur ; ita quod filii ad successiones eorum pervenire non possint : cum longe gravius sit æternam quam temporalem offendere majestatem.* — Edit du Couronnement, § 5. Cf. *Decretales, de hæreticis*, c. 10.

(2) *Nec quidem a misericordiæ finibus duximus excludendum, ut si qui paternæ hæresis non sequaces, latentem patrum perfidiam revelaverint.* — Innocent IV, *Cum adversus*, 31 octobre 1243. *Constitution de Frédéric II*. Ripoll, I, 126.

(3) *Fuit usus... observatus in partibus Carcassonensibus et Tholosanis et Albigenis et circumvicinis, quod bona hæreticorum... relictæ tanquam tales brachio et iudicio curiæ sæcularis, item credentium... postquam sunt... judicati ad murum... dum vivunt, aut etiam post mortem ipsorum declarati quod forent si viverent immurandi, talium, inquam bona confiscantur.* — B. Gui, II, p. 64.

Ainsi échappaient à la confiscation les hérétiques qui venaient confesser et abjurer leurs erreurs pendant le temps de grâce, car ils n'étaient pas passibles de la prison, et ceux qui, par une faveur de leur juge, évitaient cette peine. Mais l'inquisiteur, en prononçant la prison, ne pouvait pas à lui seul laisser au condamné la disposition de ses biens ; il fallait, pour prendre cette décision, qu'il obtînt l'assentiment du pouvoir séculier, propriétaire légal des biens de l'hérétique depuis la première chute ; il n'avait qu'un moyen de dispenser le coupable de la confiscation, c'était de ne pas prononcer l'emprisonnement. Dans ce cas, d'ailleurs, le pouvoir séculier ne perdait rien, car, ainsi que le fait remarquer Bernard Gui, la prison ne pouvait être évitée que si l'accusé, en confessant et en abjurant ses erreurs, dévoilait à l'inquisiteur le nom de ses complices, et alors la poursuite de ceux-ci rétablissait au centuple la perte infligée au fisc par la première sentence (1).

La transmission de propriété, qui s'opérait au profit du pouvoir séculier du jour de la faute, n'avait donc lieu que sous condition et ne devenait définitive que le jour où une sentence d'emprisonnement avait été prononcée. Boniface VIII avait d'ailleurs interdit au fisc de s'immiscer dans les

(1) Si autem aliquibus videatur absurdum..., attendant... quod ex prædicta gratia promissa et facta ex causa rationabili, ut præmittitur, revelantur personæ aliæ quæ latebant, et quod in uno videtur amitti recuperatur in pluribus cum augmento. — B. Gui, III, 185.

affaires de l'hérétique jusqu'à cette condamnation (1).

Le produit de la confiscation revenait, en France, entièrement au pouvoir séculier, c'est-à-dire tantôt au roi, tantôt aux suzerains, suivant les conventions qui avaient été faites (2), et ce n'était pas là une source négligeable d'enrichissement. Aussi certains faisaient-ils leurs efforts afin que les condamnations fussent le plus nombreuses possible. Nous avons en effet une lettre adressée par le sénéchal de Rouergue, Jean d'Arzis, à Alphonse de Poitiers, où il se plaint de ce que l'évêque de Rodez admet à la pénitence trop d'hérétiques « en fraude des droits de ce seigneur », et où il lui demande en conséquence de faire surveiller la procédure par quelques représentants (3).

En effet, tous les biens meubles et immeubles du condamné devaient être saisis (4), aucun des textes que nous avons cités ne distinguant entre eux. Ils l'étaient même entre les mains des héri-

(1) Confiscationis tamen hujusmodi executio... fieri non debet per principes... antequam per episcopum loci, vel aliam personam ecclesiasticam... sententia super eodem crimine fuerit promulgata. — *Sexte V*, II. Boniface VIII, c. 9, *Cum secundum*.

(2) Tanon, p. 535, donne référence : Doat, XXXIV, folios 52-71. — *Comptes d'Arnauld Assalit, procureur du roi pour les encours*.

(3) *Esset bonum et consilium, si vobis placeret... ne in bonis hereticorum possit vobis aliqua fraus adhiberi, quod aliquis pro vobis in inquisitione inquisitori adjungeretur*. — *Tres des Chartes*, J. 326, n° 4). Cf. Boutaric, *Saint Louis et Alphonse de Poitiers*, in-8°, Paris, Plon, 1870.

(4) Les mesons et li eritages et les mobles qui sont au bougre, sont le roi. — *Livres de Jostice et de Plet*, loc. cit., p. 12.

tiers, s'ils avaient eu connaissance de l'hérésie de leur auteur, ou si un délai de quarante ans ne s'était pas encore écoulé depuis son décès. Mais, s'il n'y avait pas de difficultés relativement aux biens meubles, la confiscation en soulevait de grandes, en ce qui concernait la dévolution des immeubles et surtout des biens féodaux. Il ne fallait pas, en effet, préjudicier aux droits du seigneur ayant le domaine direct du bien confisqué (1). « Certains auteurs soutenaient que la confiscation appartenait sans réserve au prince; d'autres que les fiefs du condamné retournaient, par la déchéance de leur propriétaire, aux seigneurs desquels ils relevaient immédiatement. Mais ces deux décisions ne conciliaient pas les intérêts en présence. La première, en donnant tout au prince, ne tenait aucun compte des droits du seigneur du fief dominant, qui se trouvait ainsi dépouillé de son domaine utile et puni indirectement d'un crime imputable à son seul vassal. La seconde lui donnait trop et méconnaissait le caractère véritable de la confiscation. Deux autres opinions s'efforçaient d'établir une conciliation entre ces décisions extrêmes. Dans l'une, on accordait le fief au prince pendant la vie de l'ancien possesseur, et on le faisait passer ensuite au seigneur du fief dominant. Dans l'autre, on attribuait le domaine utile du fief confisqué au prince, en laissant au seigneur immédiat le domaine direct. Mais, comme le prince ne pouvait pas

(1) *Salvo jure domini principalis. — Decretales, De hæreticis, c. 13, excommunicamus.*

devenir le sujet de son vassal, ni s'acquitter convenablement des services dus au seigneur immédiat à raison du fief, on décidait, ou que le fief serait vendu au profit commun du prince et du seigneur immédiat, ou qu'il serait aliéné par le prince à son seul profit, mais vendu à un acquéreur apte à acquitter tous les services dus au seigneur immédiat. C'est cette dernière solution qui prévalut dans la pratique, en matière d'hérésie » (1).

La confiscation ne pouvait s'étendre qu'à ce qui appartenait en propre au condamné ; c'est pourquoi il avait été décidé que les biens d'Eglise possédés par un clerc ne pourraient pas être confisqués (2), tandis que pourraient l'être les biens qu'il aurait acquis des fruits de son bénéfice, pourvu que ces derniers lui fussent donnés en propre et non pas seulement pour le service de l'Eglise (3). De même, Grégoire IX, puis Innocent IV avaient ordonné que, si un homme marié était condamné, la dot de sa femme catholique ne devrait pas être comprise dans la confiscation, à moins que celle-ci n'eût consenti

(1) Tanon, p. 530.

(2) *Bona vero clericorum applicantur ecclesiis, a quibus stipendia habuerunt.* — Eymeric, III, quest. 112, p. 390. Cf. Pegna, III, com. 154, p. 275. *Quædam quæ sunt ipsius ecclesiæ, ut possessiones, domus... super quibus sæpe clerici habent fundatos fructus et redditus quos percipiunt... In illis nulla dubitatio est, quod confiscari nequeant.*

(3) *Si curam animarum habeant, cum nos omnes fructus perceptos faciant suos, consequitur ut confiscari nequeant. Quod si clerici simpliciter beneficiati sunt... poterunt... sacro inquisitionis officio per inquisitores confiscari.* — Pegna, in Eymeric, III, com. 154, p. 275.

au mariage en connaissant l'hérésie de son conjoint (1). Mais elle perdait son douaire, si elle était restée quarante jours sans dévoiler à l'Ordinaire l'hérésie de son mari, car, dans ce cas, elle s'en était rendue, en quelque sorte, complice, et nous savons que cette complicité se prolongeant pendant un an pouvait la faire condamner comme hérétique (2). Enfin, nous avons dit plus haut que les droits des tiers, créanciers du condamné, étaient respectés, lorsque ceux-ci avaient été de bonne foi.

Le produit de la confiscation n'était pas un pur profit pour le roi ou les suzerains, qui en bénéficiaient ; ils devaient, en effet, les employer tant à l'entretien des condamnés qu'aux frais de l'inquisition (3). C'était, dans un sens dérivé, l'application du vieil adage : *Ubi emolumentum, ibi onus*. Il était

(1) *Decrevit felicis recordationis Innocentius papa quartus, quod propter hæresim maritorum, uxorū catholicarum dotes non debeant confiscari. Quod intelligendum esse censemus, nisi forte mulieres ipsæ cum viris matrimonia contraxissent, quos hæreticos tunc sciebant.* — *Serte*, V, II, c. 14.

(2) Et se la feme siet sa mauvette, ele l'en a à châtier ; et s'il ne s'en veaut châtier dedenz quarante jorz, ele le doit dire à l'ordenaire ; et se ele ne le dit, et li quarante jors passent, elle pert son doaire. Et se ele suefre à son seignor un an ovrer de cele vie, sanz le dire au juge, l'en la doit prandre comme cele qui se consent à son fet, et est tenue à bogresse. — *Livre de Jostice et de Plet*, loc. cit., p. 12.

(3) Prætera barones, prælatos et terrarios illarum partium de quibus constat quod in terris suis habent incurrimta hæresum ex parte nostra requiratis, ut incarceratis et immuratis de terra sua provident in necessariis competenter. — Tanon, p. 537, donne référence : *Ordonnance de saint Louis*, 14 octobre 1258 (*Histoire du Languedoc*, de dom Vaissette, édition Privat, t. VIII, col. 1435).

juste que le pouvoir séculier, ayant intérêt à la répression de l'hérésie et recevant un bénéfice des condamnations prononcées, contribuât de toutes ses facultés au développement des poursuites et aux frais qu'elles entraînaient.

V

Toutes les pénitences dont nous avons parlé jusqu'ici s'appliquaient à tous les hérétiques, sans distinction entre les laïcs et les clercs. Ces derniers pouvaient, de plus, en subir une autre. Les clercs qui se rendaient coupables d'hérésie et persistaient dans leurs erreurs, lorsqu'ils étaient abandonnés au bras séculier, devaient, au préalable, subir la peine de la dégradation (1). C'était là la conséquence de cette règle que les tribunaux civils n'étaient pas compétents pour juger les membres du clergé, qui ne relevaient que de la juridiction ecclésiastique. Pour qu'ils pussent connaître des affaires de ces clercs et leur appliquer un châtiment, il fallait donc que ces derniers aient été dépouillés de leur qualité. C'est pourquoi on employait la dégradation proprement dite que Pegna appelle la dégradation actuelle, au lieu de la déposition encore nommée dégradation verbale ; tandis que celle-ci avait lieu par le simple prononcé d'une sentence, celle-là, plus énergique, exigeait, en plus, l'apparat d'une cérémonie publique (2).

(1) Clericus per ecclesiasticum judicem degradatus, seculari tradatur curiæ puniendus. — Eymeric, III, quest. 102, p. 336.

(2) Verbalis degradatio, quando episcopus pronuntiat sententiam contra clericum, per quam privat illum ordinibus clericalibus,

L'évêque seul pouvait y procéder, après avoir convoqué les abbés, les prélats et autres personnes tenant à la religion (1). Ce n'était qu'après cette dégradation que le clerc, *réduit à l'état laïque*, était remis entre les mains du pouvoir civil.

seu verius ordinum ministerio sine executione. Actualis autem, cum clericus non modo per sententiam privatur, verum etiam actualiter et personaliter exuitur, seu spoliatur ordinibus ecclesiasticis; et hanc proprie dicimus degradationem, primam illam verbalem potius depositionem vocamus. In crimine hæresis, actualis degradatio locum habet. — Pegna, in Eymeric, III, com. 63, p. 182, c. 2.

(1) Gregorius nonus salubriter cavit, ut solus episcopus clericum in quibuscunque sacris ordinibus constitutum degradare posset, convocatis abbatibus, aliisque prælatis, et religiosis personis. — Pegna, in Eymeric, com. 63, p. 182.

CHAPITRE III

COMMUTATION DE PEINES

Les sentences se terminaient toujours par une formule réservant le pouvoir discrétionnaire de l'inquisiteur d'adoucir, d'aggraver ou de changer la peine (1).

Ce droit, l'inquisiteur l'exerçait tantôt seul (2), tantôt avec l'évêque (3). Mais le concours de ce dernier ou de son représentant était exigé, lorsqu'il s'agissait de la remise ou de la commutation de la prison perpétuelle (4), ou que le coupable était un clerc (5).

L'inquisiteur usa souvent du droit qu'il avait reçu de modifier la sentence prononcée. G. Roque

(1) Retenta nobis et aliis inquisitoribus potestate augendi, diminuendi, vel mutandi et aliam pœnitentiam injungendi, cum nobis et aliis inquisitoribus videbitur expedire. — Cf. *Sentences de Bernard de Caux et de Jean de Saint-Pierre*, loc. cit., II, p. 7.

(2) Tenore præsentium pateat Christi fidelibus universis quod nos talis N inquisitor... pro miserationis affectu commoti,... pœnitentiam sive pœnam quam tali N de tali loco, talis dyocesis... commutamus. — B. Gui, II, form. 11, p. 47.

(3) Una cum religioso viro fratre tali N coinquisitore et collega nostro, et cum venerabili et discreto viro tali N talis episcopi... in hac parte commissario deputato, amovimus seu deposuimus cruces de tali N. — Gui, II, form. 2, p. 36.

(4) Hujusmodi perpetui carceris pœnam seu pœnitentiam, ex domini papæ indulgentia super hoc vobis concessa, mitigare vel commutare poteritis de prælatorum quorum jurisdictioni subsunt consilio, postquam fuerint in carcere aliquandiu detenti. — *Conc. Béziers*, 1246, c. 20. Harduin, VII, 419.

(5) Tanon, p. 547, donne référence : Zanchini, *Tractatus de hæreticis*, p. 151, c. 21.

promet, en 1256, de donner cinquante sous, à la place des pèlerinages qu'il ne peut accomplir à cause de sa vieillesse (1). Pons Olmier donne cent cinquante sous à l'abbesse de Prieurette, pour faire construire un bâtiment dans ce monastère et éviter ainsi les pèlerinages (2). Un condamné de Carcassonne évite l'emprisonnement, mais devra travailler pendant deux ans comme maçon dans un monastère de femmes (3). Un autre sort de prison pour soigner son père malade jusqu'à sa mort, mais devra porter des croix (4). Tous les condamnés au port de croix en reçoivent, au concile de Béziers, la dispense, s'ils veulent partir en Palestine (5).

Ainsi pèlerinages, croix, prison, aucune de ces condamnations n'était absolument définitive. Il n'était qu'une sentence que l'inquisiteur n'eût pas le pouvoir de modifier, c'était celle prononçant l'abandon au bras séculier ; certes, l'hérétique abandonné, qui confessait et abjurait ses erreurs, devait être rendu à la juridiction ecclésiastique ;

(1) G. Roqua juravit se daturum L solidos pro peregrinationibus suis, quas non potest perficere propter senectutem. — Molinier, p. 391, donne référence : *Manuscrit Cerfontaine*, I, f° 39 A.

(2) *Ibid.*, I, f° 35 A.

(3) Quod idem A serviet monialibus Privi Nitidi bene et fideliter, per duos annos in operibus earum, de officio suo seu ministerio, scilicet massionatus. — *Ibid.*, I, f° 25 A.

(4) Damus tamen licentiam .. quod maneat cum patre suo qui valetudinarius est et catholicus et pauper, ut dicitur, quandiu vixerit pater suus et interim portet mantam nigram et crucem in omni veste cum duobus brachiis transversalibus. — *Sentences de B. de Caux et de Jean de Saint-Pierre*, loc. cit., p. 10.

(5) *Conc. Béziers*, 1246, c. 26. Harduin, VII, 420.

mais, c'était bien plutôt là le résultat d'une condition impliquée dans la sentence que celui d'une commutation. L'inquisiteur avait prononcé l'abandon du coupable à cause de son impénitence; celle-ci cessant, la sentence perdait sa cause, et il était juste qu'elle perdît aussi son effet.

La règle que nous avons rencontrée plus haut, et d'après laquelle le pape ou son légat avaient seuls le droit de relever un hérétique de l'infamie encourue, devait nécessairement restreindre les cas de remise totale des peines. Il y en eut cependant. B. Gui nous a laissé un exemple d'une réintégration d'un condamné dans le droit de remplir une charge publique (1), mais en ayant soin de dire que c'est par une faveur spéciale.

Les motifs qui justifiaient la commutation ou la remise étaient d'ordres très divers : la vieillesse, l'infirmité, les raisons de famille (2), le retour spontané ou contrition du passé, la bonne conduite, les

(1) *Ex gratia speciali absolvimus in perpetuum et quittamus talem N de tali loco et ejus bona præsentia et futura ad ipsius heredes ab omnibus peregrinationibus et visitationibus ecclesiarum sibi nomine pænitiæ dudum impositis et injunctis pro hiis quæ commiserat in facto seu crimine hæresis, necnon ab omnibus pœnis in litteris pænitiæ suæ contentis et specialiter et expresse a pœna illa, ne publice officiis fungeretur.* — B. Gui, form. 25, p. 56.

(2) *Hæc autem perpetui carceris pœna seu pænitiæ nulli ab initio de præfatis culpabilibus remittatur, aut in aliam commutetur; nisi vel hæreticos redderet, vel propter ejus absentiam evidens mortis periculum ejus liberis vel parentibus immineret, vel propter aliam causam quæ multum justa et rationabilis videtur.* — *Conc. Béziers*, 1246, c. 24. Harduin. VII, 419.

services rendus (1), la demande de personnes recommandables (2) étaient autant d'occasions pour l'inquisiteur de prononcer un adoucissement à une peine ou une commutation. Il appliquait à chacun la pénitence qu'il avait méritée, puis, dès qu'un amendement était obtenu ou qu'une raison sérieuse l'exigeait, il n'hésitait pas à y faire échapper le coupable ou tout au moins à adoucir son sort.

La remise de la peine et la commutation n'étaient pas d'ailleurs un droit pour le coupable, elles étaient laissées à l'arbitraire de l'inquisiteur. Elles n'étaient prononcées en général que *ad tempus*, pour le temps de la maladie du coupable ou de la personne qu'il allait soigner, jusqu'au prochain sermon général (3). Le droit du juge était toujours réservé de revenir, s'il lui semblait bon, sur la décision qu'il avait prise (4); c'était pour lui un moyen de conserver un contrôle efficace sur ceux pour lesquels il avait usé d'indulgence.

Ainsi, il semble qu'il y ait dans cette institution quelques analogies avec notre libération condition-

(1) Cf. texte précédent. — Adde B. Gui, II, p. 54. *Laudabiliter se habuit in hoc quod clamavit et custodes muri excitavit, ex quo fuerunt qui temptabant aufugere deprehensi.* — Adde, page 56.

(2) *Pro miserationis affectu commoti, piisque bonorum virorum precibus inclinati, pœnitentiam... commutamus.* — Bernard Gui, II, form. 11, p. 47.

(3) B. Gui, II, f. 14, p. 50.

(4) *Retenta nobis et nostris in officio inquisitionis successoribus plenaria potestate reponendi cruces eidem tali, etiam sine alia nova causa, si nobis vel eis visum fuerit faciendum.* — Gui, II, p. 36.

nelle. Comme la mise en liberté des hérétiques condamnés à la prison, elle est une faveur faite au coupable ; comme elle, elle est essentiellement révocable en cas d'inconduite ; comme autrefois, la réintégration du condamné n'a pas besoin d'être prononcée par jugement.

CONCLUSION

Nous avons essayé d'exposer ce que fut l'inquisition ; nous en avons étudié les principes et le mécanisme général, sans rechercher les abus de pratique qui durent nécessairement exister pendant ces trois siècles.

Si nous devons condamner la rigueur de certaines règles de l'instruction, le silence gardé sur le nom des témoins, ou l'emploi de la torture pour découvrir la vérité, nous devons reconnaître cependant que, critiquées aujourd'hui, elles s'expliquaient au ^{xiii}^e siècle, soit par les circonstances qui les avaient fait naître, soit par certaines influences telle que la renaissance du droit romain, et que les papes s'efforcèrent d'en atténuer la rigueur et d'augmenter les garanties données aux accusés. Si l'image du bûcher a été souvent évoquée comme caractéristique de l'inquisition, ce fut à tort selon nous. Nous avons dit, en effet, que les exécutions durent être rares et que ce fut le pouvoir civil qui en prit l'initiative. Quant aux autres peines imposées par l'inquisiteur, nous avons montré que, s'il fut strict pour les prononcer, il ne fut pas sans indulgence et qu'il se laissa toucher tant par le repentir que par les raisons d'humanité.

Ainsi, l'inquisition en France n'eut jamais la

BIBLIOGRAPHIE

- BOUTARIC. — *Saint Louis et Alphonse de Poitiers*, in-8°. — Paris, Plon, 1870.
- DOUAIS (M^{sr}). — *La formule : Communicato bonorum virorum consilio des sentences inquisitoriales*, in-8°. — Paris, Bouillon, 1898.
Documents pour servir à l'histoire de l'inquisition dans le Languedoc, 2 vol. in-8°. — Paris, Renouard, 1900.
L'inquisition — ses origines — sa procédure, in-8°. — Paris, Plon-Nourrit, 1906.
- EYMERIC, (Nicolas). — *Directorium inquisitorum F. Nicolai Emerici ordinis prædicatorum cum commentariis Francisci Pegnæ, theologiæ ac juris utriusque doctoris*, in-f°. — Rome, 1578, B. Nat., inventaire E. 400.
- FOURNIER (Paul). — *Les Officialités au moyen âge*, in-8°. — Paris, Plon et C^e, 1880.
- GUI (Bernard). — *Practica inquisitionis hæreticæ pravitatis*, éd. Douais, in-4°. — Paris, Picard, 1886.
- GUIRAUD (Jean). — *Questions d'histoire et d'archéologie chrétienne*, in-16. — Paris, Lecoffre, 1906.
- HAVET (Julien). — *L'hérésie et le bras séculier au moyen âge jusqu'au treizième siècle* (œuvres complètes, 2 vol. in-8°. — Paris, Leroux, 1896), tome II, 116-180.
- LEA (Henri-Charles). — *A History of the Inquisition of the middle ages*. — Trad. Salomon Reinach, 3 vol. in-12. — Paris, Société nouvelle de Librairie et d'édition, 1903.
- MOLINIER (Charles). — *L'inquisition dans le Midi de la France au XIII^e et au XIV^e siècle*, in-8°. — Paris, Sandoz, 1880.

TANON (L.). — *Histoire des Tribunaux de l'Inquisition en France*, in-8°. — Paris, Lacroix et Forcel, 1893.

VACANDARD (abbé E.). — *L'Inquisition*, in-12. — Paris, Bloud, 1907.

VIDAL (J.-M.). — *Le Sire de Parthenay et l'Inquisition*, in-8°. — Imprimerie Nationale, 1904.

Le Tribunal d'Inquisition de Pamiers, dans les annales de Saint-Louis des Français, in-8°. — Paris, Picard, 1905, tome IX.

TABLE DES MATIÈRES

INTRODUCTION :

Création de l'Inquisition monastique (avril 1233). —
Délimitation du sujet. — Plan général..... I

PREMIÈRE PARTIE

ORGANISATION ET COMPÉTENCE DU TRIBUNAL

CHAPITRE PREMIER

LE TRIBUNAL D'INQUISITION

§ I^{er}. — L'INQUISITEUR :

Source de ses pouvoirs. — Nomination et révocation.
— Age. — Expiration de ses pouvoirs..... 6

§ II. — POUVOIRS DE L'INQUISITEUR :

Commande à la force publique, serment d'obé-
dience des magistrats, excommunication des
récalcitrants. — *Repousse les lois séculières*. —
Oblige les particuliers à lui porter aide. — Organise
une police locale. — Ne relève que du pape, peines
contre les inquisiteurs indignes..... 10

§ III. — AUXILIAIRES DE L'INQUISITEUR :

Commissaires, délégation spéciale, puis générale,
différence avec les pouvoirs de l'inquisiteur,
nomination et révocation. — *Conseillers*, leur utilité.
— *Notaires* de l'inquisition, importance comme
greffiers, nomination, serment, peuvent interroger
parfois, extension ordinaire de leurs pouvoirs... 19

§ IV. — AGENTS D'EXÉCUTION :

Sergents. — Geôliers. — Privilèges du Saint-Office... 27

CHAPITRE II

COMPÉTENCE DU SAINT-OFFICE

§ I^{er}. — COMPÉTENCE RATIONE MATERIE :

I. — *Caractères de l'hérésie condamnable*, en droit
crime intérieur. — Hérétiques et croyants. — En
fait manifestation extérieure..... 31

II. — *Catharisme*. — Négations. — Doctrine dualiste.
— Ascétisme. — Endura ou suicide. — Parfaits et
croyants. — Consolamentum. — Convenenza... 35

III. — *Doctrine vaudoise*. — Antipapale. — Pratiques.
— Ministres et croyants..... 39

IV. — *Fauteurs d'hérésie* par omission ou par commis-
sion. — Excommunication. — Recherche des
mauvais livres..... 41

V. — *Juifs*. — Usuriers, fauteurs. — Blasphémateurs.
— Magiciens. 43

VI. — *Sorcellerie*. — Divination, chiromancie. —
Commerce avec les démons. — Alchimie. — Sorcel-
lerie. — Astrologie. — Extension tardive de la
compétence de l'inquisiteur à la sorcellerie..... 45

§ II. — COMPÉTENCE RATIONE LOCI :

Circonscriptions territoriales. — Nombre des inquisi-
teurs. — Règles de compétence de droit commun... 49

§ III. — COMPÉTENCE RATIONE PERSONÆ :

En principe universelle. — Restrictions de fait pour
les souverains. — Restriction de droit pour les
évêques, légats, inquisiteurs..... 52

DEUXIÈME PARTIE

L'INSTRUCTION

PROCÉDURE PAR ACCUSATION, PAR DÉNONCIATION, PAR INQUISITION ..	55
---	----

CHAPITRE PREMIER

PRÉLIMINAIRES DU PROCÈS

<i>Sermon général.</i> — <i>Temps de grâce.</i> — Pardon. — Lieu et mode des dépositions. — Conversions. — Rumeur publique. — Rareté des arrestations. — Citation. — Liberté provisoire. — Cautions, leur utilité, avantages pour l'accusé	59
--	----

CHAPITRE II

INTERROGATOIRE. — RECHERCHE DE L'AVEU

§ I^{er} — INTERROGATOIRE. — MOYENS POUR OBTENIR
L'AVEU :

I. — Lieu. — <i>Hommes discrets</i> adjoints au tribunal. — Communication des charges. — Serment. — Refus de réponse, très rare. — Aveu, fin de l'instruction. — Dénégations de l'accusé, lutte d'artifices avec l'inquisiteur. — Rédaction du procès-verbal. — Choix des dépositions vraisemblables. — Traduction en langue vulgaire. — Certification. — Abjuration.	68
II. — <i>Persistance dans la dénégation.</i> — Crainte de mort. — Cachot plus ou moins rigoureux. — Visite de deux hommes sûrs	74

§ II. — TORTURE :

<i>Historique.</i> — Renaissance du droit romain. — Influence barbare. — Exemples de la pratique. —
--

Défendue dans les tribunaux ecclésiastiques. —	
Permise en matière d'hérésie, avec une restriction....	77
<i>Administration</i> par le bras séculier seul. — Autorisation pour l'inquisiteur d'y assister. — Concours de l'évêque.....	80
<i>Emploi modéré</i> dans la pratique. — Cas d'application. — Formalités de la torture. — Présence d'un notaire. — <i>Aveu</i> . — Rédaction d'un procès-verbal.....	82
Nécessité d'un second aveu libre. — Valeur de ce dernier.....	85
Continuation de la torture. — Exception, coupable suffisamment torturé.....	88
Mise en liberté.....	88

CHAPITRE III

LA PREUVE

§ I^{er}. — RÉCEPTION DES TÉMOIGNAGES :

Pas de témoins infâmes. pas de témoins reprochables. — Age des témoins. — Rareté des témoins à décharge. — Récusation pour inimitié personnelle ou injure grave.....	92
Obligation de répondre.....	96
<i>Faux témoins</i> . — Peine du talion. — Peine infâmante.	97

§ II. — COMMUNICATION DES DÉPOSITIONS :

<i>Noms cachés</i> . — Crainte de représailles. — Cas où ils sont dévoilés.....	98
<i>Précautions prises</i> . — L'inquisiteur examine la moralité des témoins. — Noms communiqués à l'évêque et à quelques jurisconsultes.....	100

§ III. — DEGRÉ DE PREUVE NÉCESSAIRE. — PURGATION CANONIQUE :

Concordance de deux témoignages ou plus. — Condamnation des ordalies. — Suspicion violente, véhémence et légère. — Purgation. — Serment des cojureurs. — Abjuration. — Pénitence. — Récidive dans l'hérésie. — Délai de la purgation.....	102
---	-----

CHAPITRE IV

LA DÉFENSE

§ I^{er}. — L'AVOCAT :

- Au début, refus d'un avocat. — On en donne plus tard.
 — Rôle du défenseur..... 108

§ II. — VOIES DE RECOURS :

- I. — *Droit de récuser son juge.* — Moyens pour
 l'inquisiteur d'y échapper..... 112
- II. — *Appel*, possible pour les sentences interlocu-
 toires seules. — Moyen de l'éviter. — Appréciation
 des motifs par l'inquisiteur. — Fréquence des appels
 en Aragon. — Formalités. — Jugement de l'appel.. 114
- III. — *Droit d'évocation* par le pape. — Affaire du
 sire de Parthenay. — Procédure..... 116

CHAPITRE V

PROCÉDURES SPÉCIALES PAR CONTUMACE
ET CONTRE LES MORTS§ I^{er}. — PROCÉDURE PAR CONTUMACE :

- Citation. — Présomption de culpabilité. — Retour du
 contumace. — Pénalité..... 118

§ II. — POURSUITE CONTRE LES MORTS :

- Refus de sépulture ecclésiastique aux hérétiques. —
 Citation des héritiers. — Communication des charges.
 — Assistance d'un avocat. — Formalités de la sen-
 tence. — Pénalité, amende, exhumation, incinération,
 confiscation. — Pas de prescription..... 121

TROISIÈME PARTIE

LA SENTENCE

CHAPITRE PREMIER

LA SENTENCE EN ELLE-MÊME

§ I^{er}. — MISE EN DÉLIBÉRÉ :

- I. — *Concours des évêques*. — Délégation de leur pouvoir. — But du concours. — Son inutilité pour les acquittements. — Rareté de ceux-ci..... 128
- II. — *Concours d'experts*. — Nombre, serment, résumé de l'accusation. — Délibération sérieuse. — Leur avis ne lie pas l'inquisiteur. 131

§ II. — PRONONCÉ DE LA SENTENCE :

- Convocation du peuple. — Communication individuelle, citation de l'accusé. — Formalité de l'*Auto da fé*. — Abjuration. — Prononcé de la sentence..... 136

CHAPITRE II

LA PÉNALITÉ

PRINCIPES DE LA PÉNALITÉ INQUISITORIALE :

§ 1^{er}. — PÉNITENCES CANONIQUES :

- Arbitraire de l'inquisiteur..... 143
- I. — *Excommunication*. 143
- II. — *Pèlerinages*. — Lettres de pénitence. — Pèlerinages mineurs, majeurs, croisades. — Cas d'application 144
- III. — *Peines pécuniaires*. — Légitimité. Application. 147
- IV. — *Emblèmes extérieurs*. — Croix, langue rouge, marteau. — Remises de croix. — Interdiction des railleries. — Abandon des croix..... 150
- V. — *Prison*. — Triple but. Peine normale de l'hérésie. — Dispense de prison. — Variétés de régimes. — Pas de rapport avec l'extérieur. — Perpétuité..... 153

§ II. — ABANDON AU BRAS SÉCULIER :

- I. — Cas d'abandon. — *Impénitents*. — *Relaps*. Indulgence, puis rigueur. — Refus d'accomplir les pénitences. Indulgence de la pratique. — *Fugitifs*. — Rareté de l'abandon au bras séculier..... 156
- II. — Formule d'abandon. — *Peine de mort* imposée par le bras séculier. — Textes législatifs. — Coutumiers. — Retour sous la juridiction ecclésiastique... 162

§ III. — PEINES ACCESSOIRES :

- I. — *Flagellation*..... 166
- II. — *Infamie publique et civile*. — Nullité des actes de l'hérétique. — Tiers de bonne foi. — Perpétuité de cette incapacité. — Infamie des héritiers..... 167
- III. — *Destruction de maisons*. — Sort des maisons contiguës. — Bonne foi du propriétaire 170
- IV. — *Confiscation*. — Historique. — Cas d'application. — Profite au roi et aux suzerains. — Dévolution des biens. Difficulté quant aux fiefs. Ne s'applique qu'aux biens propres au condamné..... 172
- V. — *Dégradation des clercs*..... 179

CHAPITRE III

COMMUTATION DE PEINES

- Réserve mise dans la sentence. — Concours de l'évêque. — Fréquence des commutations. — Rareté des remises totales. — Motifs des adoucissements. — Toujours révocable. — Analogies avec notre libération conditionnelle..... 181

CONCLUSION

- La rigueur de certaines règles s'explique par les circonstances et les influences historiques. — Ce qui est resté de l'inquisition 186

- BIBLIOGRAPHIE 188

